
République d'El Salvador
Programme d'options stratégiques pour le pays
2023-2031

Cote du document: EB 2023/OR/8

Date: 27 septembre 2023

Distribution: Publique

Original: Anglais

POUR: EXAMEN

Mesures à prendre: Le Conseil d'administration est invité à examiner le programme d'options stratégiques pour la République d'El Salvador 2023-2031.

Questions techniques:

Rossana Polastri
Directrice régionale
Division Amérique latine et Caraïbes
courriel: r.polastri@ifad.org

René Castro
Directeur de pays
Division Amérique latine et Caraïbes
courriel: rene.castro@ifad.org

Table des matières

Carte des zones d'intervention du FIDA dans le pays	iii
Résumé	iv
I. Contexte du pays	1
A. Cadre socioéconomique	2
B. Scénario de transition	2
C. Enjeux liés au système alimentaire et au secteur agricole et rural	2
II. Engagement du FIDA: bilan de l'expérience	5
A. Résultats du précédent COSOP	5
B. Enseignements tirés du précédent COSOP et d'autres sources	6
III. Stratégie pour des programmes de pays porteurs de transformation	7
A. Théorie du changement du COSOP	7
B. Objectif général et objectifs stratégiques	8
C. Groupe cible et stratégie de ciblage	11
IV. Interventions du FIDA	11
A. Instruments de financement	11
B. Contribution à l'élaboration des politiques au niveau du pays	12
C. Renforcement des institutions	122
D. Innovations	122
E. Gestion des savoirs	133
F. Technologies de l'information et des communications au service du développement	133
G. Partenariats stratégiques et coopération Sud-Sud et triangulaire	133
V. Exécution du COSOP	ERROR! BOOKMARK NOT DEFINED.4
A. Volume et sources des investissements	144
B. Ressources à l'appui d'autres activités	15
C. Transparence	15
D. Gestion du programme de pays	15
E. Suivi-évaluation	15
VI. Participation du groupe cible	166
VII. Gestion des risques	16

Appendices

- I. Results management framework
- II. Key files
- III. Transition projections
- IV. SECAP background study
- V. COSOP preparation process
- VI. South-South and Triangular Cooperation Strategy
- VII. Financial management issues summary
- VIII. Procurement risk matrix – Part A country level
- IX. Integrated country risk matrix
- X. Technical note on remittances to El Salvador

Équipe d'exécution du COSOP

Directrice régionale:	Rossana Polastri
Directeur de pays:	René Castro
Économiste régional:	Fabrizio Bresciani
Spécialiste technique:	Fernanda Thomaz
Spécialiste climat et environnement:	Oliver Page
Responsable des finances:	Santiago Alvarez

Carte des zones d'intervention du FIDA dans le pays



Les appellations employées et la présentation des données n'expriment aucune position particulière du FIDA quant au tracé des frontières ou limites ni aux autorités concernées.

Carte établie par le FIDA | 29/08/2023

Résumé

1. La République d'El Salvador compte 6,3 millions d'habitants (dont 53,3% de femmes). Selon la banque centrale du pays, les envois de fonds reçus en 2021 ont dépassé 7 500 millions d'USD, soit 26% du produit intérieur brut (PIB). Avec un PIB de 4 543 USD par habitant, El Salvador se classe parmi les pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure.
2. La croissance économique du pays a atteint en moyenne 2,47% au cours de la période 2010-2019. En 2020, la pandémie de maladie à coronavirus 2019 (COVID-19) a entraîné une contraction du PIB de 7,9%, qui s'est répercutée sur les revenus des familles et a aggravé la pauvreté et les inégalités. Il convient de surmonter les obstacles structurels au développement des zones rurales, notamment les inégalités sociales et les disparités entre les femmes et les hommes, sans oublier les changements climatiques, dont les effets négatifs sont amplifiés par la déforestation, la pauvreté et les fortes vulnérabilités socioéconomiques.
3. Le présent programme d'options stratégiques pour le pays (COSOP) (2023-2031), qui couvre les cycles de financement des Douzième et Treizième reconstitutions des ressources du FIDA (FIDA12 et FIDA13), devrait bénéficier d'une allocation de 31,3 millions d'USD au titre de frais remboursables, d'un cofinancement international de 30 millions d'USD (financement climatique compris) et d'un appui apporté sous forme de divers dons régionaux, d'une assistance technique et d'activités de coopération Sud-Sud et triangulaire. Le COSOP est en phase avec le Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable (2022-2026) établi pour El Salvador, le Plan Cuscatlán établi par le Gouvernement, le Plan directeur de sauvetage de l'agriculture, la politique nationale en matière d'agriculture et d'élevage (2019-2024), la politique nationale en matière d'inclusion financière, la Loi sur l'agriculture familiale et la feuille de route nationale vers la réalisation des objectifs de développement durable dans le cadre du Sommet sur les systèmes alimentaires de 2021.
4. L'objectif général est de réduire la pauvreté et l'insécurité alimentaire des populations rurales qui vivent dans des conditions précaires dans les régions les plus pauvres d'El Salvador, un accent étant mis sur les peuples autochtones, les femmes, les jeunes et les personnes handicapées. À cette fin, les systèmes agroalimentaires équitables, inclusifs et durables seront promus de manière à garantir la disponibilité de régimes alimentaires nutritifs et adéquats. Le COSOP contribuera à la réalisation des objectifs de développement durable suivants: l'objectif 1 (pas de pauvreté), l'objectif 2 (faim zéro), l'objectif 5 (égalité entre les sexes), l'objectif 8 (travail décent et croissance économique) et l'objectif 13 (lutte contre les changements climatiques). Deux objectifs stratégiques seront poursuivis:

Objectif stratégique n° 1. Les institutions, les entreprises et les petits exploitants pauvres des zones rurales contribuent à l'amélioration des moyens d'existence et des revenus grâce à des activités et à des possibilités d'emploi inclusives et résilientes.

Objectif stratégique n° 2. Les ménages ruraux pauvres des communautés les plus vulnérables renforcent leur capacité d'adaptation aux changements climatiques et leur résilience.
5. Le groupe cible est constitué de petits ménages ruraux pauvres pratiquant des activités agricoles ou non agricoles peu productives, offrant un accès limité aux actifs productifs et aux revenus économiques et fortement vulnérables face aux changements climatiques.

I. Contexte du pays

1. D'une superficie de 21 041 kilomètres carrés, la République d'El Salvador est le plus petit pays d'Amérique centrale. Elle compte 6,3 millions d'habitants (données de 2021), dont 53,3% de femmes et 38,3% de ruraux¹. Les envois de fonds représentaient environ 26% du produit intérieur brut (PIB) en 2021². En 2019, le pays affichait un indice de développement humain de 0,673³, ce qui le classait parmi les pays à indice moyen.
2. Les conditions socioéconomiques se sont détériorées en raison des tempêtes et de la pandémie de maladie à coronavirus 2019 (COVID-19), ce qui s'est traduit par la plus forte baisse de la production et de l'emploi enregistrée depuis les années 1980 (- 8%) et par un recul du pays sur les plans de la pauvreté, de la faim et de la malnutrition. Le taux de pauvreté des ménages est passé de 22,8% en 2019 à 26,2% en 2020, tandis que l'extrême pauvreté en milieu rural a grimpé de 5,2% à 11,1%⁴.
3. La pandémie de COVID-19 a aggravé l'insécurité alimentaire dans le pays. Presque la moitié de la population (47,1%) souffre d'insécurité alimentaire modérée ou grave, un enfant sur six est chroniquement sous-alimenté et six adultes sur dix sont en surpoids ou obèses. En milieu rural, 32% des ménages ont manqué de nourriture au moins une fois au cours de l'année écoulée, et 6,5% d'entre eux ont souffert de la faim à des degrés modérés, graves voire très graves.
4. El Salvador est exposé à divers phénomènes naturels et climatiques, qui entraînent fréquemment des pertes et des dommages économiques⁵. Dans l'ensemble, près de 88,7% du territoire national seraient menacés par des inondations (10%), des glissements de terrain (38%) et la sécheresse (70%)⁶.

¹ *Encuesta de Hogares de Propósitos Múltiples* (Enquête à buts multiples sur les ménages), 2019 (Ministère de l'économie, 2020).

² Banque centrale d'El Salvador.

³ <https://hdr.undp.org/sites/default/files/Country-Profiles/MPI/SLV.pdf>.

⁴ Commission économique des Nations Unies pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC). *A decade of action for a change of era. Fifth report on regional progress and challenges in relation to the 2030 Agenda for Sustainable Development in Latin America and the Caribbean* (Une décennie d'action pour un changement d'ère. Cinquième rapport sur les avancées et les problèmes régionaux liés au Programme de développement durable à l'horizon 2030 en Amérique latine et dans les Caraïbes). (LC/FDS.5/3) (Santiago: CEPALC, 2022).

⁵ CEPALC. *El Salvador: Impacto socioeconómico, ambiental y de riesgo por la baja presión asociada a la tormenta tropical Ida* (El Salvador: effets socioéconomiques et environnementaux et impacts des risques liés aux baisses de pression associées à la tempête tropicale Ida) (Santiago: CEPALC, 2010). Ministère de l'environnement et des ressources naturelles. *Plan nacional de sensibilización y educación sobre el cambio climático* (Plan national de sensibilisation et d'éducation sur les changements climatiques) (Ministère de l'environnement et des ressources naturelles, 2018).

⁶ Ministère de l'environnement et des ressources naturelles (2018). *Ibid.*

A. Cadre socioéconomique

Tableau 1
Indicateurs concernant le pays

<i>Indicateur</i>	<i>Données</i>	<i>Année</i>
Revenu national brut (RNB) par habitant	4 260	2021
Croissance du PIB	10,3	2021
Dette publique (en % du PIB)	71,4	2020
Ratio du service de la dette	68,5	2021
Ratio dette/RNB	21,8	2021
Taux d'inflation	3,5	2021
Population	6 336 392	2019
Population féminine	3 319 856	2019
Population jeune	1 192 763	2019
Taux de chômage	4,3	2021
Indice de fragilité	70,8	2022
Indice de risque INFORM	4,3 (moyen)	2023

B. Scénario de transition

5. Selon le scénario de référence du Fonds monétaire international, le pays devrait poursuivre une croissance modérée sur fond de déséquilibres macroéconomiques. Le PIB réel devrait croître de 2,4% en 2023 grâce à la consommation privée, à l'investissement public et au tourisme, et l'inflation annuelle moyenne devrait rester modérée à 4,1%, sous l'effet de la baisse des prix mondiaux des produits de base. La dette publique à court terme devrait augmenter et compromettre la reconstitution de réserves adéquates de capitaux; en outre, les changements climatiques et d'autres catastrophes naturelles pourraient produire des chocs négatifs. L'amélioration des conditions de sécurité pourrait stimuler plus fortement que prévu l'investissement privé et la croissance, décourager l'émigration et favoriser le retour des migrants au pays.
6. Le Fonds monétaire international et la Banque mondiale recommandent au pays de mettre en œuvre un programme d'assainissement budgétaire axé sur des mesures de grande qualité, qui représenteraient environ 4% du PIB au cours des trois prochaines années. Ces mesures permettraient de rétablir la viabilité budgétaire et d'amorcer une réduction de la dette publique. Cette dernière est certes tombée à 77% du PIB en 2022, mais un tel niveau reste élevé et insoutenable.
7. Bien que le système macroéconomique national comporte des fragilités, il est résilient aux chocs extérieurs. Toutefois, des risques persistent dans les sphères politiques et monétaires. Les conditions d'octroi des prêts devraient rester inchangées. Enfin, la coopération bilatérale et multilatérale offre de nombreuses possibilités de cofinancement dans le pays.

C. Enjeux liés au système alimentaire et au secteur agricole et rural

8. Les zones rurales et le secteur agricole ont considérablement changé en raison de l'importance croissante des activités non agricoles et de l'afflux massif des envois de fonds familiaux, conjugués à la disponibilité limitée et à la faible qualité de l'eau, aux effets des changements climatiques et des phénomènes naturels extrêmes et au déclin de l'investissement public. La contribution du secteur agricole à la production, à l'emploi et aux revenus des ménages a diminué. Néanmoins,

l'agriculture joue encore un rôle important dans la réduction de la pauvreté, la sécurité alimentaire et la préservation de l'environnement.

9. Le secteur agricole est relativement diversifié et comprend un large éventail de cultures et de produits, dont les céréales de base (maïs, sorgho, haricots et riz), les produits d'exportations classiques (café et sucre) et les produits de l'élevage⁷. Les principales exportations agricoles (sucre, café et bétail) sont produites sur de vastes étendues de terres dans le cadre d'exploitations à moyenne et grande échelle essentiellement, tandis que les petites exploitations se consacrent principalement aux céréales de base, au petit bétail et à certaines cultures fruitières comme le cacao⁸. Si les petits exploitants⁹ représentent 82% des producteurs agricoles, 72% des terres agricoles du pays sont détenues par 9% des agriculteurs. El Salvador dépend fortement des importations de produits alimentaires (céréales, fruits, légumes et produits laitiers). Selon la banque centrale du pays, le secteur agricole emploie 35% de la population active en milieu rural¹⁰. En 2019, 93,3% des ménages d'agriculteurs avaient un téléphone portable. Toutefois, en 2020, seuls 22,5% de la population rurale avaient accès à Internet, contre plus de 40% de la population urbaine¹¹.

Difficultés et perspectives

10. Les principaux défis à relever sont les suivants:

- Augmenter la production et la productivité grâce à de meilleurs liens avec les marchés et à un accès facilité aux ressources financières et à l'assistance technique, pour permettre au pays de faire face au coût élevé des intrants et à la forte variabilité tout en préservant la biodiversité.
- Améliorer la résilience et les capacités d'adaptation aux changements climatiques par le renforcement des capacités techniques, la planification et la diffusion de bonnes pratiques agricoles, la promotion de la diversification, la gestion adéquate des ressources naturelles et un accès élargi aux informations sur le climat.
- Promouvoir le développement des marchés intérieurs par la diversification de la production et de la commercialisation, renforcer les capacités commerciales des petites et moyennes entreprises de production, pérenniser l'approvisionnement alimentaire et renforcer les moyens en matière de logistique et de connexion de façon à favoriser la commercialisation des denrées alimentaires.
- Améliorer l'accès à des aliments sains et nutritifs en remédiant au nombre limité de places de marché propices à la promotion d'aliments sains, au manque de pratiques alimentaires familiales et communautaires autosuffisantes et aux lacunes dans les connaissances en matière de pratiques nutritionnelles et d'alimentation saine.
- Renforcer les capacités institutionnelles, augmenter les budgets et améliorer la coordination multisectorielle et institutionnelle.
- Accroître la disponibilité de l'eau et les rendements agricoles en renforçant la capacité des systèmes d'irrigation et en améliorant les infrastructures et les équipements.

⁷ Christian Derlagen et autres. *Análisis de políticas agropecuarias en El Salvador 2020* (Analyse des politiques agricoles en El Salvador 2020) (Washington, Banque interaméricaine de développement, 2020).

⁸ Voir <https://microdata.fao.org/index.php/catalog/1599/download/6389>.

⁹ Soit les agriculteurs possédant moins de trois hectares.

¹⁰ Voir <https://www.bcr.gob.sv/bcrsite/?cat=1110&lang=es#ancla1047>.

¹¹ Sandra Ziegler et autres. *Rural Connectivity in Latin America and the Caribbean* (Connectivité rurale en Amérique latine et dans les Caraïbes)(Institut interaméricain de coopération pour l'agriculture, Banque interaméricaine de développement et Microsoft, 2021).

- Réduire les taux de pauvreté et d'extrême pauvreté.
 - Accroître les capacités d'investissement dans la recherche, le développement et l'innovation.
 - Diminuer les taux de migration et ouvrir de nouvelles perspectives de développement.
11. Les possibilités de tirer parti de l'expérience du FIDA et des résultats positifs qu'il a obtenus en El Salvador pourraient être démultipliées par la mise en place d'un nouveau cadre de politiques agricoles reposant sur la reconnaissance de la richesse du monde rural, de sa diversité et de sa capacité à générer des revenus, à créer des emplois, à diminuer la pauvreté, à réduire l'insécurité alimentaire et nutritionnelle, et à renforcer la gestion des risques environnementaux et climatiques. Le FIDA peut contribuer à : promouvoir une transformation vers des systèmes alimentaires durables et sains; concevoir des incitations pour accroître les revenus, l'employabilité et l'autonomisation des femmes, des jeunes et d'autres groupes vulnérables; à augmenter les investissements dans les petites infrastructures; renforcer les capacités de gestion et des organisations de producteurs et leur aptitude à se fédérer; mettre au point des instruments favorisant le commerce et l'inclusion financière; mettre en œuvre des initiatives écologiquement durables et résilientes aux changements climatiques; concevoir des solutions et des innovations fondées sur la nature pour accroître la durabilité; renforcer les capacités institutionnelles; tirer des enseignements de l'expérience pour éclairer les politiques publiques.

Contexte institutionnel et cadre de l'action publique

12. Le présent programme d'options stratégiques pour le pays (COSOP) est en phase avec le Plan gouvernemental Cuscatlán, qui tient compte des questions de genre, s'inscrit dans une approche territoriale du développement et promeut des initiatives sectorielles et intersectorielles en matière de productivité. Il vise également à améliorer l'accès au crédit, à promouvoir l'utilisation des technologies, à favoriser les échanges de connaissances et à intégrer les réseaux de commercialisation, en particulier au titre du pilier 1 du plan intitulé « Croissance économique inclusive et durable », dont l'objectif est de prendre en compte l'ensemble des moyens d'existence des Salvadoriens moyennant l'accès à des revenus et des emplois décent, à la sécurité sociale, à des conditions environnementales adéquates et à des services de base de qualité. Les investissements du FIDA contribueront directement aux mesures 1.1 (emploi décent), 1.2 (activités économiques écologiquement viables) et 3.4 (modernisation technologique) proposées au titre du Plan Cuscatlán.
13. Le COSOP est en outre conforme au Plan directeur de sauvetage de l'agriculture mené par le Ministère de l'agriculture et de l'élevage, qui vise à assurer la sécurité alimentaire grâce à l'instauration d'une agriculture performante, résiliente aux changements climatiques et à faible émission de carbone. Le COSOP tient compte de la Loi sur l'agriculture familiale adoptée en 2021, qui soutient la promotion et l'élaboration de modèles de production durables en matière d'agriculture familiale, paysanne et autochtone dans le pays. Il tient également compte de la contribution déterminée au niveau national pour El Salvador dans le cadre de l'Accord de Paris, qui comprend des mesures d'adaptation aux changements climatiques dans des domaines tels que l'agriculture, la biodiversité, les écosystèmes et les ressources en eau¹².

¹² Voir <https://www4.unfccc.int/sites/ndcstaging/PublishedDocuments/El%20Salvador%20First/El%20Salvador%20NDC-%20Updated%20Dic.2021.pdf>.

14. Conformément à la politique nationale en matière d'inclusion financière¹³, le COSOP vise à réduire les inégalités financières grâce aux enseignements tirés du projet mené par la Commission économique des Nations Unies pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC) dans le cadre du Mécanisme de financement pour l'envoi de fonds, ainsi qu'à la lumière de l'expérience acquise en matière de numérisation des coopératives et des groupes d'épargne et de crédit [Programme d'appui à la compétitivité des territoires ruraux (*Amanecer Rural*) en El Salvador et Mécanisme de relance en faveur des populations pauvres au Guatemala et au Honduras].
15. Le COSOP contribuera au Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable établi pour El Salvador (2022-2026)¹⁴, et abordera plus particulièrement les problèmes en lien avec les inégalités économiques et la pauvreté, le travail décent, la malnutrition, la sécurité alimentaire et l'agriculture familiale, l'égalité femmes-hommes et l'avancement des femmes, les conditions de vie des peuples autochtones, les changements climatiques et le financement du développement. Les investissements du FIDA contribueront à l'obtention des effets directs suivants du Plan-cadre de coopération :
- Effet direct 4: d'ici à 2026, les populations, en particulier les personnes en situation de vulnérabilité, auront plus de chances d'accéder à un travail décent et productif et à des moyens d'existence durables, dans un environnement marqué par la transformation économique inclusive, innovante et durable.
 - Effet direct 5: d'ici à 2026, les institutions et les populations d'El Salvador sont mieux préparées et plus résilientes aux catastrophes, gèrent les risques plus efficacement et sont mieux à même de s'adapter aux changements climatiques et d'en atténuer les effets.

II. Engagement du FIDA: bilan de l'expérience

A. Résultats du précédent COSOP

16. Le précédent COSOP (2015-2022) avait pour finalité de contribuer à réduire la pauvreté rurale en favorisant la génération de richesses à l'intention des exploitants familiaux et l'amélioration de leurs conditions de vie. Les objectifs stratégiques étaient les suivants: objectif stratégique n° 1: améliorer l'accès des exploitants familiaux aux ressources, aux technologies et aux informations, afin qu'ils puissent pratiquer une agriculture plus durable et mieux s'adapter aux changements climatiques; objectif stratégique n° 2: promouvoir l'autonomisation économique des jeunes, des femmes rurales et des peuples autochtones; objectif stratégique n° 3: appuyer les efforts déployés par le Gouvernement pour rendre les dépenses et les investissements publics dans les zones rurales plus efficaces, plus équitables et plus efficaces.
17. Le portefeuille de prêts de la période couverte par le COSOP précédent comprenait cinq opérations, dont quatre ont été achevés [le Projet de développement rural et de modernisation pour la région Est (PRODEMORO), le Projet de développement rural et de modernisation pour les régions Central et Paracentral, (PRODEMOR), le Programme d'appui à la compétitivité des territoires ruraux (*Amanecer Rural*) et le don « *Empléate Joven* » (emploi des jeunes)] et un est en cours d'exécution (le Programme national de transformation économique des zones rurales pour « bien vivre » – *Rural Adelante*).

¹³ Voir <https://www.presidencia.gob.sv/gobierno-lanza-politica-nacional-de-inclusion-financiera-para-generar-oportunidades-a-sectores-tradicionalmente-excluidos-del-sistema/>.

¹⁴ Voir <https://unsdg.un.org/resources/un-sustainable-development-cooperation-framework-el-salvador-2022-2026>.

18. Le COSOP a pu être adapté à l'évolution du contexte. Parmi les évolutions importantes, figurait le début de la pandémie de COVID-19, marqué par des mesures de confinement très strictes et une militarisation de la police nationale. Malgré cela, le portefeuille s'est avéré très pertinent et très efficace. Au nombre des résultats obtenus au cours de la période couverte par le COSOP précédent, citons:
- la participation de 79 178 hommes, 80 874 femmes et 14 627 jeunes aux quatre projets d'investissement mis en œuvre;
 - l'investissement dans la création et le renforcement de 1 262 entreprises rurales par l'intermédiaire d'associations et de coopératives productives;
 - la construction ou la remise en état d'infrastructures permettant de collecter plus 200 000 mètres cubes d'eau d'irrigation;
 - la mise en œuvre de mesures d'atténuation des changements climatiques et de pratiques respectueuses de l'environnement sur 7 932 hectares;
 - la création de plus de 10 000 emplois et l'augmentation de 25% des revenus de nombreux bénéficiaires de projet.

B. Enseignements tirés du précédent COSOP et d'autres sources

19. Les principaux enseignements tirés du programme de pays au cours des huit années écoulées sont décrits ci-après.
- i) **Les mesures de plaidoyer sociopolitique des organisations et réseaux nationaux de jeunes ruraux et de peuples autochtones sont particulièrement utiles quand il s'agit d'adopter des lois sectorielles et des plans de développement**, comme la loi et la politique sur l'agriculture familiale, paysanne et autochtone, la Loi générale sur la jeunesse et le plan de développement en faveur des peuples autochtones. La participation effective de ces populations devrait être renforcée.
 - ii) **En raison de leur faible habileté numérique, les populations ont un accès limité aux technologies innovantes et aux plateformes en ligne** comme Arvest et Agriplan – des outils indispensables pour favoriser l'essor du commerce en ligne et des solutions numériques qui favorisent l'accès des agriculteurs aux marchés.
 - iii) **Le FIDA doit impérativement fournir une assistance technique rapprochée et régulière aux entités nationales en vue d'améliorer la performance globale des interventions**: pour obtenir un impact porteur de transformation, il convient de renforcer l'assistance technique proposée dans les domaines tels que l'équité entre les femmes et les hommes et les questions de masculinité en milieu rural, les possibilités offertes aux jeunes ruraux, la résilience climatique, les chaînes de production, la gestion financière et la passation de marchés. Afin de maximiser l'impact, le personnel technique et administratif des unités d'exécution doit avoir la qualification et l'expérience requises. La durée de l'assistance technique sera adaptée au degré d'expérience des organisations de producteurs et à la durée des cycles de production, entre autres.
 - iv) **Les opérations de prêt réalisées par le Ministère de l'agriculture et de l'élevage sont renforcées par d'autres initiatives qui promeuvent une approche axée sur la concertation sur les politiques**: la Loi sur l'agriculture familiale, en concertation avec l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et le Forum rural mondial; l'initiative en matière d'inclusion financière liée aux envois de fonds en milieu rural, avec la CEPALC et le Mécanisme de financement pour l'envoi de fonds du FIDA; des modèles agricoles adaptés aux changements climatiques, avec l'Alliance Bioversity international et le Centre international d'agriculture tropicale; la Loi

générale sur la jeunesse, avec l'appui du Programme régional de formation en développement rural (PROCASUR) à l'Institut national de la jeunesse.

- v) **Les alliances stratégiques nouées avec les institutions financières internationales ont permis de mobiliser des montants élevés de cofinancement et d'harmoniser les interventions menées dans le pays.**
La coordination interinstitutionnelle a multiplié les avantages sur le plan de la lutte contre la pauvreté, de la durabilité et des possibilités de reproduction à plus grande échelle.
- vi) **Les résultats obtenus peuvent être pérennisés**, à condition que les mesures d'atténuation et d'adaptation continuent d'être appliquées pour parer les risques liés aux phénomènes climatiques.
- vii) Il est important de **fixer des objectifs et de prévoir des ressources financières et humaines pour travailler avec les femmes, les jeunes et les peuples autochtones dès la phase de conception des projets**, afin que ces groupes cibles soient effectivement inclus tout au long du cycle de chaque projet.

III. Stratégie pour des programmes de pays porteurs de transformation

A. Théorie du changement du COSOP

20. La vulnérabilité des familles rurales pauvres persiste, comme en témoignent les faibles revenus, le niveau élevé d'insécurité alimentaire et la résilience limitée aux chocs économiques, climatiques et commerciaux. Les enseignements tirés du cycle du COSOP précédent mettent en évidence la nécessité de réaliser des investissements en faveur d'une transformation des systèmes de production et de systèmes agroalimentaire durables, notamment sous la forme d'une assistance technique spécialisée portant sur l'inclusion sociale, les changements climatiques et la nutrition.

Tableau 2
Théorie du changement

Objectif général: Réduire la pauvreté et l'insécurité alimentaire des populations rurales vivant en situation de vulnérabilité dans les régions les plus pauvres d'El Salvador.				
<i>Causes</i>	<i>Activités</i>	<i>Produits</i>	<i>Effets directs</i>	<i>Impact</i>
Faibles revenus	Investissements propices au développement de systèmes de production et de systèmes agroalimentaires durables Investissements publics dans les infrastructures matérielles Investissements dans les services écosystémiques et la sécurité alimentaire et nutritionnelle Investissements dans l'amélioration du capital humain et des institutions	Hectares de terres cultivés selon des pratiques résilientes aux changements climatiques	Amélioration des services écosystémiques	Réduction de la pauvreté rurale et de l'insécurité alimentaire dans les territoires ruraux très vulnérables Accès des petits producteurs ruraux à des moyens d'existence équitables et durables Amélioration des capacités d'adaptation et de
Accès limité aux actifs productifs		Personnes formées aux services d'information sur le climat	Renforcement des capacités organisationnelles	
Faible productivité		Construction ou remise en état d'infrastructures	Amélioration de la sécurité alimentaire et nutritionnelle	
Faible investissement public dans les infrastructures matérielles durables		Ménages ayant reçu une formation sur la nutrition	Amélioration de la connectivité	
Faiblesse de l'organisation et de la gestion des entreprises		Personnes formées au domaine de l'éducation financière		

Inégalités sociales et de genre	<p>Transformation durable, inclusive et résiliente du commerce et de la production</p> <p>Investissements en faveur de systèmes agroalimentaires et de production durables</p> <p>Services d'assistance technique visant à garantir une production et une commercialisation durables</p> <p>Mécanismes de financement continu</p>	<p>Ménages formés aux pratiques et technologies durables</p> <p>Accès des organisations de producteurs aux services liés au développement des entreprises</p> <p>Renforcement de l'inclusion financière</p>	<p>Hausse des revenus</p> <p>Adoption de pratiques, de technologies ou d'intrants nouveaux ou améliorés</p> <p>Recours accru aux services financiers en milieu rural</p> <p>Adoption de pratiques et de technologies écologiquement viables et résilientes aux changements climatiques</p> <p>Création d'emplois décents</p> <p>Renforcement de l'inclusion sociale et de l'autonomisation</p>	résilience aux changements climatiques des ménages ruraux pauvres appartenant aux communautés les plus vulnérables
---------------------------------	--	---	--	--

21. Deux priorités ont été établies dans le cadre du présent COSOP. Premièrement, il s'agira de mettre en place un environnement propice à une transition vers des systèmes de production et des systèmes agroalimentaires durables, en veillant à l'adéquation des infrastructures publiques et des capacités de gestion des pouvoirs publics. À cette fin, les investissements publics communautaires seront axés sur les ressources hydriques et hydrauliques, les infrastructures naturelles, la gestion des risques climatiques et l'amélioration des connaissances, des attitudes et des pratiques en matière de nutrition et de sécurité alimentaire. Pour réaliser des investissements pérennes et adaptés aux besoins locaux, les institutions devront être considérablement renforcées.
22. Deuxièmement, le cap sera mis sur l'investissement dans des systèmes agroalimentaires plus inclusifs et plus résilients qui favorisent la sécurité alimentaire et nutritionnelle. La formation des institutions publiques et des prestataires de services privés aux éléments et outils techniques favorisant l'inclusion sociale est essentielle si l'on veut aider les groupes cibles à mettre en place des systèmes de production et des systèmes agroalimentaires durables à l'effet rebond limité, favorisant leur adaptation et leur réussite.

B. Objectif général et objectifs stratégiques

23. L'objectif général est de réduire la pauvreté et l'insécurité alimentaire des populations rurales vivant en situation de vulnérabilité dans les régions les plus pauvres d'El Salvador, un accent étant mis sur les peuples autochtones, les femmes, les jeunes et les personnes handicapées. À cette fin, les systèmes agroalimentaires équitables, inclusifs et durables seront promus en vue de fournir des régimes alimentaires nutritifs et adéquats à la population cible. La stratégie englobe les activités agricoles et non agricoles menées à différents points des filières prioritaires, en particulier les filières des légumes, des fruits, des céréales de base, du bétail, de la pêche et de l'aquaculture, le but étant d'offrir à la population cible de multiples points de départ pour participer aux activités de développement destinées à améliorer leur situation sur le plan des revenus, de l'autonomisation, de la sécurité alimentaire et de la nutrition. En matière de concertation sur les politiques au niveau du pays, l'approche centrée sur le client contribuera également à promouvoir des modèles de transformation rurale porteurs d'impacts, fondés sur des données probantes et susceptibles d'être efficacement reproduits au-delà des interventions financées par le FIDA dans le cadre des politiques, stratégies et programmes du pays en matière de développement.

24. L'objectif général du COSOP contribuera à la réalisation de plusieurs objectifs de développement durable, à savoir l'objectif 1 (pas de pauvreté), l'objectif 2 (faim zéro) et l'objectif 13 (lutte contre les changements climatiques). Deux objectifs stratégiques seront poursuivis:

- i) **Objectif stratégique n° 1.** Les institutions, les entreprises et les petits exploitants pauvres des zones rurales contribuent à l'amélioration des moyens d'existence et des revenus grâce à des activités et des possibilités d'emploi inclusives et résilientes.

À la lumière des progrès accomplis en matière de politiques publiques pendant la période couverte par le COSOP 2015-2022, le présent COSOP mettra l'accent sur la mise en œuvre opérationnelle desdites politiques. Dans cette optique, les organisations de producteurs seront renforcées au moyen d'un appui systématique à l'amélioration de leurs capacités commerciales et de gestion, au renforcement de leurs organisations et à la consolidation de leurs processus de production, l'accent étant mis sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle, l'adaptation aux changements climatiques, l'agriculture familiale, l'éducation financière et l'accès aux services financiers, notamment en lien avec les envois de fonds.

Dans le cadre de l'objectif stratégique n° 1, les caisses d'épargne et de crédit communautaires seront informatisées et connectées au système financier local, tandis que les partenaires de proximité faciliteront l'accès aux financements et aux marchés. Les capacités financières et commerciales des entrepreneurs ruraux seront consolidées de façon à promouvoir une bonne gestion des ressources financières et à faciliter la sélection et l'utilisation des produits financiers. L'assistance technique et la formation seront renforcées et axées sur l'intégration des aspects liés à la gouvernance (en particulier pour les associations d'irrigants), aux formations en faveur de l'employabilité et de l'entrepreneuriat, aux actions positives destinées à inclure les populations vulnérables et sous-représentées, aux solutions fondées sur la nature et la gestion des écosystèmes, et aux filières adaptées aux changements climatiques et tenant compte de la nutrition.

En conséquence, l'autonomisation, les revenus et l'accès des ménages à des aliments nutritifs seront améliorés. Le FIDA s'attachera en priorité à relier les envois de fonds et l'accès aux prêts à des activités productives durables, innovantes et génératrices d'emplois dans les zones rurales où les taux de pauvreté et de migration sont élevés. À cette fin, des alliances stratégiques seront conclues dans les secteurs des services financiers, des technologies et des entreprises de production privées. Ces alliances, conjuguées à l'amélioration de la disponibilité de financements et de l'accès des producteurs agricoles au crédit, favoriseront le recours aux services financiers et non financiers et contribueront ainsi à accroître l'inclusion financière dans les zones rurales du pays.

- ii) **Objectif stratégique n° 2.** Les ménages ruraux pauvres des communautés les plus vulnérables renforcent leur capacité d'adaptation aux changements climatiques et leur résilience.

L'objectif stratégique n° 2 sera atteint grâce à la promotion d'une approche globale de l'adaptation aux risques liés au climat, en particulier les risques agroclimatiques, l'accent étant mis sur les stratégies et pratiques de gestion des risques climatiques et sur l'intégration d'instruments de financement de la gestion des risques. Dans un tel contexte, les investissements publics dans les infrastructures matérielles, les services écosystémiques, la sécurité alimentaire et nutritionnelle et les systèmes agroalimentaires et de production durables seront essentiels.

Grâce à la hausse de leurs revenus, les populations cibles seront mieux à même d'absorber l'impact financier des chocs climatiques, économiques et sociaux, et d'assurer ainsi une gestion plus efficace et plus résiliente de leurs activités et de leur système alimentaire. Ainsi, les pratiques agricoles climato-compatibles seront promues de façon à assurer la sécurité alimentaire et nutritionnelle et à faciliter l'adaptation des systèmes agricoles face à l'évolution rapide du climat. Ces mesures permettront d'augmenter durablement les rendements et les revenus, de renforcer la capacité d'adaptation et de résilience et d'atténuer les émissions de gaz à effet de serre.

25. **Pérennisation.** Les principaux facteurs garantissant la pérennité des investissements seront: i) le renforcement de la gouvernance territoriale participative et des institutions locales, les investissements au niveau des organisations de producteurs étant complétés par des investissements communautaires au service du bien public; ii) le renforcement des organisations de producteurs aux fins de l'appropriation des investissements et de la rentabilité des activités; iii) la mise en place de mécanismes d'inclusion financière et de financement rural durable pour que les organisations de producteurs puissent un jour acquérir des terres et garantir des régimes fonciers sûrs; iv) la mise en œuvre de mesures d'adaptation et d'atténuation des risques associés aux phénomènes climatiques. Les principaux groupes cibles, en particulier les femmes et les jeunes, tireront ainsi parti des investissements dans la durée.
26. **Reproduction à plus grande échelle.** Le modèle d'intervention envisagé dans le cadre du présent COSOP (investissements territoriaux intégrés axés sur les groupes les plus prioritaires et investissements essentiels dans les districts d'irrigation) vise à ce que l'approche axée sur la production durable, inclusive et résiliente adoptée soit prise en main par des entités gouvernementales et non gouvernementales qui poursuivent des objectifs similaires – en particulier le Ministère de l'agriculture et de l'élevage pour ce qui est de la reproduction des investissements dans des régions situées hors du champ d'intervention principal du FIDA. Des partenaires tels que le Fonds de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) pour le développement international, la Banque centraméricaine d'intégration économique et l'Agence espagnole de la coopération internationale pour le développement ont déjà manifesté leur intérêt à cet égard.
27. **Les thématiques transversales** seront abordées de la manière décrite ci-après.
 - **Climat et environnement.** Dans le cadre du programme de pays, il est prévu de privilégier l'adoption de solutions fondées sur la nature et de bonnes pratiques d'adaptation et d'atténuation des changements climatiques dans le cadre de toutes les activités de production, de transformation et de commercialisation, le but étant de réduire le gaspillage et d'assurer des services écosystémiques.
 - **Égalité femmes-hommes, avancement des femmes, jeunes et peuples autochtones.** L'approche globale adoptée dans le cadre du présent COSOP combinera des mesures axées sur le développement économique et le renforcement de la participation et de la prise de décisions à des mesures visant à réduire le fardeau du travail domestique non rémunéré. L'approche axée sur la jeunesse rurale comprendra des mesures qui permettront aux jeunes d'accroître leur participation aux sphères économique et sociale, leur connectivité et leur capacité à être des agents du changement. L'approche interculturelle favorisera l'ajustement des activités et des outils en fonction des spécificités culturelles, ce qui garantira la participation des communautés et des peuples autochtones et la prise en compte des points de vue, priorités et connaissances de ces groupes.

- **Enjeux nutritionnels.** Le COSOP devrait avoir un effet sur l'état nutritionnel des ménages ciblés dans le cadre des travaux visant à faire évoluer les attitudes, les connaissances et les comportements en lien avec la consommation alimentaire, la nutrition et les systèmes agroalimentaires sains et résilients aux changements climatiques.
28. Pour atteindre les objectifs stratégiques, le FIDA œuvrera en faveur de l'intégration de nouvelles technologies innovantes et de savoirs ancestraux, de la gestion des risques et du renforcement de la résilience aux changements climatiques, et de l'instauration de systèmes agroalimentaires durables. En outre, il favorisera la mise en place de technologies numériques pour assurer une assistance technique dans les domaines des prévisions agroclimatiques et de la gestion des risques liés au climat, et facilitera en parallèle la numérisation des services financiers en milieu rural.
 29. Le FIDA participera aussi à la réalisation des objectifs en matière d'adaptation et d'atténuation définis dans la contribution déterminée au niveau national d'El Salvador, ce qui favorisera le recours aux instruments des pouvoirs publics destinés à accroître la résilience et à gérer les risques liés à la sécurité alimentaire, à l'agriculture et à la foresterie, tout en contribuant à accroître les investissements en faveur de la nutrition.

C. Groupe cible et stratégie de ciblage

30. On appliquera une stratégie de ciblage géographique différenciée à l'échelle nationale fondée sur des critères socioéconomiques, démographiques et environnementaux (classés en fonction de la hiérarchie des trois priorités retenues).¹⁵ Les régions Central, Paracentral et Est du pays seront prioritaires. La stratégie sera complétée par des activités menées au titre du programme en cours dans la région Est, en particulier les activités liées aux entreprises dirigées par des jeunes et à l'amélioration des infrastructures du district d'irrigation de la région.
31. Le groupe cible comprend 74 000 familles rurales en situation de vulnérabilité, dont au moins 50% de femmes, 25% de jeunes, 4% de personnes autochtones et 2% de personnes handicapées. Une attention particulière sera accordée aux femmes et aux jeunes autochtones. Le groupe cible est constitué de petits ménages ruraux pauvres pratiquant des activités agricoles et non agricoles peu productives, offrant un accès limité aux actifs et aux revenus économiques et fortement vulnérables face aux changements climatiques. Les institutions et les entreprises telles que les conseils d'irrigation, les institutions publiques et les prestataires de services seront renforcés de façon à apporter un appui adéquat au groupe cible.

IV. Interventions du FIDA

A. Instruments de financement

32. Au cours du présent COSOP, le FIDA financera un projet en utilisant les fonds alloués au titre du Système d'allocation fondé sur la performance (SAFP) pour les périodes des Douzième et Treizième reconstitutions des ressources du FIDA (FIDA12 et FIDA13).
33. La conception du Programme pour le développement économique durable et inclusif favorisant une nutrition de qualité des zones rurales d'El Salvador (*Rural Adelante 2.0*) est prévue pour 2023. Le programme apportera un appui aux filières prioritaires en El Salvador et sera financé par une contribution du FIDA de 11,83 millions d'USD au titre du SAFP du cycle de FIDA12 et, éventuellement, par un cofinancement additionnel d'au moins 30 millions d'USD au titre de la

¹⁵ Sont prioritaires les zones rurales affichant: i) des taux de pauvreté à l'échelle des municipalités supérieurs ou égaux à 45% et des taux de malnutrition chronique infantile supérieurs ou égaux à 15%; ii) des taux de pauvreté à l'échelle des municipalités compris entre 22,5% et 45%; iii) des taux de malnutrition chronique infantile compris entre 5% et 15%. Parmi les critères transversaux figurent le déficit hydrique, la grande vulnérabilité face aux changements climatiques, le fort potentiel de l'agriculture et de l'élevage et la possibilité de remettre en état les écosystèmes et les paysages.

coopération bilatérale et multilatérale. Un déficit de financement de 19,5 millions d'USD devrait être comblé par les ressources de FIDA13, si résultats de la Consultation sur FIDA13 le permettent. Des financements provenant d'autres fonds climatiques (Fonds vert pour le climat, Fonds pour l'environnement mondial et Fonds pour l'adaptation) seront envisagés.

B. Contribution à l'élaboration des politiques au niveau du pays

34. Priorité sera donnée aux stratégies décrites dans la section II, et ce afin: i) de renforcer les impacts escomptés du COSOP en matière de développement; ii) de promouvoir la production et l'utilisation de données probantes rigoureuses; iii) d'accroître la capacité des institutions publiques à concevoir, à mettre en œuvre et à évaluer les politiques et les stratégies en matière de développement rural inclusif. Trois priorités ont été déterminées: i) application de la Loi sur l'agriculture familiale; ii) élaboration de la stratégie nationale de développement rural; iii) prise en compte des perspectives du monde rural dans le cadre de la Loi générale sur la jeunesse.
35. Il sera essentiel d'établir des partenariats avec la Commission nationale pour les microentreprises et petites entreprises et de renforcer les plateformes axées sur les questions liées au monde rural, au climat et aux femmes pour permettre aux petits exploitants de mieux faire entendre leur voix dans les processus décisionnels – un objectif majeur du présent COSOP.

C. Renforcement des institutions

36. Les activités visant à renforcer les capacités des communautés et des institutions seront axées sur l'environnement et les changements climatiques, la sécurité alimentaire et nutritionnelle, les questions de genre, la jeunesse et la gestion durable et climatiquement adaptée des ressources en eau, et seront notamment menées à l'intention de la Direction générale chargée de la gestion des forêts, des bassins versants et de l'irrigation, de l'Autorité salvadorienne de l'eau, de l'École nationale d'agriculture, du Conseil national pour la sécurité alimentaire et la nutrition, de la Commission nationale pour les microentreprises et petites entreprises, des municipalités et des conseils d'irrigation. Des formations et un plan d'assistance technique destinés aux prestataires de services seront mis au point.
37. L'assistance technique dans des domaines spécifiques liés au renforcement de la productivité, à l'accès aux marchés et à la gestion des organisations et des entreprises viendra compléter l'appui nécessaire pour ce qui est d'assurer une gestion administrative et financière appropriée des interventions et de faire en sorte que les organismes d'exécution jouent un rôle de chef de file et s'approprient les projets.

D. Innovations

38. Les innovations antérieures seront reproduites à plus grande échelle au moyen: i) de l'utilisation des technologies de l'information et des communications au profit de l'assistance technique, de la traçabilité et de l'accès aux marchés (objectif stratégique n° 1); ii) du recours à des cartes agroclimatiques pour définir des cycles de production et lancer des alertes rapides (objectif stratégique n° 2); iii) des caisses d'épargne et de crédit communautaires (objectif stratégique n° 1); iv) des plateformes numériques d'éducation financière.
39. Ces travaux seront poursuivis dans le cadre de deux plateformes numériques mises au point par le FIDA: i) Agriplan, qui sert à faciliter la conception, le suivi et l'évaluation normalisés des plans d'activités; ii) Arvest, qui vise à relier les producteurs aux marchés formels et à faciliter les opérations numériques qui portent sur la demande de produits, la traçabilité et les paiements.

E. Gestion des savoirs

40. Les activités en matière de gestion des savoirs viseront à favoriser la production, la diffusion et l'acquisition de connaissances et de bonnes pratiques auprès des organisations et des autres acteurs impliqués dans l'exécution du programme. L'équipe du COSOP entend promouvoir les documents didactiques élaborés à la lumière de l'expérience acquise dans les domaines de la transition vers des systèmes productifs et agroalimentaires durables et sains, de l'adoption d'innovations commerciales, de la mise en œuvre de stratégies financières et de l'accroissement des investissements dans les secteurs de l'eau et de l'énergie. Cette tâche incombera aux spécialistes du suivi-évaluation des projets du FIDA, qui seront épaulés par le centre de coopération Sud-Sud et triangulaire et de gestion des savoirs pour la région Amérique latine et Caraïbes et par les divisions techniques du Fonds¹⁶.

F. Technologies de l'information et des communications au service du développement

41. Au nombre des domaines prioritaires figurent les systèmes d'information sur le climat, la réduction des risques et l'éducation financière. Des partenariats seront établis avec le Ministère de l'environnement, la Direction générale de la gestion des forêts, des bassins versants et de l'irrigation, l'Autorité salvadorienne de l'eau et des acteurs internationaux compétents tels que la FAO et le Programme alimentaire mondial (PAM), le but étant d'améliorer l'accès aux outils numériques d'assistance technique et les compétences connexes. Pour promouvoir l'inclusion financière, la plateforme de l'Association luxembourgeoise des fonds d'investissement (ALFI) offrira par ailleurs des systèmes numériques en matière d'éducation financière, en coordination avec les acteurs financiers concernés (Banco de Desarrollo de la República de El Salvador, Banco de Fomento Agropecuario, Banco Hipotecario).

G. Partenariats stratégiques et coopération Sud-Sud et triangulaire

Pouvoirs publics et société civile

42. Les partenariats avec les pouvoirs publics et les organisations de la société civile sont pris en compte dès la conception du COSOP. On s'emploiera à maintenir les partenariats stratégiques établis avec le Ministère des finances, le Ministère de l'agriculture et de l'élevage, le Ministère de l'économie, la Commission nationale pour les microentreprises et petites entreprises, le Ministère des affaires étrangères et ses représentants auprès des organismes des Nations Unies ayant leur siège à Rome.

Partenaires de développement

43. Les partenariats établis avec l'Agence espagnole de la coopération internationale pour le développement, la Banque centraméricaine d'intégration économique et le Fonds de l'OPEP pour le développement international sont particulièrement utiles, car ces cofinanceurs ont déjà manifesté leur intérêt à participer à l'exécution du présent COSOP.
44. En outre, le FIDA s'efforcera de maintenir les partenariats conclus avec les institutions de coopération bilatérale et multilatérale, les universités, les groupes de réflexion, les administrations locales, les associations, les organisations non gouvernementales nationales et internationales, le secteur privé, les coopératives et les groupes de petits exploitants et la société civile (voir l'appendice VI).

¹⁶ À savoir, la Division environnement, climat, genre et inclusion sociale et la Division production durable, marchés et institutions.

45. Le FIDA fait officiellement partie de l'équipe de pays des Nations Unies en El Salvador, qui s'emploie à créer des complémentarités et des synergies. La coordination avec la FAO et le PAM est particulièrement importante.

Coopération Sud-Sud et triangulaire

46. La coopération Sud-Sud et triangulaire¹⁷ contribuera à la réalisation des objectifs stratégiques proposés dans le nouveau COSOP, en permettant de renforcer la collaboration avec de nouveaux partenaires de développement nationaux et internationaux. El Salvador participe activement aux activités menées en la matière dans le cadre de la Communauté ibéro-américaine de nations¹⁸. Le FIDA a préalablement déterminé les possibilités de coopération Sud-Sud et triangulaire au moyen de son Mécanisme de financement pour l'envoi de fonds et de sa Plateforme pour la gestion des risques agricoles. Par l'intermédiaire de son centre de coopération Sud-Sud et triangulaire et de gestion des savoirs situé à Brasilia, il recherchera des possibilités de collaboration et d'échanges avec les équipes chargées d'autres initiatives qu'il finance dans la région.

Secteur privé

47. Le FIDA intensifiera sa collaboration avec les partenaires du secteur privé, en accordant la priorité à l'éducation financière et à l'accès aux services financiers. Ses partenariats avec des institutions financières peuvent jouer un rôle central dans l'accès aux services financiers, et le FIDA fera appel à la plateforme d'éducation financière de l'ALFI pour mettre au point un module spécialisé de formation sur les envois de fonds. En outre, les acteurs du secteur de la production seront mobilisés en vue de garantir une approche des filières propice à des systèmes alimentaires durables.

V. Exécution du COSOP

A. Volume et sources des investissements

48. L'équipe du programme de pays utilisera un ensemble d'outils, notamment des opérations de prêt au niveau national et des ressources hors prêt provenant de dons régionaux, afin de prendre en compte les méthodes de financement axées sur les résultats et la coopération technique remboursable.
49. Tout au long de son exécution, le présent COSOP sera financé par des ressources de l'actuel programme de prêts et dons du FIDA et par les fonds mobilisés au titre de FIDA12 (2022-2024), de FIDA13 (2025-2027), de FIDA14 (2028-2030) et de la première année de FIDA15 (2031). Les montants mobilisés au titre de FIDA13, de FIDA14 et de FIDA15 dépendront des résultats de chaque reconstitution des ressources, des procédures internes et des approbations accordées par le Conseil d'administration.

¹⁷ Voir l'appendice VI pour plus d'informations sur la stratégie en matière de coopération Sud-Sud et triangulaire.

¹⁸ Voir <https://informesursur.org/en/report/report-of-south-south-and-triangular-cooperation-in-ibero-america-2020/>.

Tableau 3

Projets en cours ou prévus: financements du FIDA et cofinancements

(en millions d'USD)

Projet ou programme	Cofinancement			Ratio de cofinancement
	Financement du FIDA	national	international	
En cours				
Programme <i>Rural Adelante</i>	17,13	1,56	0	
Prévus				
Nouvelle intervention (SAFP au titre de FIDA12)	11,8	20*	30	
Nouvelle intervention (SAFP ou Mécanisme d'accès aux ressources empruntées au titre de FIDA13)	À déterminer	À déterminer	À déterminer	
Total	28,93	21,56	30	0,75:1,02

* Dont 50% versés en espèces et 50% en nature.

50. **Cofinancement national et international.** L'analyse budgétaire (voir l'appendice III) révèle que le montant du cofinancement national pourrait être insuffisant. Pour atténuer ce risque, les objectifs en matière de cofinancement national supposent qu'au moins 50% des fonds soient versés en espèces et que les 50% restants soient versés en nature. Les cofinancements internationaux octroyés à des conditions mixtes ou ordinaires seront largement privilégiés de façon à maintenir des conditions de financement très compétitives.

B. Ressources à l'appui d'autres activités

51. Les ressources financières hors prêt mobilisées à l'appui du présent COSOP proviennent de dons actuellement alloués au titre du guichet régional dans le cadre du cycle de FIDA11, et de dons alloués au titre du guichet multipays qui pourraient être partiellement mis en œuvre en El Salvador grâce aux ressources mobilisées dans le cadre de FIDA12 et de FIDA13.

C. Transparence

52. Au nombre des nouvelles initiatives figure la mise en place d'un mécanisme de doléances et de plaintes destiné à améliorer la transparence des investissements réalisés. En outre, les procédures habituelles en matière de supervision et de reddition des comptes continueront d'être appliquées. L'intensification des échanges avec la Cour des comptes devrait améliorer les flux de communication et contribuer à établir des espaces de dialogue permettant de renforcer l'obligation de rendre des comptes dans le cadre des programmes.

D. Gestion du programme de pays

53. Par l'intermédiaire de son équipe de gestion dans le pays, le bureau du FIDA au Panama sera chargé de gérer le COSOP suivant les orientations stratégiques de l'équipe de direction de la Division Amérique latine et Caraïbes. L'équipe de gestion du FIDA dans le pays sera responsable de la gestion du portefeuille, de l'appui à l'exécution et du suivi, en collaboration avec le Gouvernement et les partenaires stratégiques.

E. Suivi-évaluation

54. Les examens annuels et à mi-parcours du COSOP permettront d'évaluer les progrès accomplis vers l'obtention des effets directs. Un plan de suivi-évaluation indiquant les délais précis, les mesures à prendre et les ressources financières à mobiliser sera élaboré au début des interventions menées dans le cadre du présent COSOP, une attention particulière étant accordée à la gestion axée sur les résultats.

VI. Participation du groupe cible

55. L'accent sera mis sur la participation active et effective des bénéficiaires à toutes les phases des interventions. La conception d'activités durables et inclusives et la planification des investissements publics se dérouleront selon une démarche participative. Des actions positives visant à promouvoir la mobilisation et la participation des femmes, des jeunes, des peuples autochtones et des personnes handicapées seront menées sous réserve de l'obtention du consentement préalable, libre et éclairé de ces groupes, notamment dans le cadre de la méthode visant à combler les lacunes (« *cerrando brechas* ») et d'approches participatives.

VII. Gestion des risques

56. Risques importants exigeant des mesures d'atténuation:
- **Engagement des responsables politiques (substantiel)**, dus à la forte rotation des autorités du Ministère de l'agriculture et aux changements observés aux postes de direction clés. Ce risque sera atténué par l'établissement d'un dialogue continu dans le pays, qui contribuera à établir des relations avec les nouvelles autorités et à maintenir le cap sur les interventions conjointes.
 - **Facteurs macroéconomiques (substantiel)**, découlant de la hausse des prix mondiaux et de son impact sur l'économie. L'appropriation des interventions par le pays et la collaboration interinstitution seront essentielles.
 - **Fragilité et sécurité (substantiel)**, en raison de la criminalité qui sévit dans le pays. De ce fait, les équipes chargées des nouveaux programmes devront concevoir et mettre en œuvre des protocoles pour d'une part prévenir, réduire la violence et y faire face, et d'autre part renforcer la sécurité des équipes techniques dans les communautés rurales.
 - **Passation des marchés (modéré)**, en raison de lacunes dans la planification, la gestion de la passation de marchés, les capacités du personnel, les contrôles internes et les résultats obtenus par le passé. Dans le cadre des nouvelles interventions, il conviendra d'appliquer la réglementation du FIDA en matière de passation de marchés, en s'appuyant sur les documents types et les plateformes électroniques du Fonds.
 - **Gestion financière (substantiel)**, compte tenu de la probable démobilisation de l'entité de gestion qui supervise actuellement le programme *Rural Adelante* (géré par l'équipe du Programme des Nations Unies pour le développement à la demande du Gouvernement), ce qui accroîtrait le risque associé au manque de contrôle interne. Dans le cadre des nouvelles interventions conjointes, l'efficacité de l'exécution exigera des effectifs suffisants et un renforcement des capacités adéquat. À cet effet, une entreprise externe spécialisée dans les ressources humaines recrutera le personnel, dont le FIDA assurera la formation.

Results management framework

<p>Armonización de las estrategias en el país</p>	<p>Efectos directos del Marco Estratégico de Cooperación de las Naciones Unidas para el Desarrollo Sostenible (MC) y ODS conexos</p>	<p>Principales resultados del COSOP</p> <p>El objetivo general del COSOP es reducir la pobreza y la inseguridad alimentaria entre la población rural que vive en condiciones vulnerables en las zonas más pobres de El Salvador, con especial énfasis en los pueblos indígenas, las mujeres, los jóvenes y las personas con discapacidad. Este objetivo se logrará mediante la promoción de sistemas alimentarios justos, inclusivos y sostenibles para que puedan proporcionar dietas nutritivas y adecuadas para la población objetivo.</p> <p>Se estima alcanzar a 74,000 hogares beneficiarios a los que se ha prestado apoyo (indicador 1.a de alcance total), y a nivel de personas se buscará alcanzar cuotas mínimas de <u>mujeres (50%), jóvenes (25%), personas de pueblos indígenas (4%), y población con discapacidad (2%)</u> en las operaciones del programa país.</p> <p>Se prevé impactar positivamente en la mejora de los indicadores de la última Evaluación del desempeño del sector rural del FIDA 2019 (RSPA por sus siglas en inglés), en materia de: (1.1) Políticas y marco legal para el desarrollo rural y alivio de la pobreza rural; (3.2) Políticas nacionales para el cambio climático, y (4.1) Acceso y uso de recursos financieros rurales servicios.</p>			
<p>Plan Cuscatlán en su eje programático 1 "Crecimiento económico inclusivo y sostenible", cuyo objetivo es garantizar la cobertura plena de los medios de vida de la población salvadoreña, mediante el acceso a ingresos dignos, la seguridad social, empleos decentes, condiciones ambientales adecuadas y servicios básicos de calidad.</p> <p>El portafolio del FIDA en el país contribuirá directamente a la Propuesta de acción 1.1: Empleos dignos (salarios, ingresos y seguridad social); Propuesta de acción 1.2: Actividades económicas ambientalmente sustentables; y Propuesta de acción 3.4: Modernización tecnológica.</p> <p>Plan Maestro de Rescate Agropecuario en dos áreas: i) Plan de Transformación Agropecuaria para la Soberanía Alimentaria, cuyo objetivo es garantizar la</p>	<p>Objetivos estratégicos</p> <p>Agenda 2030: ODS: 1 Fin de la pobreza, 2 Hambre Cero, 5 Igualdad de Género, 8 Trabajo Decente y Crecimiento Económico, y 13 Acción por el Clima.</p> <p>Marco de Cooperación de Naciones Unidas 2022–2026:</p> <p>Efecto 4 del UNSDCF: Al 2026, las personas, particularmente las que están en situación de vulnerabilidad,</p>	<p>Objetivo estratégico 1: Los pequeños productores rurales que viven en condición de pobreza tienen acceso a medios de vida equitativos y sostenibles. Esto se logrará mediante el fortalecimiento de políticas e inversiones que promuevan la creación de empleo, salarios dignos y mejores condiciones laborales. Se prestará especial atención a las pequeñas empresas locales que trabajan en los sistemas alimentarios nacionales y en la producción, el procesamiento y la distribución de alimentos, al tiempo que se crean empleos locales y se impulsan las economías rurales. Esto requerirá un fuerte compromiso de todos los actores, en particular las instituciones públicas y el sector privado, para garantizar que los pequeños</p>	<p>Actividades crediticias y no crediticias para el periodo del COSOP</p> <p>Actividades crediticias/de inversión En curso.</p> <ul style="list-style-type: none"> Programa de Transformación Económica Rural para el Buen Vivir – "Rural Adelante". (Préstamo FIDA por US\$ 12.1 millones, Donación ASAP por US\$ 5 millones, Contrapartida del Gobierno por US\$ 500,000 y contribuciones de las familiares rurales por US\$ 1.06 millones). Proyecto "Empléate Joven" (Donación del FIDA por US\$ 500,000). Proyecto "Liderazgo de la juventud rural en la región de los países del Sistema de Integración Centroamericano" (Donación multipaís implementado por PROCASUR en el periodo 2018-2022 por USD 2.5 millones). <p>Indicativas.</p>	<p>Indicadores de efectos directos</p> <ul style="list-style-type: none"> 1.2.9 Hogares cuyos conocimientos, actitudes y prácticas en materia de nutrición han mejorado (KAP) (7,472) 1.2.5 Porcentaje de personas/hogares que reportan utilizar servicios financieros rurales (3,696) 2.2.1 Personas con nuevos trabajos/oportunidades de empleo. (5,820) 2.2.2 Empresas rurales apoyadas que declaran que aumentaron sus ganancias (84) Política 3 Leyes, reglamentos, políticas o estrategias existentes o nuevas propuestas a los encargados de formular las políticas para su aprobación, ratificación o modificación (3) 	<p>Indicadores de etapas</p> <ul style="list-style-type: none"> Indicador 1 - Número de personas que reciben los servicios promovidos o apoyados por el proyecto. (77,000) 1.1.8 Hogares que recibieron apoyo específico para mejorar su estado nutricional (9,340) 2.1.6 Número de infraestructuras de comercialización, procesamiento y almacenamiento construidas o rehabilitadas (98) 1.1.7 Número de personas en áreas rurales capacitadas en educación financiera y / o uso de productos y servicios financieros (120,000) 2.1.2 Personas capacitadas en

<p>seguridad alimentaria mediante una agricultura eficaz, resiliente al clima y baja en emisión de carbono, con elementos de inclusión financiera para los productores nacionales, y el establecimiento de infraestructura productiva resiliente y sostenible; y ii) Plan de Transformación y Despegue Sostenible del Café, cuyo objetivo es hacer rentable el sector cafetalero a través de acciones estratégicas de apoyo a los productores para su despegue económico.</p> <p>Política Nacional de Inclusión Financiera (PNIF) busca que todos los hogares de bajos ingresos y las micro, pequeña y medianas empresas (MIPYMEs) tengan acceso a un conjunto de servicios financieros disponibles en el sistema financiero, que reduzca los costos de transacción y aumente el ingreso disponible, un paso con el que se avanza hacia la reducción de las brechas de desigualdad financiera que son más amplias en las áreas rurales que en las áreas urbanas.</p>	<p>tienen mayores oportunidades de acceder a un trabajo decente, productivo y medios de vida sostenibles, en un entorno de transformación económica inclusiva, innovadora y sostenible.</p> <p>Efecto 5 del UNSDCF: Al 2026, las instituciones y la población en El Salvador están más preparadas y tienen mayor resiliencia frente a desastres, gestionan los riesgos de manera efectiva, se adaptan mejor y mitigan los efectos del cambio climático.</p>	<p>productores puedan acceder a los mercados existentes y emergentes en términos justos.</p> <p>Como resultado, los hogares rurales aumentarán su empoderamiento e ingresos, el acceso a alimentos nutritivos y el acceso a servicios financieros y no financieros. La vinculación entre la recepción de remesas y acceso a créditos con actividades productivas sostenibles y de generación de empleo en zonas rurales con altos índices de pobreza y migración será una línea de acción que recibirá particular atención. Para ello se desarrollarán alianzas estratégicas con el sector financiero, tecnológico y productivo privado.</p> <p>Objetivo estratégico 2: Los hogares rurales pobres que pertenecen a las comunidades más vulnerables mejoran su capacidad de adaptación y resiliencia al cambio climático. Esto se logrará mediante la promoción de un enfoque integral de adaptación a las amenazas relacionadas con el clima, en particular los riesgos agroclimáticos, centrándose en las estrategias y prácticas de gestión del riesgo climático y la integración de herramientas</p>	<ul style="list-style-type: none"> Programa de Competitividad Rural en apoyo a las cadenas productivas de Ganadería, Acuícola y Pesca en El Salvador (ID. 2000003897) con un aporte potencial de USD 16.43 millones por parte de FIDA y una potencial cofinanciación por US\$ 30 millones. Nuevo programa de inversión (ciclo FIDA12) <p>Actividades no crediticias/no relacionadas con los proyectos</p> <ul style="list-style-type: none"> Alianzas para diálogo de políticas y asistencia técnica especializada a través de donaciones regionales con Fundación PRISMA, CIAT-Bioversity, IICA, PROCASUR, WFP, FAO, CEPAL, ICCO y otras a desarrollar. Cooperación Sur-Sur y cooperación triangular con varias fuentes, enfatizando México, Brasil y los mecanismos IPAF, FFR y PARM del FIDA. Gestión de los conocimientos en todas las operaciones del programa país. <p>Actividades crediticias/de inversión En curso.</p> <ul style="list-style-type: none"> Programa de Transformación Económica Rural para el Buen Vivir – “Rural Adelante”. (Préstamo FIDA por US\$ 12.1 millones, Donación ASAP por US\$ 5 millones, Contrapartida del Gobierno por US\$ 500,000 y contribuciones de las familiares rurales por US\$ 1.06 millones). <p>Indicativas.</p> <ul style="list-style-type: none"> Programa de Competitividad Rural en apoyo a las cadenas productivas de Ganadería, Acuícola y Pesca en El Salvador 	<ul style="list-style-type: none"> Miembros de hogares de pequeños agricultores a los que se ha ayudado a hacer frente a los efectos del cambio climático (20,000) 3.2.2 Número de hogares que declaran haber adoptado prácticas y tecnologías sostenibles desde el punto de vista ambiental y resilientes al cambio climático (42,500) 	<p>actividades generadoras de ingresos o gestión empresarial (10,960)</p> <ul style="list-style-type: none"> 3.1.2 Número de personas que reciben servicios de información climática (5,000) 3.1.4 Número de hectáreas de tierra sometidas a un manejo resiliente al clima (3,840)
---	--	---	--	---	--

		<p>de financiación de riesgos, incluida la transferencia de riesgos. El aumento de la capacidad para absorber el impacto financiero de los choques relacionados con el clima permitirá que las poblaciones objetivo gestionen sus empresas y los sistemas alimentarios de manera más eficaz y se adapten a los impactos adversos de la variabilidad climática y el cambio climático. Se explorarán asociaciones estratégicas con el Fondo Verde para el Clima, el Fondo para el Medio Ambiente Mundial, el Fondo de Adaptación y ASAP+, entre otros.</p>	<p>(ID. 2000003897) con un aporte potencial de USD 16.43 millones por parte de FIDA y una potencial cofinanciación por US\$ 30 millones.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Nuevo programa de inversión (ciclo FIDA12) <p>Actividades no crediticias/no relacionadas con los proyectos</p> <ul style="list-style-type: none"> • Alianzas para diálogo de políticas y asistencia técnica especializada a través de donaciones regionales con Fundación PRISMA, CIAT-Bioversity, IICA, PROCASUR, WFP, FAO, CEPAL, ICCO y otras a desarrollar. • Cooperación Sur-Sur y cooperación triangular con varias fuentes. • Gestión de los conocimientos en todas las operaciones del programa país. 		
--	--	--	---	--	--

Key files

Key file 1: Pobreza rural y aspectos del sector agropecuario

Área Prioritaria	Grupos afectados	Principales asuntos	Acciones necesarias
Pobreza rural			
Pobreza y desigualdad	<ul style="list-style-type: none"> • Población rural • Productores/as de la agricultura familiar campesina e indígena • Mujeres rurales • Personas jóvenes rurales • Población indígena • Niños y niñas • Emprendedores rurales • Organizaciones de productores 	<ul style="list-style-type: none"> • El Salvador es un país de renta media baja, con el menor crecimiento económico en Centroamérica, promediando 2.46%, (2000-2020) • El IDH fue de 0.673 (2019), y la incidencia de pobreza multidimensional en los hogares fue de 27.2%, de los cuales el 43.5 % son rurales. • La desigualdad en la zona rural persiste, diferenciadas según grupo poblacional • Limitadas oportunidades para el desarrollo económico y social • Ingresos significativamente bajo respecto al promedio nacional, a esto se suma el impacto del covid-19 que aumentó los índices de pobreza y el deterioro en la calidad de vida de la población. • Bajos niveles educativos de la población rural. • La migración irregular de la población, principalmente los jóvenes rurales. • Bajo acceso a recursos de producción (tierra, agua) • Limitado acceso a financiamiento. • Altos precios de los alimentos e inseguridad alimentaria. • El desempleo fue de 5.0% con una tendencia a crecer, afectando principalmente a la población rural (Banco Mundial, 2020) • Baja capacidad de exportación de los productos nacionales. • Volatilidad de la criptomoneda adoptada como moneda de curso legal 	<ul style="list-style-type: none"> • Apoyar las políticas, planes y programas del sector agropecuario con enfoque inclusivo que generen empleo, ingreso, y la transformación productiva sostenible del sector rural • Impulsar acciones que favorezcan la participación real de las mujeres y jóvenes rurales en actividades económicas sostenibles • Fortalecer y desarrollar capacidades para el emprendimiento en mujeres y jóvenes rurales • Impulsar la innovación y uso de tecnología en el sector rural • Incluir asistencia técnica especializada para mejorar el desempeño de las actividades agro productivas • Promover la inclusión financiera rural, haciendo uso de la tecnología y la efectiva aplicación de políticas nacionales aprobadas para este fin. • Fortalecer la coordinación inter-institucional
Seguridad alimentaria y nutricional			
Crisis de inseguridad	<ul style="list-style-type: none"> • Población en general: infantes, 	<ul style="list-style-type: none"> • En agosto 2012, el 10% de la población se encontraba en condiciones de crisis o emergencia de inseguridad 	<ul style="list-style-type: none"> • Fortalecimiento de aspectos nutricionales en las CVr.

Área Prioritaria	Grupos afectados	Principales asuntos	Acciones necesarias
alimentaria y nutricional aguda	adolescentes, personas adultas <ul style="list-style-type: none"> Mujeres rurales Personas que dependen de actividades agrícolas y ganaderas, y el sector informal (pequeños comerciantes) 	alimentaria aguda. En mayo de 2022, pasó a un 13% (CIF ¹⁹). <ul style="list-style-type: none"> Eventos climáticos (depresión tropical ETA, huracán IOTA), causaron altas pérdidas en disponibilidad y acceso a granos básicos, hortalizas y café. Menores ingresos, limitan acceso a servicios básicos y alimentos en cantidad y calidad nutricional. El consumo y la diversidad alimentaria de la dieta están limitados por dificultad de acceso a mercados. Bajo conocimiento nutricional, 93.8% de la población nacional con bajo consumo de frutas y verduras, con un consumo nacional del 81% en bebidas azucaradas.²⁰ 	<ul style="list-style-type: none"> Fomento de capacidades en actividades productivas y resiliencia climática a productores e instituciones. Mejora del ingreso para el acceso a alimentos nutritivos Fortalecimientos de conocimientos, aptitudes y prácticas nutricionales para la mejora de decisiones y preferencias en el consumo alimentario Estímulo de la producción de autoconsumo y venta diversificada, nativa o endémica Huertos escolares y comunitarios para la producción diversificada, endémica o nativa. Espacios pedagógicos para el desarrollo de habilidades para la vida y estimulación nutricional-alimentaria.
Doble carga de la malnutrición	<ul style="list-style-type: none"> Mujeres rurales, jefas de hogar Niñez, principalmente de 0 meses hasta cinco años 	<ul style="list-style-type: none"> 37.9% de la población nacional presenta sobrepeso, 27.3% obesidad. Las mujeres tienen mayor obesidad con 33.2%²¹ El 5% de menores de cinco años tienen desnutrición crónica, con 5.9% en el área rural. La desnutrición aguda es de 2.9% y la desnutrición severa de 0.7%, siendo mayor en el área rural, con 3.2% y 0.9% respectivamente. El sobrepeso y la obesidad infantil son 8.3% y 3% respectivamente²² 	<ul style="list-style-type: none"> Espacios pedagógicos para el desarrollo de habilidades para la vida vinculadas a la salud nutricional, mental, y la estimulación alimentaria.
Sector agropecuario			
Alta dependencia alimentaria, asociada a una baja productividad y producción	<ul style="list-style-type: none"> Organizaciones de productores formales. Organizaciones de productores del Sector Reformado. 	<ul style="list-style-type: none"> El Salvador es altamente dependiente de las importaciones de alimentos. Se es deficitario en granos básicos²³ (8.4%, frijol, 16.7% maíz y arroz 77.5%). La balanza comercial agropecuaria es de -US\$5.283 millones²⁴. El café y azúcar son los principales 	<ul style="list-style-type: none"> Apoyo técnico para mejora y diversificación de los sistemas productivos de cadenas priorizadas (granos básicos, hortalizas, ganadería, frutas) Rehabilitación de distritos de riego y mayor tecnología para riego al productor

¹⁹ Análisis de la Clasificación Integrada de la Seguridad Alimentaria en Fases (agosto 2021, mayo 2022).

²⁰ Instituto Nacional de Salud (INS). Encuesta Nacional de Enfermedades Crónicas no transmisibles en población adulta de El Salvador, 2015.

²¹ Instituto Nacional de Salud (INS). Encuesta Nacional de Enfermedades Crónicas no transmisibles en población adulta de El Salvador, 2015.

²² Instituto Nacional de Salud (INS). Encuesta Nacional de Salud, 2021.

²³ Plan Estratégico Institucional del MAG (PEI).

²⁴ CEPAL. Estudio Económico de Latinoamérica y el Caribe 2021. https://repositorio.cepal.org/bitstream/handle/11362/47192/69/EE2021_ElSalvador_es.pdf.

Área Prioritaria	Grupos afectados	Principales asuntos	Acciones necesarias
	<ul style="list-style-type: none"> Organizaciones del Sector No Reformado (asociaciones y cooperativas). 	<p>productos agrícolas de exportación, aportando el 18% del valor de las exportaciones²⁵.</p>	<ul style="list-style-type: none"> Mayor disponibilidad de servicios financieros adecuados al productor
Baja calidad y frecuencia de producción	<ul style="list-style-type: none"> Organizaciones del sector pesquero y acuícola. Redes de jóvenes rurales. Jóvenes rurales no vinculados a ninguna agrupación productiva, en condición de desempleo o subempleo 	<ul style="list-style-type: none"> Pequeña agricultura desarrollada en suelos no fértiles, en laderas, con materiales vegetales de baja producción y poco control de plagas y enfermedades. Mal manejo postcosecha causa baja calidad de los alimentos, altas pérdidas y desperdicio Degradación de recursos naturales, con poco manejo de riesgos ambientales y gestión del clima 	<ul style="list-style-type: none"> Asistencia técnica en sistemas de producción, incluyendo transferencia de innovaciones Apoyo al productor en tecnologías postcosecha, incluyendo economía circular Apoyo a la investigación agropecuaria Incremento del valor agregado de la producción
Vinculación con mercados	<ul style="list-style-type: none"> Pequeños productores individuales. ADESCOS Asociaciones de regantes (distritos de riego). 	<ul style="list-style-type: none"> Pequeños productores compiten con comerciantes de productos agropecuarios de Centroamérica, en condiciones desventajosas Pocos volúmenes de venta, con baja calidad y pérdidas por manejo de producto Bajas capacidades para acceso a mercados más exigentes Infraestructura para la comercialización inadecuada Escasa participación en mercados digitales 	<ul style="list-style-type: none"> Fortalecimiento de capacidades en comercialización Mayor acceso a información de mercados/precios Mejoramiento/construcción de inversiones para la comercialización (centros de acopio, puntos de venta) Financiamiento de negocios para la comercialización Alfabetización digital para acceso a plataformas de comercio en línea Rehabilitación de caminos
Empleo rural	<ul style="list-style-type: none"> Organizaciones de pueblos indígenas en El Salvador. Distribuidores de equipos e insumos agropecuarios. 	<ul style="list-style-type: none"> El sector agropecuario emplea al 18.6% de la PEA (2021). Existe alta informalidad en el empleo rural Pocas oportunidades de empleo para mujeres, jóvenes y otra población vulnerable 	<ul style="list-style-type: none"> Promoción de emprendimientos/empresas rurales para el empleo, especialmente de mujeres y jóvenes Desarrollo de programas de capacitación para la empleabilidad.
Impacto por variaciones externas (volatilidad de precios, COVID-19, guerra Ucrania-Rusia)	<ul style="list-style-type: none"> Representantes de mercados locales (compradores formales e informales de productos agropecuarios) 	<ul style="list-style-type: none"> El incremento de los precios en los derivados del petróleo (costos de logística) y de los insumos agrícolas, está ocasionado, que la producción y productividad se vean afectados y se aumenten los costos de los productos, poniendo en riesgo la seguridad alimentaria y la disminución de ingresos de las familias. 	<ul style="list-style-type: none"> Organización de la producción y comercialización, según cadenas para la adquisición de insumos Capacitación en insumos alternos: abonos orgánicos, productos de acción biológica, entre otros. Mayor información de precios/mercados y el clima
Capacidad de la institucionalidad y marco de políticas		<ul style="list-style-type: none"> Limitado presupuesto para el sector agropecuario Instituciones cuentan con poco personal y recursos tecnológicos para apoyar la transformación productiva 	<ul style="list-style-type: none"> Formación y desarrollo de capacidades institucionales en género, adaptación al cambio

²⁵ bcr.gob.sv/comex/ce_comercio_exterior.php/.

Área Prioritaria	Grupos afectados	Principales asuntos	Acciones necesarias
del sector agropecuario		<ul style="list-style-type: none"> El marco de políticas de reciente creación/actualización tiene el fortalecimiento institucional como un área prioritaria del gobierno, 	<ul style="list-style-type: none"> climático, nutrición, agronegocios y negocios rurales. Apoyo al diálogo de políticas
Igualdad de Género y Empoderamiento de las Mujeres			
Prevalece la desigualdad entre hombres y mujeres ²⁶	<ul style="list-style-type: none"> Mujeres rurales Mujeres productoras Mujeres indígenas Mujeres jóvenes rurales Organizaciones de productores (hombres y mujeres) 	<ul style="list-style-type: none"> Los avances en la eliminación de la desigualdad entre hombres y mujeres en los ámbitos familiares, sociales, económicos y políticos son poco sustantivos 	<ul style="list-style-type: none"> Fomentar la igualdad de género y empoderamiento de las mujeres, a través de metodologías participativas transformadoras de género aplicadas en las OP (Cerrando Brechas) como en nivel comunitario (Masculinidades) Mayor participación de las mujeres en mesas de diálogo político; y puestos de liderazgo en las organizaciones.
Limitado empleo e ingresos de las mujeres rurales.	<ul style="list-style-type: none"> Mujeres, madres solteras, jefas de hogar Juntas de agua Mancomunidades Organismos de cuencas 	<ul style="list-style-type: none"> 52.4% de la población rural son mujeres; 33.1% son jefas de hogar, el 63% no tienen un trabajo remunerado con beneficios, y no lo buscan por dedicarse al trabajo doméstico y cuidado²⁷. 10.3% de las mujeres son propietarias de tierras agropecuarias (DIGESTYC, 2018). Limitada autonomía económica y baja asociatividad, limitadas capacidades para el emprendimiento productivo Poco acceso a recursos de producción 	<ul style="list-style-type: none"> Fortalecimiento de las capacidades emprendedoras y sociales, a través de capacitaciones, AT, habilidades para la vida y acciones afirmativas. Incorporación efectiva de mujeres rurales en los planes de negocios, procesos productivos, y de mercado. Fomentar el empoderamiento y autonomía económica a través de los grupos de ahorro. Construir resiliencia frente cambio climático a través de uso de tecnologías para la adaptación. Definición de líneas de crédito y otros productos financieros adaptados a las necesidades de las mujeres
Juventud rural			
Los jóvenes rurales enfrentan grandes desafíos para su desarrollo económico y social ²⁸ .	<ul style="list-style-type: none"> Redes de jóvenes rurales. Jóvenes rurales no vinculados a ninguna agrupación productiva, en condición de 	<ul style="list-style-type: none"> 497,699 jóvenes de 15 a 29 años no estudian, ni trabajan (31.9% en área rural, 39.7% en mujeres). Afecta principalmente a jóvenes de hogares del quintil de menor ingreso (48.4%) versus el quintil con mayor ingreso (14.9%) Inserción laboral a una edad más temprana (14 años en área rural versus 16.7 años en área urbana) Mayor subempleo rural 49.7 % versus 41.3 % urbano 	<ul style="list-style-type: none"> Integración a grupos productivos y organizaciones Fortalecimiento técnico y de habilidades para la vida, vinculado a las cadenas de valor existentes en el sector Fomento del emprendimiento Acceso a recursos productivos Desarrollo de programas de formación para el empleo

²⁶ Análisis Común de País (CCA) NNUU 2021.

²⁷ DIGESTYC-Boletín Estadísticas de Género 2020.

²⁸ Informe sobre Desarrollo Humano El Salvador 2018 ¡Soy joven! ¿Y ahora qué?

Área Prioritaria	Grupos afectados	Principales asuntos	Acciones necesarias
	desempleo o subempleo <ul style="list-style-type: none"> ● Personas jóvenes rurales fuera del sistema educativo ● Mujeres jóvenes, jóvenes Indígenas 	<ul style="list-style-type: none"> ● la juventud urbana supera en escolaridad (10.5 años) a los jóvenes rurales (8.2 años). ● IDH de la juventud rural fue un 5.5 % inferior al de la juventud urbana (PNUD, 2018) ● 27.2 % de los casos de personas víctimas de homicidio fue de jóvenes con edades entre los 18 y 24 años, principalmente son hombres (9 de 10 casos)²⁹ 	<ul style="list-style-type: none"> ● Capacitación de formadores para el trabajo con jóvenes
Gestión de RRNN, ambiente y cambio climático			
Alta exposición a eventos climáticos extremos (sequías, inundaciones, lluvias intensas y huracanes). Los escenarios pesimistas (RCP 8.5) prevén incrementos en la temperatura y disminución en la precipitación.	<ul style="list-style-type: none"> ● Productores individuales y colectivos del sector agropecuario, forestal, pesquero y acuícola. ● Organizaciones de productores forestales agropecuario, pesquero y acuícola enfocados a la procesamiento y transformación. ● Mujeres y jóvenes rurales. ● Pueblos indígenas. ● Comunidades rurales. ● Instituciones no-gubernamentales ● Juntas de agua 	<ul style="list-style-type: none"> ● Bajas capacidades adaptativas y de gestión de riesgos para prevenir, enfrentar y recuperarse ante los impactos negativos a eventos climáticos, en términos de conocimientos, capacidades, recursos y uso de la información de los sistemas de alerta temprana climatológicos ● Degradación de los recursos naturales para proveer servicios ecosistémicos, hidrológicos, captura de carbono para generar biomasa -madera, leña), debido a la expansión de la frontera agrícola ● Malas prácticas agropecuarias (incendios forestales, uso excesivo de agroquímicos, alto consumo leña para el hogar etc.) se traduce en deforestación; pérdida de suelo en áreas forestales y contaminación de las fuentes de agua. ● Bajas capacidades institucionales y de asistencia técnica para brindar acompañamiento, supervisión y asesoría para planificar e integrar prácticas, medidas y tecnologías para la adaptación al cambio climático y la gestión del riesgo 	<ul style="list-style-type: none"> ● Restauración de ecosistemas y gestión del riesgo a través de soluciones basadas en la naturaleza. ● Sistemas de información y alerta temprana climática (generación, análisis, transferencia y uso de información climática para organizaciones y cadenas de valor). ● Planes de Adaptación al Cambio Climático enfocados a diferentes niveles de gobernanza territorial. ● Implementación de prácticas, medidas y tecnologías de mitigación de impactos ambientales, reducción de emisiones de GEI y de adaptación al cambio climático en los planes de negocio organizacionales. ● Fortalecimiento de capacidades a funcionarios públicos y prestadores de servicios técnicos en cambio climático y gestión del riesgo. ● Fortalecimiento de capacidades a productores en cambio climático y gestión del riesgo climático.

²⁹ PNC, 2018.

Key file 2: Tipología del grupo objetivo, necesidades prioritarias y respuesta potencial

Tipología	Nivel de pobreza y causas	Estrategias para hacer frente a la situación	Necesidades prioritarias	Apoyo de otros programas	Respuesta potencial
Población rural beneficiaria directa: Productores individuales en zonas de pobreza o pobreza extrema	Tienen poca extensión de tierras, las arrendan y/o cuentan con una concesión Se dedican a las actividades agrícolas, pecuarias, forestales, pesqueros y/o acuícolas, artesanías, turismo o servicios Baja producción y productividad; Baja capacidad de ACC; Limitado acceso a mercados y comercialización; Limitada infraestructura hídrica y natural habilitantes, Poco acceso y consumo de alimentos sanos y nutritivos; y Baja capacidad institucional nacional y local. Bajo acceso a AT y capacitación Poco acceso a SFR	Fomento de la asociatividad Implementación eficiente de políticas sectoriales Programas de financiamiento- Mejora en acceso a servicios públicos a la AF Entrega eficiente de insumos Programa de SAN (huertos) Apoyo en riego Mejora de infraestructura física comunal y pública Acceso a información de mercados, clima y alerta temprana	Asistencia técnica de calidad y frecuencia Precios de insumos a menor costo Acceso a tierra y bienes de producción Creación de fuentes de empleo decente Reducir vulnerabilidad a riesgos del clima y ambientales Incrementar producción y generar excedentes para competir en el mercado Infraestructura física de apoyo a la producción mejorada Mayor conectividad (caminos, internet)	Diversos de: Ministerio de Agricultura y Ganadería CENTA ENA CENDEPESCA CONAMYPE Instituto Salvadoreño de Transformación Agraria Ministerio de Medio Ambiente y Recursos Naturales Gobiernos regionales, locales Agencias de cooperación internacional ONGs, universidades	Incentivos para planes de negocio y emprendimientos AT especializada y continua Fortalecimiento de capacidades Rehabilitación de obras de riego parcelario Promoción de acceso a SFR Apoyo en comercialización Formación en empresarialidad Alfabetización digital Mejora en SAN Acceso a infraestructura natural mejorada Mejora en SAN Rehabilitación de caminos Acceso a información de mercados, clima y alerta temprana

Tipología	Nivel de pobreza y causas	Estrategias para hacer frente a la situación	Necesidades prioritarias	Apoyo de otros programas	Respuesta potencial
Organizaciones de productores en zonas de pobreza o pobreza extrema.	Se dedican a actividades agrícolas, pecuarias, forestales, pesqueros y/o acuícolas, artesanales, de turismo, o servicios Algunas cuentan con una base de infraestructura y Bienes: tierra compartida, centros de acopio, procesamiento, transformación o comercialización, Algunas tienen infraestructura que no reúne condiciones adecuadas Poca capacidad asociativa (inclusión de socios y promoción de participación) Poca gestión empresarial Escasa comercialización asociativa Mayormente no generan ganancias Poco acceso a servicios de apoyo a la producción y comercialización Poca incidencia en políticas Baja capacidad de respuesta ante choques externos	Fomento de la asociatividad Simplificación de trámites para legalización Formulación de políticas, programas, estrategias de desarrollo rural, AF Implementación eficiente de políticas sectoriales Programas de financiamiento-reingeniería de banca Mejora de la oferta de servicios públicos a la AF Modernización y fortalecimiento del MAG Mayor seguridad	Fortalecimiento asociativo Asistencia técnica de calidad y frecuencia Precios de insumos a menor costo Acceso a tierra y Creación de fuentes de empleo decente Reducir vulnerabilidad a riesgos del clima y ambientales Incrementar producción de asociados Incrementar oferta de calidad y permanente Infraestructura física de apoyo a la producción y comercialización mejorada Mayor conectividad (camino, internet) Fortalecimiento de capacidades	Ministerio de Agricultura y Ganadería CENTA ENA CENDEPESCA CONAMYPE Instituto Salvadoreño de Transformación Agraria Ministerio de Medio Ambiente y Recursos Naturales Gobiernos regionales, locales Agencias de cooperación internacional ONGs, universidades	Incentivos para planes de negocio y emprendimientos AT especializada y continua Fortalecimiento de capacidades Rehabilitación de obras de riego parcelario Promoción de acceso a SFR Apoyo en comercialización Formación en empresarialidad Alfabetización digital Mejora en SAN Acceso a infraestructura natural mejorada

Tipología	Nivel de pobreza y causas	Estrategias para hacer frente a la situación	Necesidades prioritarias	Apoyo de otros programas	Respuesta potencial
Jóvenes (hombres y mujeres) que residen en zonas de pobreza o pobreza extrema, pertenecientes o no a organizaciones de productores	<p>Pobreza y Pobreza Extrema</p> <p>Menor nivel educativo y altos niveles de exclusión estudiantil</p> <p>Altos niveles de desempleo y subempleo</p> <p>Limitado o ningún acceso a tierra productiva por posesión, arrendamiento o concesión;</p> <p>Poco o ningún alcance a recursos productivos y financiamiento.</p> <p>Limitado acceso a la formación técnica</p> <p>Pertencientes a grupos social y culturalmente excluidos: afrodescendientes, Pueblos indígenas y jóvenes con discapacidad.</p> <p>Altos niveles de violencia y presencia de grupos delincuenciales organizados.</p> <p>Alta incidencia de embarazo a temprana edad</p> <p>Poco énfasis en leyes y programas dirigidos a la juventud Rural.</p>	<p>Formulación de una estrategia de inclusión social, género y juventud.</p> <p>Fortalecimiento educativo, técnico y de HPLV en apoyo a la empleabilidad o el emprendimiento</p> <p>Generación de mecanismo de apoyo a la empleabilidad</p> <p>Fondo para el financiamiento específico de emprendimiento juvenil</p> <p>Desarrollo de planes productivos específicos para juventud</p> <p>Apoyo para el desarrollo de planes tecnológicos vinculados a la comercialización.</p> <p>Cuotas participativas y desarrollo de actividades de dialogo intergeneracional para la inclusión en agrupaciones productivas.</p> <p>Mecanismos de acompañamiento psicosocial para la prevención de la violencia, inserción a grupos armados, educación sexual y acompañamiento a jóvenes gestantes.</p> <p>Facilitar la inclusión en espacios de toma de decisiones y políticas pública</p>	<p>Formación técnica y acompañamiento para la empleabilidad (agrícola y TRNA), y Habilidades para la Vida</p> <p>Formación técnica para el desarrollo de emprendimientos de desarrollo primario, TRNA y Habilidades para la Vida</p> <p>Acceso a financiamiento productivo.</p> <p>Acompañamiento técnico para la empleabilidad</p> <p>Acompañamiento técnico productivo.</p> <p>Generación de mecanismos de acceso a la tierra.</p> <p>Construcción de espacios de inclusión de jóvenes en mayor situación de vulnerabilidad (pueblos indígenas, con discapacidad, afrodescendientes, etc.)</p> <p>Espacios de acompañamiento psicosocial para prevención de la violencia, inserción a grupos armados, educación sexual y acompañamiento a jóvenes gestantes.</p> <p>Fortalecer las redes juveniles presentes en el sector, así como la mesa de juventudes rurales.</p>	<p>Programa "Empléate Joven" de INJUVE</p> <p>Programa "Amarte" de INJUVE</p> <p>Ministerio de Salud</p> <p>Mesa Nacional de Juventud</p> <p>ISDEMU</p>	<p>Estrategia de Inclusión Social, género y juventud que incluye: establecimiento de cuotas de participación; espacios de dialogo intergeneracional para la inclusión de jóvenes en organizaciones productivas; desarrollo y fortalecimiento de planes productivos exclusivos de jóvenes; y fortalecimiento de redes juveniles locales y Mesa de Juventudes Rurales</p> <p>Programa de empleabilidad, incluyendo fortalecimiento educativo, técnico y de HPLV (Agrícola y TRNA).</p> <p>Programa de emprendimiento, incluyendo "momento cero", dirigido al fortalecimiento educativo, técnico y HPLV concerniente al tema (Para producción primaria y TRNA).</p> <p>Fortalecimiento y acompañamiento técnico para la comercialización, y el encadenamiento productivo de organizaciones de productores.</p> <p>Mecanismo de acompañamiento psicosocial (vinculado a la estrategia de inclusión) para la prevención de la violencia, ingreso a grupos armados, educación sexual y acompañamiento a jóvenes gestantes (en acompañamiento con otras instituciones públicas y privadas).</p>

Tipología	Nivel de pobreza y causas	Estrategias para hacer frente a la situación	Necesidades prioritarias	Apoyo de otros programas	Respuesta potencial
Población infantil con problemas de seguridad alimentaria, que residen en zonas de pobreza o pobreza extrema.	Pobreza y Pobreza Extrema Familias con poco acceso y consumo de alimentos saludables. Niños y Niñas no acompañadas Pertencientes a grupos social y culturalmente excluidos: afrodescendientes, Pueblos indígenas y niños y niñas con discapacidad.	Procesos de inclusión y mejora económica de grupos familiares Desarrollo de actividades comunitarias para el acceso de alimentos con alto valor nutricional. Fortalecimiento educativo alimentario en familias	Mejorar el acceso a una dieta de alto nivel nutricional acorde a sus necesidades de desarrollo Educación alimentaria para la diversificación alimentaria de alto nivel nutricional.	Estrategia de Alimentación Escolar Saludable y Sostenible Programa de Alimentación y Salud Escolar	Estrategia de formación alimentaria y nutricional familiar (con énfasis en primera infancia), para grupos familiares participantes del proyecto Estrategia proyecto para mejorar la diversificación y acceso de productos de alto valor nutricional en las comunidades de influencia del proyecto.

Tipología	Nivel de pobreza y causas	Estrategias para hacer frente a la situación	Necesidades prioritarias	Apoyo de otros programas	Respuesta potencial
Mujeres jefas de hogar o madres solteras que residen en zonas de pobreza o pobreza, pertenecientes o no a agrupaciones productivas	<p>Pobreza y Pobreza Extrema</p> <p>Altos niveles de desempleo y subempleo</p> <p>Limitado o ningún acceso a tierra productiva por posesión, arrendamiento o concesión;</p> <p>Poco o ningún alcance a recursos productivos y financiamiento.</p> <p>Limitado acceso a la formación técnica</p> <p>Pertenecientes a grupos social y culturalmente excluidos: afrodescendientes, Pueblos indígenas y personas con discapacidad.</p> <p>Altos niveles de violencia basada en género.</p> <p>Menor acceso espacios de toma de decisiones y definición de política pública.</p>	<p>Formulación de una estrategia de inclusión social y género.</p> <p>Cuotas participativas y uso de herramientas para el dialogo la reducción de brechas de género en las organizaciones.</p> <p>Fortalecimiento educativo, técnico y de HPLV en apoyo a la empleabilidad o el emprendimiento</p> <p>Fondo para el financiamiento específico de emprendimientos de mujeres</p> <p>Desarrollo de planes productivos específicos para mujeres</p> <p>Mecanismos de acompañamiento psicosocial para la reducción, prevención y atención de la VBG.</p> <p>Facilitar la inclusión en espacios de toma de decisiones y políticas pública</p>	<p>Fortalecimiento técnico de mujeres productoras, pertenecientes o no a agrupaciones.</p> <p>Formación técnica y acompañamiento para la empleabilidad (agrícola y TRNA), y Habilidades para la Vida</p> <p>Formación técnica para el desarrollo de emprendimientos de desarrollo primario, TRNA y Habilidades para la Vida</p> <p>Acceso a financiamiento productivo.</p> <p>Generación de mecanismos de acceso a la tierra.</p> <p>Construcción de espacios de inclusión de mujeres en mayor situación de vulnerabilidad (pueblos indígenas, con discapacidad, afrodescendientes, etc.)</p> <p>Espacios de acompañamiento psicosocial para prevención y atención de la VBG.</p> <p>Fortalecer la presencia de mujeres en las redes existentes, y fortalecer las redes de mujeres en el sector.</p>	<p>Programa estratégico Mujeres y Agricultura</p> <p>Instituto Salvadoreño de Transformación Agraria</p>	<p>Estrategia de Inclusión Social, género y juventud que incluye: establecimiento de cuotas de participación; espacios de análisis, capacitación y dialogo en género para la inclusión de mujeres en organizaciones productivas (Cerrando Brechas); desarrollo y fortalecimiento de planes productivos exclusivos de mujeres; y fortalecimiento de redes locales para mejorar la representación de mujeres.</p> <p>Programa de empleabilidad, incluyendo fortalecimiento educativo, técnico y de HPLV (Agrícola y TRNA).</p> <p>Programa de emprendimiento, incluyendo "momento cero", dirigido al fortalecimiento educativo, técnico y HPLV concerniente al tema (Para producción primaria y TRNA).</p> <p>Fortalecimiento y acompañamiento técnico para la comercialización, y el encadenamiento productivo de organizaciones de productores.</p> <p>Mecanismo de acompañamiento psicosocial (vinculado a la estrategia de inclusión) para la prevención y atención de la VBG (en acompañamiento con otras instituciones públicas y privadas).</p>

Tipología	Nivel de pobreza y causas	Estrategias para hacer frente a la situación	Necesidades prioritarias	Apoyo de otros programas	Respuesta potencial
<p>Pueblos indígenas (hombres y mujeres) que se dedican a la actividad agrícola, pecuaria, forestal, pesquero y/o acuícola ya sea de subsistencia o con fines comerciales. Se incluye Personas Indígenas con Discapacidad</p>	<p>Pobreza o Pobreza Extrema Limitado o ningún acceso a tierra productiva por posesión, arrendamiento o concesión; Poco o ningún alcance a recursos productivos y financiamiento. Limitado acceso a la formación técnica</p>	<p>Formulación de una estrategia de inclusión social, género, Juventus y Pueblos Indígenas. FPIC Cuotas participativas. Fortalecimiento educativo, técnico y de HPLV en apoyo a la empleabilidad o el emprendimiento Fondo para el financiamiento específico de emprendimientos de Pueblos indígenas. Desarrollo de planes productivos específicos Pueblos indígenas, especialmente aquellos vinculados al rescate cultural (alientos, producción amigable con MA, etc.)</p>	<p>Reconocimiento de las condiciones particulares de los Pueblos Indígenas en el sector rural. Consulta participativa para el mecanismo de inclusión de personas de los Pueblos Indígenas en los beneficios del proyecto. Formación técnica y acompañamiento para la empleabilidad (agrícola y TRNA), y Habilidades para la Vida Formación técnica para el desarrollo de emprendimientos de desarrollo primario, TRNA y Habilidades para la Vida, acordes a las condiciones y particularidades culturales Acceso a financiamiento productivo Fortalecer la representación de personas de los Pueblos Indígenas en las redes de productores locales existentes. Recuperación de prácticas productivas, y productos y recetas tradicionales con alto valor nutricional.</p>	<p>Instituto Salvadoreño de Transformación Agraria Ministerio de Cultura</p>	<p>Investigación de las condiciones socioeconómicas y productivas de los Pueblos Indígenas en los sectores de incidencia del proyecto. Implementación adecuada del FPIC Estrategia de Inclusión Social, género y juventud que incluye: establecimiento de cuotas de participación; desarrollo y fortalecimiento de planes productivos exclusivos de personas de los Pueblos Indígenas; y fortalecimiento de redes locales para mejorar la representación de personas de los Pueblos Indígenas. Programa de empleabilidad, incluyendo fortalecimiento educativo, técnico y de HPLV (Agrícola y TRNA). Programa de emprendimiento, incluyendo "momento cero", dirigido al fortalecimiento educativo, técnico y HPLV concerniente al tema (Para producción primaria y TRNA). Fortalecimiento y acompañamiento técnico para la comercialización, y el encadenamiento productivo de organizaciones de productores. Investigación para la recuperación de prácticas y productos tradicionales, de alto valor nutricional.</p>

Tipología	Nivel de pobreza y causas	Estrategias para hacer frente a la situación	Necesidades prioritarias	Apoyo de otros programas	Respuesta potencial
Población infantil indígena con problemas de seguridad alimentaria, acceso y consumo de alimentos saludables. Se incluyen niños y niñas con alguna discapacidad.	Pobreza y Pobreza extrema Familias con poco acceso y consumo de alimentos saludables. Niños y Niñas no acompañadas	Procesos de inclusión y mejora económica de grupos familiares Desarrollo de actividades comunitarias para el acceso de alimentos con alto valor nutricional. Fortalecimiento educativo alimentario en familias	Mejorar el acceso a una dieta de alto nivel nutricional acorde a sus necesidades de desarrollo Educación alimentaria para la diversificación alimentaria de alto nivel nutricional.	Estrategia de Alimentación Escolar Saludable y Sostenible Programa de Alimentación y Salud Escolar	Estrategia de formación alimentaria y nutricional familiar (con énfasis en primera infancia), para grupos familiares participantes del proyecto Estrategia proyecto para mejorar la diversificación y acceso de productos de alto valor nutricional en las comunidades de influencia del proyecto.

Tipología	Nivel de pobreza y causas	Estrategias para hacer frente a la situación	Necesidades prioritarias	Apoyo de otros programas	Respuesta potencial
<p>Población beneficiaria indirecta: Hombres, mujeres, jóvenes y niños rurales e indígenas que residen en las zonas donde se implementan proyectos de infraestructura natural (reforestaciones), hídrica, hidráulica, energética, caminos y de internet financiados por el proyecto (a nivel de caseríos, comunidades, municipalidades o mancomunidades).</p>	<p>Pobreza y Pobreza Extrema Altos niveles de desempleo y subempleo Limitado o ningún acceso a tierra productiva por posesión, arrendamiento o concesión; Poco o ningún alcance a recursos productivos y financiamiento. Limitado acceso a la formación técnica Pocos niveles de asociatividad Pertencientes a grupos social y culturalmente excluidos: afrodescendientes, Pueblos indígenas y personas con discapacidad.</p>	<p>Inclusión de personas de las comunidades, vinculadas a las actividades del proyecto, para su contratación y fortalecimiento técnico en temas la implementación de proyectos de infraestructura natural (reforestaciones), hídrica, hidráulica, energética, caminos y de internet financiados por el proyecto</p>	<p>Formación técnica para la inclusión en proyectos de infraestructura natural (reforestaciones), hídrica, hidráulica, energética, caminos y de internet, con énfasis en mujeres, jóvenes, niños y niñas de Pueblos Indígenas y No Indígenas. Acompañamiento técnico y fortalecimiento (financiero y técnico), de organizaciones presentes en sectores con proyectos de infraestructura natural (reforestaciones), hídrica, hidráulica, energética, caminos y de internet. Construcción de espacios de inclusión de jóvenes, niños y niñas, y mujeres de Pueblos Indígenas o no Indígenas, proyectos de infraestructura natural (reforestaciones), hídrica, hidráulica, energética, caminos y de internet. Fortalecer la presencia de mujeres y jóvenes en las redes existentes en áreas de influencia del proyecto, con actividades de infraestructura natural (reforestaciones), hídrica, hidráulica, energética, caminos y de internet..</p>	<p>Instituto Salvadoreño de Transformación Agraria Ministerio de Medio Ambiente y Recursos Naturales</p>	<p>Estrategia de Inclusión Social, género y juventud que incluye: establecimiento de cuotas de participación; espacios de análisis, espacios de dialogo intergeneracional y de género para la inclusión de jóvenes y mujeres en organizaciones productivas (Cerrando Brechas/diálogo intergeneracional); desarrollo y fortalecimiento de planes exclusivos de mujeres y jóvenes; y fortalecimiento de redes locales para mejorar la representación de mujeres y juventud. Programa de desarrollo técnico vinculado a proyectos de infraestructura natural (reforestaciones), hídrica, hidráulica, energética, caminos y de internet, con énfasis en mujeres, jóvenes, niños y niñas de Pueblos Indígenas y No Indígenas. Programa de Acompañamiento técnico y fortalecimiento (financiero y técnico), de organizaciones presentes en sectores con proyectos de infraestructura natural (reforestaciones), hídrica, hidráulica, energética, caminos y de internet.</p>

Key file 3: Matriz de capacidades organizacionales

	Organización	Fortalezas	Debilidades	Oportunidades	Amenazas
Habilitadores	Ministerio de Agricultura y Ganadería (MAG)	<ul style="list-style-type: none"> El MAG tiene como misión facilitar y dinamizar el proceso de desarrollo sostenible del sector agropecuario, forestal, pesquero, acuícola y rural Amplia experiencia en proyectos financiados por el FIDA. Responsable de formular e implementar las políticas del sector, siendo la articulación institucional del Plan de Rescate Agropecuario una oportunidad 	<ul style="list-style-type: none"> Presupuesto muy bajo y centralizado Expuesto a demandas coyunturales, lo que puede ocasionar atrasos en sus prioridades estratégicas. Personal requiere actualización en temas clave de desarrollo rural sostenible/ riegos del clima, nutrición, género, inclusión social Limitada articulación con otras instituciones del Gobierno para implementar proyectos Datos poco actualizados. 	<ul style="list-style-type: none"> Integrar acciones estratégicas con los productores para reducir su vulnerabilidad climática. El sector agropecuario es considerado de interés para el desarrollo del país, incluyendo la generación de empleo rural para mujeres y jóvenes rurales 	<ul style="list-style-type: none"> El cambio de autoridades puede influir en la ejecución La institución podría estar sujeta a presiones políticas y sociales.
	Escuela Nacional Agropecuaria (ENA)	<ul style="list-style-type: none"> Capacidad técnica y operativa para la formación formal de jóvenes rurales en temas agropecuarios con enfoque climático. Integración en la currícula escolar de temas de cambio climático. Reconocimiento como entidad educativa 	<ul style="list-style-type: none"> Cambios de personal docente capacitado y fortalecido en temas de CC Limitación para articular a los jóvenes egresados con la demanda del sector agropecuario y pesquero. No realiza formación en manejo forestal Bajos recursos humanos, tecnológicos y presupuestarios 	<ul style="list-style-type: none"> Adecuación curricular partiendo de los saberes previos y acorde a las necesidades de los usuarios Generación de diplomados o cursos cortos específicos Interés de integrar la ENA con el CENTA 	<ul style="list-style-type: none"> Limitado acceso de jóvenes rurales a los programas de educación agropecuaria con enfoque en CC
	Centro de Desarrollo de la Pesca y la Acuicultura (CENDEPESCA)/ MAG	<ul style="list-style-type: none"> Capacidad técnica y de transferencia sobre producción acuícola y pesquera Espacios para la formación y capacitación Disposición de normas y regulaciones para el sector acuícola y pesquero 	<ul style="list-style-type: none"> Bajo presupuesto operativo. Rotación de personal técnico y dificultad de adicionar nuevo con capacidades necesarias. 	<ul style="list-style-type: none"> 	<ul style="list-style-type: none"> Impactos negativos ocasionados a los sistemas productivos acuícolas de zonas costeras que derivan en la baja producción y daños a la infraestructura física.
	Centro Nacional de Tecnología Agropecuaria y Forestal (CENTA)	<ul style="list-style-type: none"> Cuenta con reconocimiento en Investigación y transferencia de tecnología para los productores agropecuarios Proyectos en proceso de validación y transferencia para adaptar la agricultura al CC 	<ul style="list-style-type: none"> Limitada capacidad institucional en términos de recursos humanos y financieros para cubrir la demanda nacional de los sectores agrícola, pecuario, forestal, pesquero y acuícola. 	<ul style="list-style-type: none"> Interés de integrar la ENA con el CENTA 	<ul style="list-style-type: none"> Cambios en políticas y prioridades del gobierno.

	Organización	Fortalezas	Debilidades	Oportunidades	Amenazas
	Ministerio de Ambiente y Recursos Naturales (MARN)	<ul style="list-style-type: none"> • Institución rectora de la gestión ambiental. • Cuenta con leyes, políticas, programas, planes y estrategias en materia ambiental y climática. • Otorga licencias y permisos ambientales para los emprendimientos rurales. • Genera información agroclimática y de alerta temprana, mediante el Observatorio de Amenazas y Recursos Naturales. 	<ul style="list-style-type: none"> • Existen vacíos territoriales donde no se genera información meteorológica, incluida la agrometeorológica. • Limitadas capacidades y personal insuficiente especializado en meteorología aplicada a la agricultura y de CC. • Débil coordinación para la gestión de la información climática hacia los productores. • Demoras en gestión de permisos 	<ul style="list-style-type: none"> • Gestionar recursos para ampliar la cobertura en las áreas productivas agrícolas, pecuarias, forestales y costeras para generar información agroclimática. • Impulsar la educación ambiental desde las escuelas y comunidades. • La gestión integral de los residuos desde las municipalidades. 	<ul style="list-style-type: none"> • Alta vulnerabilidad del territorio nacional (fenómenos naturales) • Cambio de autoridades, que deriven en cambio de prioridades estratégicas.
	Institución Nacional de Juventud (INJUVE)	<ul style="list-style-type: none"> • Es el ente rector de la política nacional de la juventud, y de asegurar que los jóvenes rurales son visibilizados dentro de la misma. 	<ul style="list-style-type: none"> • Limitados recursos y capacidades para atender oportunamente las necesidades y demandas de los jóvenes rurales. 	<ul style="list-style-type: none"> • Proyecto de ajuste a la Ley y política Nacional de la Juventud, le permitirá acceder a recursos 	<ul style="list-style-type: none"> • Cambios constantes de personal por temas políticos
	Comisión Nacional de la Micro y Pequeña Empresa (CONAMYPE)	<ul style="list-style-type: none"> • Cuenta con un marco legal y formativo. • Institución encargada de fortalecer y desarrollar a la MYPES para el desarrollo económico sostenible y con enfoque de género, con el fin de crear sinergias que potencien la competitividad y el crecimiento del país • Genera oportunidades de mercado para las MYPES. • Tiene sedes regionales en el oriente y occidente 	<ul style="list-style-type: none"> • Presupuesto y personal insuficiente para la creciente demanda de servicios. 	<ul style="list-style-type: none"> • Generación de nuevos programas de formación y/o adecuación de los programas existentes para formación profesional y/o empresarial. • Potencial para desarrollar sistemas de comercialización para productores agropecuarios • Es la única institución responsable del desarrollo de la MYPE. 	<ul style="list-style-type: none"> • Ajustes presupuestarios a nivel nacional que impidan continuar y ampliar escala de programas de formación empresarial. • No ser vista como la entidad conductora y responsable del desarrollo de las MYPE.
	Consejo Nacional de Seguridad Alimentaria y Nutricional (CONASAN)	<ul style="list-style-type: none"> • Capacidad técnica de articulación institucional sobre salud nutricional. • Liderazgo y responsable del seguimiento a las Hoja de Ruta en el marco del FSS. 	<ul style="list-style-type: none"> • Alcance centralizado y dependiente de las capacidades institucionales de otros. • Información desactualizada sobre SAN • Limitado personal y presupuesto 	<ul style="list-style-type: none"> • Prioridad nacional a temas de SAN 	<ul style="list-style-type: none"> • Falta de interés de instituciones para articular esfuerzos en SAN.

	Organización	Fortalezas	Debilidades	Oportunidades	Amenazas
	Ministerio de Educación, Ciencia y Tecnología (MINEDUCYT)	<ul style="list-style-type: none"> • Cuenta con programas sociales y de salud escolar • Implementación del Programa de Alimentación Escolar (PASE) y la Estrategia de Alimentación Escolar Saludable y Sostenible que impacta estudiantes, familias y comunidad. • Apertura con la coordinación interministerial (MAG, MS) para el programa de huertos escolares, comunitarios y educación nutricional. 	<ul style="list-style-type: none"> • Limitada capacidad para la sostenibilidad de la implementación de la Estrategia de Alimentación Escolar del PASE • Financiamiento para escalar la experiencia de los huertos escolares. 	<ul style="list-style-type: none"> • Alto interés nacional en apoyar programa de huertos escolares y comunitarios, así como los recursos didácticos de estos espacios. 	<ul style="list-style-type: none"> • Cambio en políticas públicas, prioridades de gobierno o sobre la estrategia de alimentación escolar.
Proveedores de servicios	ONGS, Fundaciones	<ul style="list-style-type: none"> • Conocimiento y experiencias en temas de desarrollo rural, género, inclusión social y ambiente/CC • Conocimiento de las áreas rurales y la población beneficiaria 	<ul style="list-style-type: none"> • Limitaciones de recursos financieros 	<ul style="list-style-type: none"> • Aprovechar las capacidades instaladas para fortalecer las instituciones del gobierno y OP en temas específicos sobre nutrición y cambio climático y generación de estudios). 	<ul style="list-style-type: none"> • Organizaciones similares con capacidad técnica y operativa y compiten entre sí
	Organización de las Naciones Unidas para la Alimentación y la Agricultura (FAO)	<ul style="list-style-type: none"> • Presencia institucional en el país. • Posee experiencia y alto impacto en comunidades rurales sobre SAN • Asistencia técnica para el fortalecimiento institucional en el desarrollo rural, ambiente, CC 	<ul style="list-style-type: none"> • Limitada disponibilidad de recursos financieros. 	<ul style="list-style-type: none"> • Contribuye a la implementación del programas y estrategias del sector agropecuario 	<ul style="list-style-type: none"> • Cambios en los intereses del gobierno
	Programa Mundial de Alimentos (PMA)	<ul style="list-style-type: none"> • Presencia institucional y operativa en el país. • Su estrategia está focalizada en la seguridad alimentaria. • Fuertes capacidades para atender situaciones de emergencia. • Amplia experiencia en programas de alimentación escolar, nutrición y agricultura familiar. 	<ul style="list-style-type: none"> • De disponer de cooperante técnico en la implementación de proyectos, no se dispone de claridad en los procesos técnicos. 	<ul style="list-style-type: none"> • Trabaja en conjunto con el FIDA y la FAO en programas de disminución de la pobreza y alimentación. • Puede ser ente de apoyo técnico en la implementación del nuevo proyecto. • Organizar intercambios de experiencias y buenas prácticas con sus programas y el proyecto. 	<ul style="list-style-type: none"> • Cambios en los intereses del gobierno respecto a requerir o disponer de apoyo técnico externo a la UGP y entes nacionales.
	Instituciones financieras (Banco de Fomento Agropecuario BFA, BANDESAL, Coop Ahorro y Crédito)	<ul style="list-style-type: none"> • Productos financieros para el sector agropecuario. • Recursos para apalancar fondos de garantía para la gestión de préstamos financieros a las organizaciones y productores rurales. 	<ul style="list-style-type: none"> • Dificultades para la implementación de los productos financieros destinados al sector agropecuario por requisitos 	<ul style="list-style-type: none"> • Competir por los Fondos de Garantía que pondrá el Proyecto para financiar iniciativas de inversión organizacional. • Adecuar sus productos a las necesidades y requerimientos de los pequeños productores. 	<ul style="list-style-type: none"> • Otras instituciones financieras con productos financieros similares y con menos requisitos y mecanismos de acceso más eficientes.

	Organización	Fortalezas	Debilidades	Oportunidades	Amenazas
Organizaciones de base	Asociaciones de Desarrollo Comunal (ADESCOS)	<ul style="list-style-type: none"> • Organizaciones legalmente constituidas, reconocidas por el código municipal de El Salvador para promover el desarrollo a nivel comunal. Trabajan en conjunto con los gobiernos locales para la promoción e implementación de proyectos que beneficien a las comunidades y mejoren sus condiciones de vida. 	<ul style="list-style-type: none"> • Las ADESCOS existentes (145) están presentes aproximadamente en la mitad de los municipios que hay a nivel nacional (262), por lo que existe la probabilidad que no estén presentes en algunas comunidades donde pueda invertir el proyecto. • Baja capacidad de administrar, ejecutar y rendir cuentas por uso de recursos. • Aspectos organizativos no muy claros 	<ul style="list-style-type: none"> • Aprovechar y capitalizar su estructura y capacidad para planificar e implementar actividades del proyecto, sobre todo en beneficiar aquellos habitantes más vulnerables en términos de seguridad alimentaria, nutricional y que se vean afectados por la variabilidad climática y el cambio climático. 	<ul style="list-style-type: none"> • Que las ADESCOS sean influenciadas por intereses políticos.
	Mesa Nacional de Mujeres Rurales	<ul style="list-style-type: none"> • Instancia que vela por el cumplimiento de los derechos al sector de mujeres rurales. • Reconocimiento del MAG. 	<ul style="list-style-type: none"> • Débil capacidad de gestión. • Dependencia financiera para su funcionamiento. 	<ul style="list-style-type: none"> • Potencial para convertirse en una instancia referente de diálogo y propuesta para impulsar y/o fortalecer políticas para las mujeres rurales. 	<ul style="list-style-type: none"> • La desigualdad sigue siendo una de las principales amenazas para el empoderamiento de las mujeres rurales.

Key file 4: Iniciativas complementarias de donantes/socios potenciales

Donante/agencias	Proyecto	Área geográfica	Comentarios
FIDA	<ul style="list-style-type: none"> Programa Rural Adelante Proyecto Empléate Joven El Salvador también participa en otros proyectos de desarrollo a nivel regional financiados por el FIDA: <ul style="list-style-type: none"> Jóvenes Líderes para el Desarrollo de la región SICA Proyecto DAKI semiáridos, y Proyecto FINTECH. 	<ul style="list-style-type: none"> 4 departamentos de la zona oriental Sonsonate, Jiquilisco y Zacatecoluca. A nivel nacional. Nacional- corredor seco Zona oriental. 	<ul style="list-style-type: none"> Especialización en diseño y financiación de programas y proyectos que incorporan la dimensión estructural de la problemática rural en el país; con enfoques integrales para lograr mayor impacto en el desarrollo rural. Flexibilidad para adaptarse al contexto rural y de país. Conocimientos técnicos especializados en cadenas de valor, producción sustentable, género e inclusión social, nutrición, gestión del riesgo, cambio climático. Capacidad de monitoreo y evaluación para asegurar la calidad y eficiencia de la cartera de país. Énfasis en la gestión del conocimiento para generar innovación y mejoras en lo políticas y s proyectos y programas
Fondo OPEC	<ul style="list-style-type: none"> Ayoyando a las Pequeñas y Medianas Empresas (PYMES) de El Salvador. PROMERICA. US\$25.0 M. Línea de Crédito de Dinamización Económica para el Banco Nacional de El Salvador - BANDESAL. Prestatario: El Salvador. Fondos OPEC US\$35.0 M. Otros financiadores: BID, BEI, GOES, BIRF, BCIE. 	<ul style="list-style-type: none"> Nacional 	<ul style="list-style-type: none"> Es un socio cofinancador de ECORURAL
FAO	<ul style="list-style-type: none"> Proyecto “Aumento de las medidas de resiliencia climática en los agroecosistemas del corredor seco de El Salvador” (RECLIMA) Oficina regional de la FAO en Mesoamérica 	<ul style="list-style-type: none"> 114 municipios del Corredor Seco de El Salvador 	<ul style="list-style-type: none"> Enfoque de complementariedad con RECLIMA, considerando que comparten la misma área de atención y objetivos al buscar mejorar la resiliencia de los agricultores y agricultoras familiares en situación de vulnerabilidad frente al cambio climático. FAO cuenta con especialistas regionales en agrometeorología, se puede establecer un convenio de cooperación técnica para capacitar personal clave del gobierno / socios del proyecto.
PMA	<ul style="list-style-type: none"> Estrategia “Cambiando vidas en el corredor seco en El Salvador. Diversas acciones para acabar con el hambre, acción por el clima, apoyo a pequeños productores, nutrición, igualdad de género, innovación, reducción del riesgo, entre otros. Ej. fortalecimiento de capacidades del PASE en temas de monitoreo de programa, cadena de valor sensible a la nutrición, diversificación de alimentos para la mejora del refrigerio escolar y educación alimentaria. 	<ul style="list-style-type: none"> Zona oriental 	<ul style="list-style-type: none"> Se pueden impulsar acciones conjuntas, principalmente en temas de nutrición, acciones por el clima, género, innovación. Ej. desarrollo de capacidades productivas en los huertos comunitarios del PASE

Donante/ agencias	Proyecto	Área geográfica	Comentarios
IICA	<ul style="list-style-type: none"> Fortalecimiento del Sistema de Información y Monitoreo de Mercados Agrícolas SIMMAGRO en los países de la Región SICA. Apoya la implementación del Programa de Rescate Agropecuario, incluyendo Diagnóstico/programa de modernización y fortalecimiento del MAG, 	<ul style="list-style-type: none"> Región Centroamericana 	<ul style="list-style-type: none"> Cuenta con una oferta de cooperación técnica en temas como: Desarrollo territorial y Agricultura Familiar, Cambio climático, recursos naturales y gestión del riesgo productivo, innovación tecnológica, género y juventud.
BCIE	<ul style="list-style-type: none"> Ha puesto a disposición US\$1,147.0 millones en préstamos para el financiamiento de proyectos de infraestructura vial, seguridad ciudadana, deporte, turismo, entre otros Infraestructura productiva: US\$245.82 millones, contará con un componente concesional de fondos de Corea por US\$80.0 millones. Programa “Mi Nueva Escuela” US\$200.0 millones para la construcción y remodelación de 186 centros escolares ubicados en zonas con alto índice de pobreza multidimensional. Reactivación económica: financia líneas de crédito por más de US\$100.0 millones para pequeñas empresas a través de la intermediación financiera con los bancos, con préstamos con condiciones blandas para el sector de la MIPYMES. 	<ul style="list-style-type: none"> Nacional 	<ul style="list-style-type: none"> En la actualidad el BCIE trabaja en la identificación de oportunidades para potenciar la competitividad en El Salvador mediante el desarrollo local en El Golfo de Fonseca. Para ello el BCIE ha financiado estudios orientados a la creación de una zona especial de desarrollo económico que busca generar proyectos a su alrededor, y crear dinamismo económico en la zona oriental del país.
SICA	<ul style="list-style-type: none"> Iniciativa Fondo Verde Unión Europea - SICA 88.1 millones de euros 	<ul style="list-style-type: none"> Región SICA (Centroamérica y República Dominicana) 	<p>Se enfocará en:</p> <ul style="list-style-type: none"> MIPYMES con interés en la reducción de las emisiones de (CO2). Mejorar la resiliencia al CC en zonas vulnerables, a través de la restauración de paisajes y el desarrollo de ecosistemas integrados.

Donante/ agencias	Proyecto	Área geográfica	Comentarios
Banco Mundial	<ul style="list-style-type: none"> • Proyectos de Respuesta de Emergencia COVID-19 • Proyecto de Resiliencia Económica Local • Proyecto Crecer Sanos Juntos • Proyecto Crecer y Aprender Juntos <p>La cartera de préstamos se complementa con operaciones fiduciarias en los sectores de salud y ambiente, así como con servicios de asesoría y análisis en facilitación del comercio, educación, protección social y gestión de riesgos de desastres, entre otros.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Nacional • Nacional • Nacional 	<ul style="list-style-type: none"> • (US\$70 millones) para apoyar la respuesta ante la pandemia y la adquisición y distribución de vacunas • (US\$200 millones) para impulsar el desarrollo económico local resiliente, mejorar el desempeño institucional de municipalidades y aumentar el acceso de los ciudadanos a servicios e infraestructura resiliente • (US\$250 millones) para apoyar la salud en la primera infancia y fortalecer la promoción de comportamientos de salud entre niños de 0 a 7 años y sus madres. • (US\$250 millones) para mejorar las prácticas docentes de atención y educación de la primera infancia y mejorar los entornos físicos de aprendizaje. Los proyectos de salud y educación de la primera infancia forman parte de la política nacional Crecer Juntos.
Banco Interamericano de Desarrollo	<ul style="list-style-type: none"> • Programa Global de Crédito para Microempresas y Pequeñas Empresas en El Salvador • Apoyo al Desarrollo de Sistemas de Información para Bosques Cafeteros de El Salvador • Transformación Digital y Nuevos Productos Financieros para Pymes Salvadoreñas 	<ul style="list-style-type: none"> • Nacional • Nacional • Nacional 	<ul style="list-style-type: none"> • El objetivo general del proyecto es aumentar la actividad económica en El Salvador. El objetivo específico es impulsar la actividad económica entre los beneficiarios finales, con énfasis en las mujeres empresarias y los municipios con altas tasas de marginación facilitando el acceso al crédito en mejores condiciones a las microempresas y a las pequeñas empresas (MYPE). • Diseñar un sistema nacional para generar y difundir información relevante, oportuna y de alta calidad para el diseño, monitoreo y evaluación de políticas competitivas y sostenibles para el sector cafetalero en El Salvador. • Facilitar un menú dinámico de servicios financieros y no financieros enfocados en las necesidades cambiantes de las pymes salvadoreñas para ayudarlas a ser comerciales, gerenciales y tecnológicamente competitivas, cuando entran en una relación financiera con Scotiabank

Donante/ agencias	Proyecto	Área geográfica	Comentarios
CIAT/CGIAR	<ul style="list-style-type: none"> AgriLAC Resiliente es una iniciativa regional de CGIAR que busca mejorar los medios de vida de los productores de América Latina y el Caribe, con el apoyo de gobiernos nacionales, sector privado, sociedad civil y donantes y socios regionales y globales. 	<ul style="list-style-type: none"> Esta iniciativa recién se ha presentado en 2 países centroamericanos. 	<ul style="list-style-type: none"> La iniciativa AgriLAC cuenta con 5 componentes: Clima y nutrición, Agricultura digital, Competitividad con bajas emisiones, Innovación y escalamiento con la red de Innova-Hubs, Ciencia para la toma de decisiones oportunas y establecimiento de políticas, instituciones e inversiones para sistemas agroalimentarios resilientes, competitivos y bajos en emisiones.

Transition projections

1. A partir del año 2021, la situación socioeconómica de El Salvador ha mostrado cierta mejoría. Aunque con altibajos, la actividad económica se ha recuperado luego de registrar una caída cercana al 8% en 2020. En 2021 la economía creció un 10% gracias al dinamismo de la demanda externa, al aumento de las remesas y a la buena gestión de la pandemia³⁰, mientras que la producción industrial, el empleo y los salarios alcanzaron los niveles existentes previos a la pandemia y las exportaciones de bienes y la recaudación de impuestos se situaron por encima de los niveles previos a la llegada de dicho flagelo. Asimismo, la retirada de las medidas de expansión de la liquidez, principalmente a través del aumento en los requerimientos de reservas que se inició en junio de 2021, y la asignación de DEG del fondo Monetario Internacional en septiembre de 2021 ayudaron a aumentar las reservas internacionales brutas en 2021 en US\$ 800 millones, hasta alcanzar aproximadamente US\$ 3,500 millones para fines de octubre de 2021. En el 2022 el crecimiento fue de 2.8%, esta vez impulsado por la demanda interna. Desde marzo de 2022, la reducción de la delincuencia y los mayores ingresos por remesas y turismo contribuyeron a la robusta dinámica de la actividad y la inversión³¹.
2. Sin embargo, en el ámbito financiero y fiscal, la situación sigue siendo frágil. Debido a la respuesta gubernamental ante la pandemia, la deuda pública (incluidas las pensiones) aumentó en cerca de 14 puntos porcentuales del PIB, lo cual hizo que la deuda total se incrementará hasta un 85% del PIB para finales de 2021. El aumento en las necesidades brutas de financiamiento, y la incertidumbre en la dirección de políticas desde mayo de 2021, elevó los *spreads* soberanos a 1,200 puntos básicos, lo cual acrecentó los costos de endeudamiento considerablemente (más del 14% para los bonos a diez años). En el año 2022 la situación se complicó más debido a que la inflación anual promedio alcanzó un 7.2%, la tasa más alta desde la época de la guerra civil. El FMI estima que en 2022 el déficit de cuenta corriente creció un 8% del PIB, debido al debilitamiento de los términos de intercambio y al crecimiento del volumen de las importaciones. Aunque el déficit fiscal se redujo a alrededor de 2.5 por ciento del PIB, las reservas internacionales cayeron cerca de 2 meses de importaciones y el saldo de deuda interna de corto plazo se ubica en 8¾ por ciento del PIB. Con el pago de un eurobono en enero de 2023, los diferenciales del EMBI han seguido bajando, pero el Ministerio de Hacienda sigue careciendo de acceso a los mercados internacionales de capitales³².
3. En febrero de 2022, Fitch rebajó la calificación del país de B- a CCC, con riesgo de incumplimiento; y en mayo, Moody's rebajó la calificación de El Salvador a Caa3. Se autorizó una recompra voluntaria de bonos con vencimiento en 2022 y 2023 para que el BCR transfiriera 275 millones en Derechos Especiales de Giro equivalentes a \$360 millones al Ministerio de Hacienda, y suscribiera un préstamo por \$200 millones con el Banco Centroamericano para Integración Económica (BCIE) generando un efecto positivo en los mercados financieros y reduciendo los temores de incumplimiento en el corto plazo. Las perspectivas a medio y largo plazo siguen siendo negativas.
4. En su última evaluación de febrero de 2023, el FMI, bajo un escenario base, se proyecta que el crecimiento se modere y que los desequilibrios macroeconómicos se mantengan³³. Se prevé que el PIB real crezca un 2.4 por ciento en 2023, por arriba de su promedio histórico, impulsado por el consumo privado, la inversión pública y el turismo, con una inflación anual promedio moderándose hasta el 4.1 por ciento,

³⁰ Ver: <https://www.imf.org/es/News/Articles/2021/11/22/mcs-el-salvador-staff-concluding-statement-of-the-2021-article-iv-mission>.

³¹ [El Salvador: Declaración del personal técnico al término de la misión del Artículo IV correspondiente a 2023 \(imf.org\)](#).

³² Ibid.

³³ Ibid.

debido al descenso de los precios mundiales de las materias primas. Por otra parte, se espera que la mejora de los términos de intercambio contribuya a reducir el déficit de cuenta corriente este año, aunque seguirá siendo elevado (5.4 por ciento del PIB), y la política fiscal será expansiva. En un escenario base sin acceso al mercado, se prevé un aumento de la deuda pública de corto plazo, impidiendo el restablecimiento de colchones de reservas adecuados. De acuerdo al FMI, " En este contexto, los riesgos para las perspectivas son elevados y se inclinan hacia la baja, ya que en el frente externo, una desaceleración marcada en Estados Unidos podría perjudicar las exportaciones y las remesas, especialmente si se ralentiza el mercado laboral estadounidense. Una caída de los flujos de capital privados netos podría forzar a una mayor corrección de la cuenta corriente, con implicaciones negativas para el crecimiento. En el plano interno, las desviaciones sobre las políticas públicas podrían debilitar la confianza de los inversores y choques de liquidez podrían frenar el crédito al sector privado y el crecimiento. El FMI además no descarta choques debidos al cambio climático y a otras catástrofes naturales. En el plano al alza, la mejora de la situación de seguridad podría dar un impulso mayor de lo previsto a la inversión privada y al crecimiento, reducir la emigración y fomentar el retorno de migrantes.

5. En el plano fiscal, tanto el FMI como el Banco Mundial han recomendado implementar un paquete de consolidación fiscal basado en medidas de alta calidad que ascienda aproximadamente a 4% del PIB durante los próximos tres años. Este esfuerzo restablecería la sostenibilidad fiscal, situando la deuda pública en una trayectoria descendente, hasta alcanzar aproximadamente el 80% del PIB en 2026. Las medidas deberían distribuirse entre los ingresos y gastos, haciendo énfasis en medidas permanentes de rápido rendimiento, como aumento en impuestos sobre bienes y servicios, focalización de subsidios y alineamiento de salarios públicos con comparables del sector privado. Es fundamental que el paquete de medidas apoye a la población más vulnerable y minimice los posibles efectos distributivos adversos. De acuerdo a la última evaluación del FMI "El desarrollo de un plan fiscal y de financiamiento completo y ambicioso, destinado a reconducir la deuda a una senda sostenible y a facilitar el acceso al mercado internacional de capitales, es la máxima prioridad"³⁴ debido a que si bien la deuda pública descendió hasta el 77% del PIB en 2022, sigue siendo elevada y se encuentra en una senda insostenible, por lo que recomienda una consolidación fiscal inclusiva y favorable al crecimiento, respaldada por medidas estructuralmente sólidas que asciendan a alrededor de 3½ por ciento del PIB en los próximos tres años, que impulse la confianza del mercado y proteja el gasto prioritario en lo social y en infraestructuras. De acuerdo al FMI, la consolidación debería complementarse con un plan de financiación completo que gradualmente restablezca los colchones de reserva, evite la dependencia excesiva en la deuda interna de corto plazo y vuelva a los mercados de capitales internacionales a costos menores en el mediano plazo.
6. Con base a las conversaciones durante la misión del COSOP, así como los análisis del Banco Mundial, BID y el FMI, se concluye que la macroeconomía de El Salvador si bien presenta fragilidades, es resiliente a shocks externos, aunque plantea riesgos altos especialmente desde el ámbito político y monetario. Se considera que las condiciones de contratación de préstamos no tendrá variaciones y existe una muy buena disponibilidad de la cooperación bilateral y multilateral para colocar cofinanciación en el país. Para el Gobierno de El Salvador es muy atractiva la financiación internacional, dado el incremento sostenido del precio de su deuda interna.

³⁴ Ibid.

Cuadro 1
Proyecciones de las principales variables macroeconómicas y demográficas^a

<i>Hipótesis</i>	<i>Básica</i>	<i>Alta</i>	<i>Baja</i>
Tasa media de crecimiento del PIB (2021 - 2023) ^a	4.27	5.33	3.2
PIB per cápita método Atlas (US\$ actuales 2020) ^b	3,798.6	ND	ND
Deuda pública (% del PIB) (2021 - 2023) ^c	97.9	88.1	107.69
Coeficiente del servicio de la deuda (2020) ^d	4.4	ND	ND
Tasa de inflación (%) (2020) ^e	-0.4	ND	ND
Población rural ^f	2,136,406 (2010) 1,722,476 (2020)		
Clima de inversión para las empresas rurales ^g	En El Salvador la actividad económica medida por el Índice de Volumen de Actividad Económica (IVAE, serie desestacionalizada) registró una variación de 10.46% en agosto de 2021 al compararlo con el mismo mes del año anterior (variación interanual). Este resultado es superior al - 0.09% registrado doce meses atrás.		

Fuentes:

^a Economist Intelligence Unit (EIU), con proyecciones hasta 2023, ver <https://country.eiu.com/article.aspx?articleid=1061493289&Country=El+Salvador&topic=Economy&subtopic=Charts+and+tables&subsubtopic=Annual+data+and+forecast>

^b Data World Bank, ver <https://data.worldbank.org/indicator/NY.GDP.PCAP.CD?locations=SV>

^c Economist Intelligence Unit (EIU), con proyecciones hasta 2023, ver <https://country.eiu.com/article.aspx?articleid=1061493289&Country=El+Salvador&topic=Economy&subtopic=Charts+and+tables&subsubtopic=Annual+data+and+forecast>

^d Economist Intelligence Unit (EIU), con proyecciones hasta 2023, ver <https://country.eiu.com/article.aspx?articleid=1061493289&Country=El+Salvador&topic=Economy&subtopic=Charts+and+tables&subsubtopic=Annual+data+and+forecast>

^e Data World Bank, ver <https://data.worldbank.org/indicator/NY.GDP.PCAP.CD?locations=SV>

^f Data World Bank, ver <https://datos.bancomundial.org/indicador/DT.TDS.DPPG.GN.ZS?locations=GT>

^g SECMCA: <https://www.secmca.org/ivae-de-el-salvador-14/>

SECAP background study

Introducción

1. El objetivo del presente estudio es efectuar un análisis de los riesgos y oportunidades sobre los aspectos sociales, ambientales y climáticos que inciden en el sector rural de El Salvador, de tal manera que permitan establecer orientaciones estratégicas para ser abordadas en el diseño del RB-COSOP del país.

2. El presente apéndice contiene: (i) una síntesis de los desafíos sociales, ambientales y climáticos identificados como prioridades de transversales para el FIDA; (ii) un análisis de las capacidades institucionales; y (iii) las principales recomendaciones para dar solución a las dificultades relacionadas con los grupos vulnerables (que incluyen a las mujeres, los jóvenes, los pueblos indígenas, las personas con discapacidad y las que sufren sub-alimentación) ante el cambio climático, la degradación de los recursos naturales y otros desafíos de carácter ambiental.

Parte 1: Análisis de la situación y principales desafíos

1.1 Contexto social, tendencias y repercusiones

3. **Pobreza.** Según la Encuesta de Hogares de Propósitos Múltiples de 2019, la población total del país en 2019 corresponde a 6, 704, 864 personas, de los cuales 4, 134, 360 (61.7%) vive en el área Urbana, y 2, 570, 504 (38.3%) lo hacen en el área rural. De esta población cerca del 28.1% de hogares aún viven en situación pobreza multidimensional (Sabina, 2020), lo equivalente a 543,875 hogares en los que residen 2,146,595 personas. Esto se refuerza si se contempla el hecho de que la encuesta también muestra que el 22.8% de los hogares se encontraban en situación de pobreza monetaria, de los cuales, 4.5% en pobreza extrema y 18.3% en pobreza relativa.

4. Estos datos muestran una mejora frente a las mismas mediciones del 2018, en donde el 26.3% de los hogares vivían en condiciones de pobreza (5.7% en pobreza extrema y 20.6% en pobreza relativa) (DIGESTYC, 2018). Sin embargo, es posible esperar un retroceso en este rubro, a raíz de las condiciones creadas por la pandemia del COVID19. Además, a pesar de este decrecimiento en del porcentaje de familias en situación de pobreza, el área rural sigue estando en situación de desventaja frente al área urbana, donde la pobreza es menor, pues para el 2019 se encontraron mediciones de un 24.8% (Rural) de y 21.7% (Urbana) de pobreza monetaria. Datos similares en términos de pobreza multidimensional, donde las mediciones reflejan un 17.5% para el área urbana y un 46.0% para el área rural.

5. **Género.** A pesar de ser un país con una alta presencia de mujeres, pues representan el 52.9% de la población total del (47.1% hombres), el bajo nivel en espacios de toma de decisión en el hogar, así como la persistente violencia siguen siendo algunas de las principales problemáticas a las que se enfrenta la sociedad salvadoreña. En el primer elemento las llamadas "Jefaturas de Hogar" tienen una sub-representación de las mujeres pues alcanza solamente un 32.7% en la zona rural (67.3% hombres) y un 39.7% en zona Urbana (60.3% hombres).

6. El segundo elemento se visualiza en datos relacionados a violencia contra las mujeres, donde según el "Informe Anual de Hechos de Violencia Contra las Mujeres 2019" se reportó un aumento de 5.2 %, pasando de 20,732 casos reportados en el 2018 a 21,809 hechos en 2019 (MJSP, 2020). De igual manera la violencia sexual, muestra un aumento de 4 % al comparar el año 2018 (de 6,142 con los 6,421 contabilizados en 2019). Sin embargo, el indicador referido a a muertes violentas ha registrado una disminución de 48%, pasando de 232 casos en 2018 a 113 en 2019.

7. Estos datos se refuerzan con el "Informe Semestral de Hechos de Violencia Contra las Mujeres enero - junio de 2020", donde se hace acopio de un registro de 9,176 hechos de violencia contra las mujeres, 2,320 de ellos corresponden a violencia sexual. En cuanto la violencia feminicida, se contabilizaron 97 hechos, donde las mujeres en las edades de entre 25 a 29 años representan el grupo más afectado con una mayoría de casos (61 %), donde los victimarios son hombres. Es necesario resaltar que, debido a la pandemia, el confinamiento y por el limitado acceso de las mujeres a los servicios públicos de atención, es posible que los datos sean más altos, pero no puedan registrarse.

8. **Juventud.** Según la EHPM (2019), en términos demográficos el 51.4% de la población se encuentra en edad menor a los 30 años, lo cual representa un potencial en términos de productividad y desarrollo, si se aprovecha el denominado "bono demográfico". Específicamente en el rango de 15 a 29 años, se encuentran cerca de 1,852,981 (27.64%) con un 51,9% de Mujeres Jóvenes frente a un 48.1% de Hombres Jóvenes.

9. Sin embargo, a pesar de ser una de las poblaciones más numerosas, las condiciones de inserción económica están siendo enormemente complicadas para la juventud salvadoreña donde cerca de 497,699 jóvenes de 15 a 29 años no estudian, ni trabajan, (NINIs), que representan el 26.9% de la población en ese rango de edad. Siendo aún más numeroso este fenómeno en la zona rural, con un porcentaje del 31.9%, alcanzando aun mayormente a las mujeres con un 39.7%, mientras que para la población masculina es del 13.0%, registrando una brecha de 26.7 puntos porcentuales. Cabe mencionar que además este fenómeno afecta principalmente a jóvenes pertenecientes a los hogares con ingresos más bajos (quintil de menor ingreso), con un 48.4% en contraposición al quintil con mayor ingreso donde la incidencia es de 14.9%.

10. En términos laborales lo jóvenes rurales tienen mayores problemas que sus pares urbanos en términos de (i) inserción laboral, con una edad más temprana con un promedio de 14.0 versus 16.7 años (casi tres años antes). Además, con una mayor (ii) precarización con un 49.7 % (versus 41.3 % urbano) de subempleo. Estas brechas también se sostienen en el ámbito del (iii) desempeño educativo donde la juventud urbana supera con un poco más de dos años de escolaridad a las personas jóvenes rurales (10.5 versus 8.2 años). Los datos anteriores redundan en la llamada brecha urbano-rural, donde el valor del IDH35 de la población joven rural fue un 5.5 % inferior al de la juventud urbana (PNUD, 2018). Finalmente es necesario mencionar la presencia continua de la violencia para la población joven, con una tasa de homicidios 53.4 % mayor que la de la población adulta en el periodo 2007-2017. Además, se estima que el 27.2 % de los casos de personas víctimas de homicidio en 2017 se trató de jóvenes con edades entre los 18 y 24 años, destacando una prevalencia mayor entre los hombres en 9 de cada 10 casos (PNC, 2018), sin mencionar la violencia simbólica y estructural de las que también son víctimas.

11. Según el Ministerio de Relaciones Exteriores de El Salvador, la violencia transformada en delincuencia, la falta de oportunidades para continuar los estudios, la escasez de empleo y principalmente la falta de oportunidades para una vida digna, son algunos factores que condicionan la migración de los jóvenes salvadoreños.

12. **Pueblos indígenas.** Según los datos del FILAC, en El Salvador hay tres grandes Pueblos Indígenas: Nahua pipil, Lenca y Cacaopera, con cerca de 13.310 personas, de las cuales 6.721 viven en zona Rural. De este total 6.909 son mujeres (Urbano: 3.494/Rural: 3.415) y 6.401son hombres (Urbano: 3.095/Rural: 3.306).

13. Dichas comunidades han dado una lucha fuerte por su reconocimiento a nivel constitucional, por el pleno ejercicio de sus derechos humanos fundamentales y por sus derechos culturales. Tardíamente el 12 de junio de 2014 es que se ratifica la reforma

³⁵ Índice de Desarrollo Humano.

constitucional que reconoce a los pueblos indígenas como tal, incluyendo la "adopción de políticas a fin de mantener y desarrollar su identidad étnica" (art. 63). Sin embargo, la ausencia de datos actualizados y claros sobre sus condiciones, da una pista sobre el hecho de que queda aún mucho por avanzar en materia de su acceso a derechos. Esto se refuerza con los pocos datos encontrados que exponen los niveles de pobreza generalizada en la población Indígena donde 38.3 % calificó en extrema pobreza, el 61.1 % calificó en la línea de pobreza, y solo el 0.6 % calificó con cobertura de sus condiciones básicas de vida.

14. **Seguridad alimentaria y nutrición.** Según el CIF³⁶ de Inseguridad Alimentaria Aguda de El Salvador, entre noviembre 2020 y agosto 2021, el 10% de la población se encontraba en condiciones de crisis o emergencia de inseguridad alimentaria aguda, siendo la población más afectada aquella que depende de actividades agrícolas y ganaderas, y el sector informal (pequeños comerciantes). Dicho análisis realiza además dos proyecciones para analizar el posible panorama relacionado al contexto COVID19 y determina que, para el período marzo-mayo de 2021, este porcentaje aumentaría al 15% (985 mil personas), mientras que en el período junio-agosto de 2021 esta cifra alcanzaría el 16% (1.04 millones de personas).

15. Estas condiciones están relacionadas a las (i) restricciones a la movilidad y límites en los aforos decretados por el gobierno para controlar la expansión de la pandemia, que limitaron el acceso a mercados, lugares de trabajo, y servicios básicos. Actualmente las medidas de confinamiento han sido liberadas facilitando la movilidad de las personas; sin embargo, el transporte para acceder a mercados, lugares de trabajo y servicios básicos siguen limitados. La economía local aún no se recupera. Los pasos fronterizos continúan con limitaciones para la movilización de trabajadores y comerciantes de la región.

16. Un segundo elemento desencadenante, son los elementos climáticos, y a eventos adversos devenidos en desastres. Por ejemplo, las tormentas tropicales Amanda y Cristóbal y los Huracanes ETA e IOTA causaron pérdidas de granos básicos, principalmente frijol, hortalizas y café. También se redujo la oferta de trabajo agrícola jornalero. Los efectos han sido inmediatos en la generación de ingresos por venta de cosecha, y la disponibilidad y acceso a los alimentos. El tercer elemento correlacionado a la inseguridad alimentaria ha sido la pérdida de ingresos, pues alrededor del 57% de los hogares han visto reducidas sus fuentes de ingresos, ya sea por estar relacionadas con el comercio informal, por cierres de fuentes de empleo, o por reducción de la oferta de trabajo agrícola jornalero. La reducción del ingreso limita el acceso a servicios básicos y alimentos e incrementa el uso de estrategias de afrontamiento que afectan a los medios de vida en los hogares.

17. **Trabajo infantil.** En El Salvador se reconoce el trabajo infantil como aquel "Trabajo realizado por un NNA³⁷ que tenga menos de la edad mínima de admisión al empleo". En el país la edad mínima es 14 años, y está normado en la Constitución de la República bajo el artículo 38 numeral 10°. Ahora bien, según el acuerdo ministerial 241, se determina y prohíbe como trabajo peligroso (para NNA de 14 a 17 años), aquel que, por su naturaleza o por las condiciones en que se realiza, pone en peligro su bienestar físico, mental o moral.

18. Según los datos de la EHPM, para el año 2019, el número de niños, niñas y adolescentes, con edades entre 5 a 17 años, que se encuentran en situación de trabajo infantil es de 93,283 equivalente a una tasa de incidencia de 6.5%. Dicha población es, en esencia, mayoritariamente de hombres (72.3%), el 71,8/% tiene una edad entre los 14 y 17 años, y del total, cerca del 60,3% reside en el área rural. Importante recalcar que, según la encuesta de Hogares, 4 de cada 10 niños, niñas y adolescentes en trabajo infantil no asisten a la escuela.

³⁶ Análisis de la Clasificación Integrada de la Seguridad Alimentaria en Fases.

³⁷ Niñez y adolescencia.

Principales problemas sociales

19. Otros elementos y problemáticas que deben ser tomadas en cuenta, y que son mencionadas en la Encuesta de Hogares para la realización del cálculo de pobreza multidimensional son la Inasistencia escolar que alcanza un 10.2%, el Rezago educativo con 1.7 %, el Hacinamiento en la vivienda 40.5%, el Subempleo e inestabilidad del trabajo 61.3%, el nivel de desempleo con un Desempleo 14.2%, el alto porcentaje relacionado a la Falta de acceso a seguridad social con un 69.1%, la Falta de acceso a servicios de salud 9.9%, la Falta de acceso a agua potable 19.6 %, la Falta de acceso a saneamiento 41.5%, la Falta de espacios públicos de esparcimiento 38.6%, la Incidencia de crimen y delito con un 7.6%, las Restricciones debidas a la inseguridad 42.8%, y la Exposición a daños y riesgos ambientales 5.2%.

1.2 Contexto ambiental-climático, tendencias y repercusiones

20. La República de El Salvador se localiza en la región de Centroamérica con una extensión territorial de 2,104,000 hectáreas (ha) y se divide administrativamente en 14 departamentos agrupados geográficamente en tres zonas: Oriental (Usulután, San Miguel, Morazán y La Unión), Central (La Libertad, Chalatenango, Cuscatlán, San Salvador, La Paz, Cabañas y San Vicente) y Occidental (Ahuachapán, Santa Ana y Sonsonate) y en estos se distribuyen un total de 262 municipios (Ministerio de Asuntos Exteriores de España, 2021).

21. En el país se diferencian tres regiones comprendidas entre los 0 y 2,700 msnm: (i) Planicie Costera, a lo largo del litoral del Pacífico, con un ancho máximo de 32 km (15% del territorio); (ii) Meseta Central conformado por cerros, valles y altiplanicies, con una elevación media de 600 msnm (25% del territorio); y (iii) Zona Montañosa, con serranías, valles estrechos y cañadas (60%). El país se encuentra en el "Cinturón de Fuego" del Pacífico, sujeto a frecuentes movimientos sísmicos de origen volcánico (Ministerio de Asuntos Exteriores de España, 2021).

22. Uno de los factores claves del país desde el punto de vista ambiental, climático, social y productivo es la zona conocida como "Corredor Seco" (Figura 1), el cual forma parte del corredor seco de Centroamérica (1,600 km de largo y de 100 a 400 km de ancho) caracterizado por ser una zona densamente poblada y a estado expuesta a una serie de sequías extremas cíclicas relacionadas por el fenómeno de El Niño, generando pérdidas en la producción de alimentos y disminuyendo la cantidad de agua para consumo humano y algunos casos productivo, generando de esta manera, una mayor vulnerabilidad de las personas, sobre todo aquellas que se encuentran en condiciones de pobreza y pobreza extrema, generando (FAO, 2016). Esta situación es la misma que presenta el Corredor Seco del El Salvador (MARN, 2018).

Figura 1.
Región del Corredor Seco de El Salvador
 (fuente: MARN, 2018)



23. La deforestación en el país es alta. De acuerdo al Global Forest Watch (2021), para el periodo 2001-2020, El Salvador perdió 139,000 ha de bosques primarios húmedos, disminuyendo en un 2.7% la cobertura nacional (Figura 2). En relación a bosques secundarios para ese mismo periodo, se estimó en 78,800 ha (Global Forest Watch, 2021). De acuerdo a los datos del Inventario Nacional de Bosques del año 2018 (MARN, 2018)³⁸, "los bosques latifoliados, la densidad promedio de los árboles mayores o iguales a 10 cm de DAP es de 556 árboles/ha, el DAP promedio es de 19.6 cm y la altura total promedio de la masa forestal es de 11.3 m, con una biomasa de 107.40 t/ha y el stock promedio de CO₂ es de 185.06 t/ha. Los componentes del carbono por orden de importancia es el suelo con 642.43 t/ha; arbóreo por 200.03 t/ha; raíces con 40.81 t/ha y madera muerta con 20.44 t/ha. El componente de hojarasca es de 7.04 t/ha y herbáceas de 0.5 t/ha".

24. Para el bosque de coníferas, "la densidad promedio de los árboles mayores o iguales a 10 cm de DAP es de 354 árboles/ha, el DAP promedio es de 25.0 cm y la altura total promedio de la masa forestal es de 14.2 m, el área basal promedio es de 20.46 m²/ha, el volumen promedio es de 183.18 m³/ha, la biomasa es de 98.12 t/ha y el stock promedio de CO₂ es de 182.48 t/ha. Para este tipo de bosque, los componentes del carbono por orden de importancia son el componente suelo con 452.00 t/ha, el componente arbóreo con 189.97 t/ha, seguido del componente raíces con 37.41 t/ha y finalmente el componente madera muerta con 13.60 t/ha. La hojarasca aporta una cantidad de CO₂ de 6.68 t/ha y las herbáceas 0.17 t/ha de CO₂".

25. Para el estrato del cafetal bajo sombra, "la densidad promedio de los árboles mayores o iguales a 10 cm de DAP es de 257 árboles/ha, el DAP promedio es de 23.0 cm y la altura total promedio de la masa forestal es de 12.0 m, el área basal promedio es de 13.82 m²/ha, el volumen promedio es de 128.41 m³/ha, la biomasa es de 76.33 t/ha y el stock promedio de CO₂ es de 131.67 t/ha. Para este tipo de bosque, los componentes del carbono por orden de importancia son el componente suelo con 418.38 t/ha, el componente arbóreo con 134.64 t/ha, seguido del componente raíces con 27.85 t/ha y

³⁸ MARN, 2018. Inventario nacional de bosques de El Salvador 2018. Ministerio de Medio Ambiente y Recursos Naturales (MARN). Reporte elaborado por: Amurrio García, Constan; coordinador del Inventario Nacional de Bosque, VIELCA Ingenieros S.A. 426 p.

finalmente el componente madera muerta con 18.79 t/ha. El componente de hojarasca añade 13.23 t/ha y las herbáceas 0.77 t/ha de CO₂.

26. Para el estrato del bosque salado/ mangle, "la densidad promedio de los árboles mayores o iguales a 10 cm de DAP es de 296 árboles/ha, el DAP promedio es de 18.9 cm y la altura total promedio de la masa forestal es de 12.6 m, el área basal promedio es de 9.52 m²/ha, el volumen promedio es de 80.35 m³/ha, la biomasa es de 67.80 t/ha y el stock promedio de CO₂ es de 116.84 t/ha. Para este tipo de bosque, los componentes del carbono por orden de importancia son el componente suelo, cuyo contenido en CO₂ es en promedio el mayor para todos los estratos y todos los componentes, con 1,513.86 t/ha, el componente arbóreo con 145.82 t/ha, seguido del componente raíces con 85.76 t/ha y finalmente el componente madera muerta con 28.25 t/ha. No hay CO₂ asociado a los componentes de herbáceas y hojarasca".

Figura 2.

Mapa de deforestación de El Salvador para el periodo 2001-2020
(fuente: *Global Forest Watch*, 2021)



27. De acuerdo al último reporte del Índice de Riesgo Climático 2021 elaborado por (Eckstein, Künsel y Schäfer, 2021) y publicado por Germanwarch e.V., para el periodo 2000-2019 ubica a El Salvador en su clasificación mundial como el país número 23 más afectado por daños y pérdidas relacionados a eventos climáticos extremos.

28. Para el periodo 2010-2015 se presentó una sequía meteorológica extrema, generando pérdidas en la agricultura por más de USD\$ 75 millones y reduciendo la disponibilidad de agua tanto para consumo humano como el desarrollo de las principales actividades productivas del país (MARN, 2018a). Respecto a las emisiones de gases de efecto invernadero (GEI) emitidas por el país, el sector de agricultura, silvicultura y otros usos de la tierra aportaron el 57.8% del total de las emisiones generadas (11.793 millones de toneladas de dióxido de carbono equivalente -MtCO₂e).

29. Los escenarios climáticos modelados bajo RCP2.6 y RCP8.5 en las variables de temperatura y precipitación proyectados para el periodo 2020-2050, indican que se puede presentar incrementos en la temperatura entre los 0.7°C y 2.0°C de una forma muy similar en todos los escenarios (figuras 3 y 4). En relación a la precipitación, presenta una tendencia hacia la reducción en todo el territorio nacional entre el 10% al 20% para los dos periodos indicados (MARN, 2018c).

Figura 3.
Cambios proyectados en la temperatura media anual (°C) para el periodo 2020-2050 y 2071-2100 bajo los escenarios optimista (RCP 2.6) y pesimista (RCP 8.5)

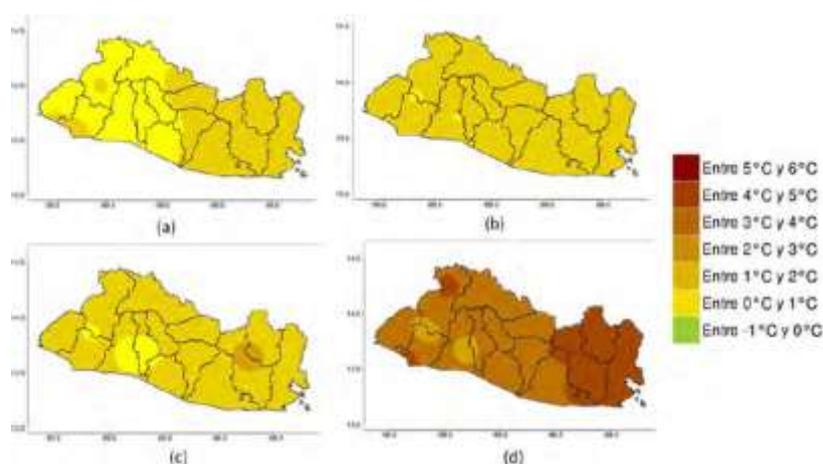
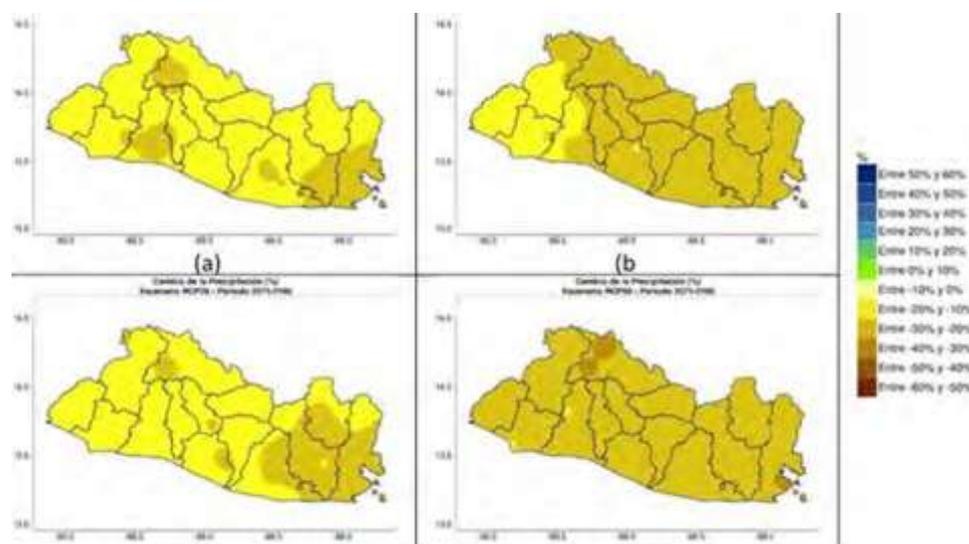


Figura 4.
Cambios proyectados en la precipitación media anual (mm) para el periodo 2020-2050 bajo los escenarios optimista (RCP 2.6) y pesimista (RCP 8.5)



30. **Estado actual de los recursos naturales.** El país cuenta con seis ecorregiones: bosques de pino-roble, bosques montanos, bosques secos, bosques húmedos, manglar del golfo y manglar de la costa pacífica del norte (MARN, 2018). Los bosques del país tienen una extensión de 817,000 ha que equivalen al 38% de la superficie total del país y el sector forestal aporta el 1.5% del PIB, generando 12,000 empleos directos (Banco Mundial, 2021).

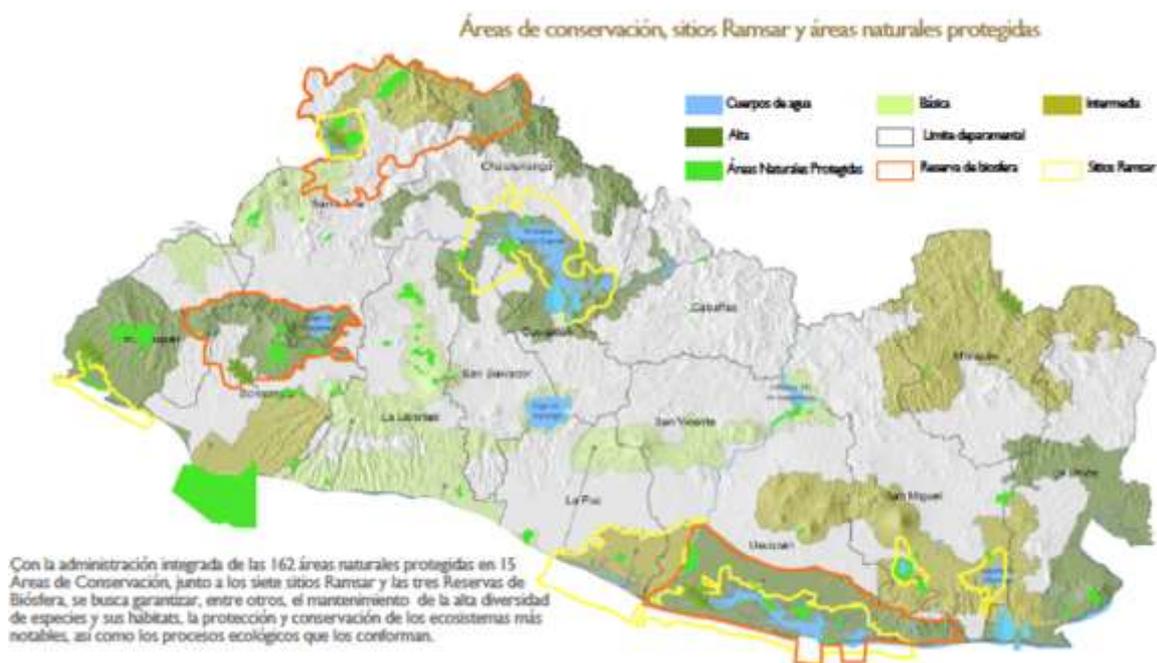
31. Una de las principales características de los bosques del país (sobre todo donde existe áreas cubiertas por bosques de pinos), es la presencia de cultivos de café, una actividad económica preponderante, donde se estima que hay 17,979 ha de este tipo de cultivos bajo sombra -8.3% del territorio nacional- (MARN, 2018).

32. El país administra 162 áreas protegidas en 15 áreas de conservación, siete sitios Ramsar y tres Reservas de la Biósfera (MARN, 2018) con la finalidad de mantener la alta

diversidad de especies y sus hábitat, protección y conservación de los ecosistemas, así como los procesos ecológicos que ocurren (Figura 5).

Figura 5.

Áreas naturales protegidas marinas y terrestres en El Salvador
(fuente: MARN, 2018)



33. Principales amenazas ambientales y climáticas. Las principales presiones ambientales del país (UNDP, 2010), se concentra en procesos de degradación ambiental impulsados por factores a) antropogénicos, b) naturales y c) cambio climático, los cuales se describen a continuación:

- i. Las amenazas de origen antropogénico es la expansión de la frontera agrícola y la urbanización por el desarrollo de actividades de agricultura y ganadería (ya sea para el auto-consumo como fines de comercialización) y la ampliación de la fronteras urbanas, provocando la degradación de los recursos forestales (incluye la deforestación), donde aproximadamente el 2.6% de la superficie de los bosques (21,700 ha) se pierden cada año (Banco Mundial, 2021). Otras de las causas que contribuyen a la degradación en los bosques es el consumo de leña, carbón vegetal, la tala ilegal y los incendios forestales, generando que la superficie forestal del país esté altamente fragmentada, ocasionando además que el 25% del territorio nacional están erosionados a causa de la pérdida de los bosques.
- ii. Las amenazas de origen natural del tipo geológico para el país son los sismos, erupciones volcánicas y deslizamientos, provocados por la propia condición geológica del país al estar ubicado dentro del "Cinturón del Fuego", con constantes movimientos telúricos de origen volcánico. Y las amenazas naturales de origen hidrometeorológicos son las inundaciones. Se estima que el 88.7% del territorio nacional se considera zona de riesgos por estas amenazas.
- iii. Las amenazas de origen climático del país obedece a su ubicación geo-climática en el cinturón tropical de la tierra, dentro de la zona de convergencia Inter-tropical (ZCIT), por la cual es recurrentemente afectada por sequías, huracanes

y otros evento hidrometeorológicos provocados por el fenómeno océano-atmosférico El Niño Oscilación Sur (ENOS) (MARN, 2018).

34. En el último informe de evaluación del Panel Intergubernamental de Cambio Climático en el 2021 (AR6), concluye para América Central que los impactos observados del cambio climático son altos o muy altos en los ecosistemas (terrestre, agua dulce y océanos) a nivel de estructura y en las áreas de distribución de las especies. En los sistemas humanos, aumentó los impactos adversos (nivel medio) en: la agricultura, pesca, acuicultura. Para el sistema de salud y bienestar de las personas, los impactos adversos son medios, al aumentar enfermedades infecciosas, malnutrición y desplazamientos. Y a nivel de áreas urbanas e infraestructura, los impactos adversos de nivel medio observados son inundaciones y los daños asociados a estos, a la infraestructura y daños a sectores económicos clave.

35. De acuerdo a los escenarios climáticos proyectados en el corto y mediano plazo (2020-2030 y 2031-2050), los impactos potenciales que se pueden presentar son: inundaciones, deslizamientos por eventos de precipitación extrema, déficit hídrico, cambios en las zonas aptas para los cultivos, disminución en la producción de alimentos, mayor difusión de enfermedades por vectores y el aumento en la demanda de agua y energía (MARN, 2018c).

Parte 2: Instituciones y marco jurídico

2.1 Instituciones

2.1.1 Instituciones estratégicas del sector social

36. Según la dinámica estatal, y la distribución de tuiciones y poderes interna, las instituciones relacionadas a temas sociales más importantes son:

- a. **Ministerio de Economía.** Tiene como misión marcar la ruta hacia el crecimiento de una economía próspera, dinámica, moderna, solidaria e inclusiva que mejore la calidad de vida de la población. Algunas atribuciones alcanzan temas como “Dirigir la política nacional a fin de realizar la integración económica y social de Centroamérica”, lo que le obliga a evaluar las condiciones de la población y generar las acciones relacionadas a su inclusión y mejora económica y social.
- b. **Comisión Nacional de la Micro y Pequeña Empresa.** Tiene por objeto promover la creación de una cultura empresarial de innovación, calidad y productividad, que contribuya al avance en los procesos de producción, mercadeo, distribución y servicio al cliente de las MYPE en el marco de las estrategias de desarrollo inclusivo, equitativo y sostenido del país.
- c. **Instituto salvadoreño para el desarrollo de la mujer (ISDEMU)** Creado a iniciativa del Órgano Ejecutivo por Decreto Legislativo No. 644, de fecha 29 de febrero de 1996, es la institución responsable de formular, dirigir, ejecutar y vigilar el cumplimiento de Política Nacional de la Mujer; promover el desarrollo integral de la mujer a través del cumplimiento de las disposiciones legales y además promover anteproyectos Ley y Reformas a las mismas que mejoren la situación legal de la mujer, sobre todo en la legislación laboral. Así como también, tiene el compromiso de propiciar la efectiva participación de las Organizaciones de Mujeres, de la comunidad y demás entidades de la sociedad civil.
- d. **Instituto Nacional de la Juventud (INJUVE).** Surge con la entrada en vigencia de la Ley General de Juventud, el 14 de febrero de 2012. Su razón de ser es la juventud misma, bajo la premisa de que el Estado tiene la obligación de reconocer los derechos y deberes de la población joven, así como promover y garantizar

mejores oportunidades con el fin de lograr su inclusión con equidad en el desarrollo del país. Es un actor clave en la generación y difusión de información y conocimiento, en la formación de recursos humanos, en el diseño y la evaluación rigurosa de planes y programas, y en el desarrollo de acciones de incidencia para realzar las políticas de juventud en el marco de la agenda pública.

- e. Ministerio de Cultura.** Institución cuya misión es asegurar el derecho a la cultura y al fortalecimiento de las identidades salvadoreñas, ejecutando la rectoría de la protección, conservación, difusión del patrimonio cultural y las expresiones artísticas, además de que garantiza el derecho a la cultura como factor de identidad y cambio social. Parte de su tuición es la de ejercer la rectoría de los procesos relacionados con el desarrollo socio cultural de los pueblos Indígenas (artículo 45 letra C número 17 del Reglamento Interno del Órgano Ejecutivo), apoyando y participando de la Mesa de Mujeres Líderesas campesinas e Indígenas, de la Unidad de Género del Instituto Salvadoreño de Transformación Agraria, y de la Mesa Permanente de Derechos de los Pueblos Indígenas en la Procuraduría para la Defensa de los Derechos Humanos.
- f. Consejo Nacional de Seguridad Alimentaria y Nutricional (CONASAN).** Creado el 16 de octubre de 2009 con el objetivo de iniciar un proceso de consolidación e institucionalización del tema en el país, con un enfoque intersectorial y en el marco del derecho a la alimentación. Es el ente rector de la seguridad alimentaria y nutricional en El Salvador. Se encarga de coordinar los esfuerzos institucionales existentes a nivel nacional. Su rol no es el de ejecutar, sino el de articular las intervenciones en SAN. Es una instancia de definición de la política y el plan estratégico nacional de la SAN, que promueve la inter-sectorialidad y la inter-institucionalidad.

Lo forman cuatro instituciones del Estado: Ministerio de Salud (MINSAL), Secretaría Técnica de Planificación de la Presidencia (STPP), Ministerio de Agricultura y Ganadería (MAG) y Secretaría de Inclusión Social (SIS), y la presidencia la ejerce el MINSAL.

- g. Ministerio de Trabajo y Previsión Social.** Se crea el 14 de octubre de 1946, por Decreto Legislativo número 134, por la necesidad de contar con una Institución encargada de velar por la armonía en las relaciones obrero-patronales; basada en el derecho y en la conciencia de ambos sectores sobre su rol en la producción y productividad del país.

Es la Institución rectora en la implementación de políticas públicas que fomentan el empleo decente, promueve el diálogo social, la defensa de los derechos laborales y la seguridad social, incluyendo elementos relacionados a la regulación y legislación relacionada al trabajo y explotación infantil

2.1.2 Instituciones estratégicas del sector ambiental y climático

37. De acuerdo a la Constitución de la República de El Salvador, las instituciones más relevantes del país que tienen una incidencia directa con la gestión del medio ambiente, los recursos naturales y cambio climático y que pueden ser socios claves del FIDA para cumplir con los objetivos del COSOP son:

- h. Ministerio de Medio Ambiente y Recursos Naturales (MARN).** El MARN es la institución gubernamental encargada de ejecutar la política pública para la protección, conservación y recuperación del medio ambiente; normar la gestión ambiental, pública y privada y asegurar la aplicación de los tratados o convenios internacionales celebrados por El Salvador. Su mandato está fundamentado por la Ley del Medio Ambiente, promulgada en mayo de 1998.

- i. Ministerio de Agricultura y Ganadería (MAG).** Institución creada en 1911 con la misión de “formular y ejecuta políticas que promueven el desarrollo sustentable agrícola, pecuario, forestal, pesquero y acuícola, la seguridad y soberanía alimentaria; con enfoque de adaptación al cambio climático, a través de planes, programas y proyectos, brindando servicios de calidad para los actores del sector, con transparencia, inclusión y equidad para el buen vivir de las familias salvadoreñas”. Como parte de su organigrama, cuenta con varias unidades, direcciones y centros de capacitación que tienen una incidencia directa en el componente ambiental: División de Cambio Climático; Unidad Ambiental Sectorial; Dirección General de Ordenamiento Forestal, Cuencas y Riego; Centro Nacional de Tecnología Agropecuaria “Enrique Álvarez Córdova” y la Escuela Nacional de Agricultura “Roberto Quiñonez”.
- j. Autoridad Salvadoreña del Agua (ASA).** Institución oficial autónoma de derecho público, creada desde el 12 de julio de 2022, es una institución que vela por los derechos de los salvadoreños y cuidado, preservación y bienestar del recurso hídrico en el territorio. Su autonomía comprenderá lo técnico, administrativo, financiero y presupuestario, con personalidad jurídica y patrimonio propio; estará adscrita al Órgano Ejecutivo a través del Ministerio de Medio Ambiente y Recursos Naturales.

2.1.3 Puntos focales para convenios y tratados internacionales en cambio climático

38. El Ministerio de Ambiente y Recursos Naturales es el punto focal ante el Global Environment Facility (GEF), es el Punto focal ante la Convención Marco de las Naciones Unidas sobre el Cambio Climático y ante el Fondo de Adaptación. También este Ministerio es la Autoridad Nacional Designada por El Salvador ante el Green Climate Fund (GCF), representados por el Ministro del MARN. También el MARN es el punto focal en la coordinación, elaboración y seguimiento a la implementación de la Contribución Prevista Nacionalmente Determinada (NDC, por sus siglas en inglés) del país.

2.2 Marcos reglamentarios y de políticas públicas

2.2.1 Políticas sociales y marcos regulatorios

39. Política Nacional de las Mujeres

- Decreto N°. 645 Ley de Igualdad, Equidad y Erradicación de la Discriminación contra las Mujeres LIE.
- Decreto N°. 644 Ley del Instituto Salvadoreño para el Desarrollo de la mujer.

Además, ha ratificado:

- Convención Interamericana para Prevenir, Sancionar y Erradicar la Violencia Contra la Mujer BELÉM DO PARÁ.
- Convención sobre la Eliminación de Todas las Formas de Discriminación Contra la Mujer CEDAW.

40. Ley de Fomento, Protección y Desarrollo para la Micro y Pequeña Empresa

Decreto Legislativo No.667, 25 de abril de 2014. Reformada, según DL No. 838, el 15 de noviembre de 2017, publicada DO No. 222 tomo 417, 28 de noviembre de 2017.

Art. 1. La Ley tiene por objeto fomentar la creación, protección, desarrollo y fortalecimiento de las micro y pequeñas empresas y contribuir a fortalecer la competitividad de las existentes, a fin de mejorar su capacidad generadora de empleos y de valor agregado a la producción; promover un mayor acceso de las mujeres al desarrollo empresarial en condiciones de equidad, constituyendo el marco general para la integración de las mismas a la economía formal del país, mediante la creación de un entorno favorable, equitativo, incluyente, sostenible y competitivo para el buen funcionamiento y crecimiento del sector empresarial.

Art. 6. (b)- Promover y facilitar la consolidación de tejidos empresariales y productivos a través de la articulación entre sectores, a nivel municipal, departamental, nacional e internacional y de las relaciones entre unidades productivas, distributivas y líneas de actividad, con ventajas distintas para la generación de empleo y desarrollo socio económico.

41. **Ley General de Recursos Hídricos**

- Decreto Legislativo No.253, publicada en el DO No. 222 tomo 434, número 8 del 12 de enero del 2022.
- El objeto de la Ley es regular la gestión integral de los recursos hídricos, su sostenibilidad, garantizar el derecho humano a la misma, garantizar la seguridad jurídica para una mejor calidad de vida de todos los habitantes del país y el promover el desarrollo económico y social a través de la utilización sostenible de los recursos hídricos.

42. **Ley de Cultura Decreto N° 442**

- Art. 11. El Estado garantizará a los pueblos indígenas y a los grupos étnico lingüísticos, el derecho a conservar, enriquecer y difundir su cultura, identidad y su patrimonio cultural y a producir nuevos conocimientos a partir de sus sabidurías ancestrales y de los acervos contemporáneos.

Capítulo III, Pueblos Indígenas

- Art. 28. El Estado deberá adoptar políticas públicas orientadas al reconocimiento y visibilidad de los pueblos indígenas.
- Art. 30. El Estado garantizará a los pueblos indígenas su libertad, igualdad, dignidad y a vivir libres de toda discriminación basada en etnia, sexo, religión, costumbres, lengua o en cualquier otra condición.
- Art. 31. El Estado promoverá las condiciones que permitan a los pueblos indígenas un desarrollo económico y social sostenible compatible con sus características culturales.
- Art. 32. El Estado deberá establecer los medios para asegurar la participación de los pueblos indígenas en la adopción de decisiones sobre cuestiones que afecten sus derechos.
- Política Nacional de Pueblos Indígenas.

43. **Ley General de Juventud Decreto N° 910**

- Art.22. Creación del Instituto Nacional de la Juventud.
- Plan de Acción Nacional de Empleo Juvenil 2012-2024.

- Programa de Apoyo al Plan de Agricultura Familiar, Ministerio de Agricultura y Ganadería.

44. Normas para la organización y funcionamiento del consejo nacional de seguridad alimentaria y nutricional, Decreto ejecutivo No. 63, el 16 de octubre de 2009.

- Art. 1. Establéese la seguridad alimentaria y nutricional como una acción prioritaria del Gobierno, para el logro de cuyos objetivos quedan obligados todos los organismos pertenecientes y adscritos al Órgano Ejecutivo, en los términos que este Decreto disponga.
- Art. 2. La seguridad alimentaria y nutricional será abordada mediante una Política Nacional de Seguridad Alimentaria y Nutricional basada en un enfoque de derechos humanos, particularmente del derecho a la alimentación.
- Art. 3. Son niveles de obligación del derecho a la alimentación que deberán ser atendidas por el Estado, las siguientes:
 - a. Nivel de respeto, que consiste en la abstención que corresponde al Estado de afectar negativamente el goce o disfrute del derecho a la alimentación;
 - b. Nivel de garantía, que consiste en el conjunto de medidas de índole jurídica;
 - c. administrativa o de cualquier otra naturaleza que deben ser diseñadas e implementadas para evitar que organismos no estatales o sujetos privados afecten el goce o disfrute del derecho a la alimentación de otros grupos poblacionales;
 - d. Nivel de promoción y desarrollo, que consiste en el conjunto de medidas que utiliza el Estado para facilitar la realización autónoma del derecho a la alimentación de toda persona, grupo o colectividad;
 - e. Nivel de satisfacción directa, consistente en el conjunto de medidas que utiliza el Estado cuando, por alguna razón, las personas, grupos o colectividades no puedan satisfacer por sí mismos el umbral mínimo de derecho a la alimentación.
- Art. 4. La Política Nacional de Seguridad Alimentaria y Nutricional deberá contener los planes, programas y acciones que vuelvan operativos cada uno de los anteriores niveles de obligación.

45. Trabajo Infantil

- Constitución de la República sobre los Derechos Sociales Sección Segunda del Trabajo y la Seguridad Social.
 - o Art.38. El trabajo estará regulado por un Código que tendrá por objeto principal armonizar las relaciones entre patronos y trabajadores, estableciendo sus derechos y obligaciones. Estará fundamentado en principios generales que tiendan al mejoramiento de las condiciones de vida de los trabajadores, e incluirá especialmente los derechos siguientes:
 - a. Numeral 10º- Los menores de 14 años, y los que habiendo cumplido esa edad sigan sometidos a la enseñanza obligatoria en virtud de la ley, no podrán ser ocupados en ninguna clase de trabajo.

- Ley Crecer Juntos para la Protección Integral de la Primera Infancia, Niñez y Adolescencia, Título II sobre los Derechos de protección, capítulo I de la Integridad personal y libertad, Artículo 87, Edad mínima para el trabajo.
- El capítulo V del Código de Trabajo, del Trabajo de las Mujeres y de los Menores, sección primera, establece en su articulado lo siguiente:
 - o Art. 104. El trabajo de los menores de dieciocho años debe ser especialmente adecuado a su edad, estado físico y desarrollo.
 - o Art. 105. Se prohíbe el trabajo de los menores de dieciocho años en labores peligrosas o insalubres.
 - o Art. 106. Son labores peligrosas las que pueden ocasionar la muerte o dañar de modo inmediato y grave, la integridad física del trabajador. Estímase que el peligro que tales labores implican, pueda prevenir de la propia naturaleza de ellas, o de la clase de materiales que se empleen, se elaboren o se desprendan, o de la clase de residuos que dichos materiales dejaren, o del manejo de sustancias corrosivas, inflamables o explosivas, o del almacenamiento que en cualquier forma se haga de estas sustancias.
 - o Art. 107. El trabajo en bares, cantinas, salas de billar y otros establecimientos semejantes se consideran labor peligrosa para los menores de dieciocho años.
 - o Art.108. Son labores insalubres las que por las condiciones en que se realizan o por su propia naturaleza, pueden causar daño a la salud de los trabajadores; y aquellas en que el daño puede ser ocasionado por la clase de los materiales empleados, elaborados o desprendidos o por los residuos sólidos, líquidos o gaseosos.
 - o Jornada de trabajo no mayor a 6 horas diarias, ni 34 semanales (art. 116)
 - o No realizar trabajos en horas nocturnas (art. 116)
 - o No realizar labores que requieran grandes esfuerzos físicos (art. 116)
 - o Asimismo, se ha elaborado un acuerdo ministerial que establece un listado de actividades y trabajos peligrosos en los que no podrán ocuparse niños, niñas y adolescentes, el cual es el acuerdo 241.

Convenios Firmados:

- Convenio 182, sobre la prohibición de las peores formas de trabajo infantil y la acción inmediata para su eliminación, 1999.
- Convenio 138, sobre la edad mínima de admisión al empleo, 1973.

2.2.2. Marco reglamentario y de políticas ambientales y climáticas

46. **Marco ambiental.** El marco reglamentario ambiental es muy amplio para El Salvador, el cual está integrado por las siguientes leyes, reglamentos y declaratorias:

Constitución Política de la República de El Salvador:

- Artículo 117. El Estado tiene la responsabilidad de proteger los recursos naturales, de la biodiversidad e integridad del medio ambiente y declara como interés de la

sociedad, la protección, conservación, aprovechamiento, restauración o sustitución de los recursos naturales.

Sector agropecuario:

- Ley de Sanidad Agropecuaria.
- Ley sobre el Control de Pesticidas, Fertilizantes y Productos para uso Agropecuario.
- Ley de Sanidad Vegetal y Animal.

Sector recursos naturales y biodiversidad:

- Ley General de Recursos Hídricos.
- Ley del Medio Ambiente y su reglamento.
- Reglamento Especial de Normas Técnicas de Calidad Ambiental.
- Ley de Áreas Naturales Protegidas.
- Declaración de Zonas de Reserva Ecológica.
- Ley General de Ordenación y Promoción de la Pesca y la Acuicultura y su reglamento.
- Ley de Gestión Integral de Residuos y Fomento del Reciclaje y Reglamento Especial en Materia de Sustancias, Residuos y Desechos Peligrosos estrategia nacional de Reglamento Especial sobre el Manejo Integral de los Desechos Sólidos.
- Ley Forestal.
- Reglamento para la Explotación en el Bosques Salados.
- Reglamento Especial de Normas Técnicas de Calidad Ambiental.
- Ley de Conservación de Vida Silvestre.
- Política Nacional de Medio Ambiente.
- Ley de Riego y Avenamiento.

47. **Marco climático.** En relación a marco regulatorio en cambio climático está integrado por los siguientes planes, políticas y estrategias.

Marco nacional:

- Plan Cuscatlán
- Plan de Desarrollo Social 2019-2024
- Plan Nacional del Cambio Climático 2022-2026.
- Estrategia Nacional de Cambio Climático.
- Política Nacional de Medio Ambiente.
- Contribución Nacionalmente Determinada.

Marco sectorial agropecuario y forestal:

- Estrategia Ambiental de Adaptación y Mitigación al Cambio Climático del Sector Agropecuario, Forestal y Acuícola.
- Programa Nacional de Reducción de Emisiones de Deforestación y Degradación de Bosques REDD+.
- Iniciativa AFOLU 2040.

2.2 Programas y asociaciones

2.2.1 Inclusión social

48. **Género y Mujer.** En lo concerniente al acceso e inclusión de la mujer en el ámbito económico el Gobierno Salvadoreño ha establecido ciertos mecanismos de análisis y bajo estos, estrategias nacionales para incrementar la equidad y la integración. Dentro de estas podemos mencionar a la Dirección de Atención Especializada, Sistema de Estadísticas y Monitoreo para la Igualdad-SEMI, el Sistema Nacional para la Igualdad Sustantiva y las Ventanillas de Difusión de derechos. Importante mencionar el Proyecto de cooperación

AECID para "Fortalecer los procesos de transversalidad del principio de igualdad en la administración pública salvadoreña", la implementación de la Estrategia Nacional Intersectorial de Prevención de Embarazo en Niñas y Adolescentes, en los departamentos de Sonsonate, y La Libertad, y finalmente el apoyo participación en Espacios de participación Ciudadana Consejos Consultivos y de Contraloría Social, "Mujeres Defensoras" y "Mujeres Constructoras de Paz". Como un esfuerzo adicional para la prevención de la violencia con base de género, el gobierno de Salvador cuenta con el documento "Guía para la Elaboración de Planes para la Prevención de Violencia Contra las Mujeres en Instituciones Públicas y Privadas".

49. **Juventud.** En lo referente a la población Joven cabe tomar en cuenta el Plan de Acción Nacional de Empleo Juvenil (2012-2024), el Programa de Apoyo al Plan de Agricultura Familiar, Ministerio de Agricultura y Ganadería, y el Programa Nacional de Pasantías, el Programa Empléate Joven (INJUVE) y el Programa de Apoyo Integral a la Estrategia de Prevención de la Violencia. Así como acciones más puntuales de las que se pueden sacar aprendizajes valiosos como el Premio Nacional de Juventud y el Programa Actívate por la Convivencia.

50. **Seguridad Alimentaria.** En este rubro es necesario tomar en cuenta que las acciones deben estar alineadas con la propuesta del CONASAN y la promoción de la Política nacional de seguridad alimentaria y nutricional 2018-2028, así como con el Observatorio Nacional de Seguridad Alimentaria y Nutricional (ONSAN).

51. **Trabajo Infantil.** En lo referido al trabajo infantil existen algunas estrategias formuladas institucionalmente como el Plan Nacional para la Erradicación del trabajo Infantil, Programas educativos en apoyo al mantenimiento en el proceso (Programa de Educación con Participación de la Comunidad – EDUCO, Escuela Saludable, El programa de Educación Acelerada, EDUCAME, etc.), el Programa Oportunidades de El Salvador, así como los Avances de las acciones contra el trabajo infantil en el marco del "Programa de Duración Determinada"³⁹.

2.2.2 Medio ambiente y cambio climático

52. En el rubro de medio ambiente, el país impulsa el programa de Incentivos y Desincentivos Ambientales, Programa de Árboles para El Salvador, Protocolo Verde, los 6 Programas Nacionales de Conservación de Especies de Vida Silvestre, Programa Nacional de Restauración de Ecosistemas y Paisajes, el cual integra de manera transversal el enfoque de mitigación como en adaptación. Este programa está estructurado en tres ejes estratégicos: i) restauración, reforestación y conservación inclusiva; ii) restauración de suelos degradados; y iii) desarrollo sinérgico de la infraestructura física y natural.

53. Para el FIDA es estratégico el MARN por ser institución responsable en la implementación de las estrategias y planes ambientales, así como climáticos, además de ser la institución responsable del cumplimiento de la Contribución Nacionalmente Determinada (NDC) del país. Además, esta misma institución es punto focal para el GEF y el GCF, lo que resulta estratégico para acceder a otras fuentes de financiamiento climático que complementen o atiendan áreas de oportunidad para la cartera del COSOP.

54. Actualmente están en ejecución el programa "Rural Adelante", financiado por el FIDA con recursos de la donación del Programa de Adaptación para la Agricultura en Pequeña Escala (ASAP, por sus siglas en inglés) para invertir en acciones de adaptación al cambio climático enfocado en el oriente del país.

55. Además, cuenta con ocho proyectos financiados por el Green Climate Fund: cuatro proyectos en el componente de mitigación, dos en adaptación y otro más transversal (en

³⁹ Programas de duración determinada (PDD) para la erradicación de las peores formas de trabajo infantil.

mitigación como en adaptación). Los proyectos son regionales y nacionales en asistencia técnica, desarrollo de políticas climáticas, en inversiones productivas, implementación de sistemas agroforestales en el corredor seco y en eficiencia energética, con una inversión total de USD 10739 millones. También cuenta con 3 actividades preparatorias aprobadas por USD 3.7 millones.

56. **Contribución Nacionalmente Determinada.** El Gobierno de El Salvador presentó su Contribución Prevista y Determinada a nivel Nacional (iNDC) en noviembre del 2015; posteriormente en abril del 2016 firmó el Acuerdo de París, lo ratificó en marzo del 2017.

57. En el año 2021 El Salvador revisó y actualizó su NDC, la cual presentó ante la CMNUCC el 3 de enero de 2022, en cumplimiento al Acuerdo de París. Además, se elaboraron 12 planes sectoriales de implementación de las NDC.

58. En la NDC actualizada, establece las medidas de respuesta en mitigación como en adaptación (está última está condicionada a "*la disponibilidad financiera, provisión de recursos y medios de implementación, así como visibilizando las necesidades urgentes e inmediatas por mejorar la resiliencia y capacidad de adaptación*"). Dichas medidas están estructuradas por nueve sectores y cada uno de estos plantean una serie de objetivos estratégicos, metas, marco de implementación, elementos de sostenibilidad, enfoques y perspectivas. A continuación, sólo se describe los sectores contemplados para adaptación:

- 2.1 Agricultura
- 2.2 Biodiversidad y ecosistemas
- 2.3 Ciudades
- 2.4 Generación hidroeléctrica
- 2.5 Infraestructura
- 2.6 Recursos hídricos
- 2.7 Saneamiento y residuos sólidos
- 2.8 Salud
- 2.9 Transporte

59. Es importante indicar que, de acuerdo a la NDC, no se plantean metas con medidas métricas (es decir toneladas, superficie, número de personas, etc.), sino ejes estratégicos en el cual se plantean acciones puntuales (los indicados anteriormente).

60. **Marco de Cooperación de las Naciones Unidas en El Salvador (UNCT SLV).** Actualmente se encuentra en proceso de construcción el nuevo UNCT SLV para el periodo 2022-2026. De manera preliminar, el UNCT establece tres prioridades estratégicas:

- (i) Reducir la pobreza multidimensional y las brechas de igualdad de género, y fortalecer la atención y protección integral especializada de las personas migrantes, retornadas o desplazadas.
- (ii) Transformación económica inclusiva, innovadora y sostenible, así como la adaptación y mitigación de los efectos del cambio climático.
- (iii) Fortalecimiento de la democracia, el Estado de Derecho, así como la prevención de la violencia y combate al delito y crimen organizado.

61. En este sentido, de manera preliminar, el COSOP está alineado a las dos primeras prioridades estratégicas del UNCT. Una vez que esté concluido el UNCT SLV, se revisará los productos por cada prioridad para determinar las contribuciones del FIDA en materia de inclusión social, ambiental y cambio climático. Esta medida se actualizará en la revisión de medio término del COSOP.

Parte 3: Recomendaciones de carácter estratégico

3.1 Enseñanzas extraídas

62. A partir de la evaluación del COSOP correspondiente al ciclo anterior, fue analizado y descrito el contexto en el cual se implementó la cartera de programas financiados por el FIDA, donde se identificó los principales retos y condiciones socioeconómicas del país prevalecientes que influyeron en los resultados alcanzados, mismos que se describen a continuación.

3.2 Orientación estratégica

63. **Inclusión social.** Las intervenciones que se desarrollen en el marco del nuevo COSOP deben tomar en cuenta las estrategias país que se han ido desarrollando recientemente frente a los diferentes temas, dentro de estas es necesario recalcar: el Plan y la Política nacional de seguridad alimentaria y nutricional 2018-2028, el proyecto "Reconvirtiendo el Territorio", el Plan Estratégico de Modernización e Innovación Institucional (PEMII). Política Nacional de las Mujeres, el Plan de Acción Nacional de Empleo Juvenil 2012-2024, el Programa de Apoyo al Plan de Agricultura Familiar, Ministerio de Agricultura y Ganadería, el Plan de Acción Nacional de Empleo Juvenil (2012-2024), así como el Programa Nacional de Pasantías.

64. En lo referente al trabajo infantil, el FIDA es uno de los miembros fundadores de la Asociación Internacional para la Cooperación sobre el Trabajo Infantil en la Agricultura (IPCCLA), de la que forman parte la OIT, la FAO, el IFPRI, el CGIAR y la UITA. La IPCCLA puede desempeñar un papel importante para combatir el trabajo infantil. Y para esto debe tomar en cuenta que sus acciones deben enmarcarse en "Plan Nacional para la Erradicación del trabajo Infantil" de El Salvador, y evaluar la posibilidad de que las actividades propuestas apoyen las acciones contra el trabajo infantil en el marco del "Programa de Duración Determinada" de la OIT.

65. **Cambio climático.** Las intervenciones que se desarrollen en el marco del nuevo COSOP deben de estar alineados a los ejes estratégicos de la NDC, principalmente en los siguientes tres sectores estratégicos: i) agricultura; ii) biodiversidad; y iii) recursos hídricos. Una ventaja importante de este abordaje estratégico, es que permitirá al FIDA a la vez, atender las principales problemáticas del país en los aspectos de degradación de los recursos naturales que ocurren en los diferentes niveles de las cuencas hidrográficas, permitiendo un abordaje más integral y sostenible.

3.3 Medidas estratégicas y focalización

66. De acuerdo al contexto nacional, a la situación actual de la población rural y los impactos generados por el COVID-19, el bajo acceso de la población a tierra, fuentes de empleo, ingresos, alimentos de calidad nutricional, la degradación de los recursos naturales y los efectos adversos generados por los eventos climáticos extremos, éstos se encuentran alineados a los temas transversales del FIDA en género, juventud, pueblos indígenas, labor infantil, nutrición, medio ambiente y cambio climático, por lo que ofrece una alineación de la situación actual y prioridades del país con las políticas, estrategias y metas del FIDA.

67. Por lo tanto, las recomendaciones estratégicas sobre los conceptos y acciones para el desarrollo e implementación del presente COSOP se enfocan en las siguientes medidas:

3.3.1 Medidas estratégicas para la inclusión social

68. Tomando en cuenta el desarrollo de las actividades en el marco del COSOP anterior, así como el desarrollo de las estrategias y políticas nacionales en lo referido a Población

en situación de vulnerabilidad, se recomiendan las siguientes líneas para orientar las intervenciones del FIDA en el presente ciclo del COSOP:

i) Medida estratégica 1. Al existir un Plan Estratégico de Modernización e Innovación Institucional (PEMII), es necesario conocer cuál es el alcance para la instancia de implementación de proyectos relacionados a inversiones FIDA, en términos de mejora infraestructural, presupuestaria, logística, etc. Y como esto puede ser tanto apoyado por FIDA a nivel técnico, y a su vez como esto puede impactar positivamente las acciones conjuntas a favor de la población Rural.

ii) Medida estratégica 2. Es necesario que el diseño de proyectos y actividades entre en contacto y co-formule acciones con los ministerios y entes encargados del apoyo a las poblaciones en mayor vulnerabilidad (Mujeres, Juventud, Pueblos Indígenas, Población Migrante, Población con Discapacidad, etc.), o especializada en temas de atención prioritaria (Exclusión, Pobreza, Seguridad alimentaria y nutrición, etc.), para que las acciones aporten a los planes nacionales previstos y las políticas diseñadas. Y que además construya desde el trabajo ya realizado por estos entes, coordine posibles acciones conjuntas, y asegure la participación de la población meta en la co-creación de proyectos, actividades y programas de apoyo a las comunidades.

iii) Medida estratégica 3. Relacionado al Trabajo Infantil, se debe integrar en los diseños de las carteras de proyectos las preocupaciones sobre el trabajo infantil en la labor de los empleadores, los trabajadores y las organizaciones de pequeños productores, al tiempo que se llega a los trabajadores no organizados y a los pequeños productores con acciones específicas. Esto se puede lograr al establecer una colaboración con instituciones nacionales como internacionales (puede ser el caso de la IPCCLA).

Focalizar las acciones en los municipios prioritarios que están definidos en la política "Crece Juntos"

iv) Medida estratégica 4. Se debe implementar un proceso de consulta libre previa e informada sobre lo concerniente a pueblos indígenas para poder armonizar el plan del FIDA con la visión y expectativas de los pueblos indígenas del país. Hacer énfasis en las comunidades y organizaciones de territorio especialmente ya que son las que a veces quedan invisibilizadas por las ONGs indigenistas.

69. Considerar en el desarrollo de las estrategias, al Ministerio de Cultura concerniente al tema de pueblos indígenas e incluir el tema de la población afrodescendientes. En esto, se deberían considerar los círculos (yaguales) de las instituciones estatales, de las organizaciones indígenas y los formados por mujeres, juventud y diferentes sectores de los pueblos indígenas.

3.3.2 Medidas estratégicas en cambio climático

70. Considerando que durante las consultas de formulación del COSOP tanto del Gobierno de El Salvador, a las agencias internacionales del sistema UN, algunas de las organizaciones de pueblos indígenas, se recomiendan las siguientes líneas para orientar las intervenciones del FIDA en el presente ciclo del COSOP:

i) Medida estratégica 1. Fortalecer la institucionalidad del Gobierno para implementar la NDC en materia de cambio climático que permita una articulación efectiva entre los actuales instrumentos y mecanismos con que cuenta las instituciones con la población rural más vulnerables y marginada geográficamente. El espacio de diálogos en política pública climática resulta importante para contribuir con las metas nacionales y compromisos en mitigación como adaptación al cambio climático.

ii) Medida estratégica 2. Incorporar en la cartera de programas del FIDA para el presente ciclo del COSOP, actividades para reducir emisiones de gases de efecto invernadero y para incrementar los almacenes de carbono (mitigación) así como incrementar la capacidad adaptativa, resiliencia y gestión del riesgo de origen climático de manera articulada a los componentes que integran tradicionalmente los diseños de los programas del FIDA, incluyendo presupuesto e indicadores corporativos climáticos definidos por el FIDA como parte de los marcos lógicos que acompañan dichos diseños.

71. **Focalización para la dimensión climática.** La población será aquella que sea rural, pueblos indígenas y grupos en situación de vulnerabilidad (mujeres, jóvenes, personas con discapacidad) ya sea que se encuentre en proceso de organización o grupos ya organizados; que estén involucrados directa o indirectamente en el desarrollo de actividades agropecuarias de subsistencia (autoconsumo) o micro-economías (que genere excedentes para la comercialización local, regional o nacional); que forman parte de alguno de los diferentes eslabones de la cadena de valor; y que se encuentren en condiciones de vulnerabilidad climática o en zonas hot-spot en generación de emisiones de GEI (deforestación o degradación forestal).

72. **Focalización de la población.** La focalización de la población en mayor situación de vulnerabilidad puede ser formulada a través de dos métodos, la (i) focalización geográfica (implica seleccionar las zonas más pobres o más vulnerables de un país o una región), para lo cual se recomienda el uso de la georreferenciación utilizando el "Índice Relativo de Ruralidad"⁴⁰ intercalado con indicadores relacionados a pobreza multidimensional. La (ii) focalización directa que implica la utilización de criterios de exclusión/inclusión especialmente dirigida para la población en mayor vulnerabilidad (Mujeres, personas en diversidad sexual, Jóvenes, Personas con discapacidades, Población Indígena, Poblaciones afrodescendientes, etc.). Considerando los documentos y análisis país, es posible definir que los sectores más vulnerables históricamente, se encuentran en las áreas rurales, y corresponden (por indicadores de Desarrollo Humano) a la población de mujeres, jóvenes, población con discapacidad y población indígena.

3.4 Seguimiento

73. Para asegurar que se logren los resultados esperados en lo social, ambiental y climático, es importante que la cartera de proyectos desarrolle e implemente un Plan de Gestión Ambiental y Social (PGAS) de acuerdo a las directrices y procedimientos del FIDA (SECAP). Para realizar el monitoreo de los avances y resultados logrados en el ciclo del COSOP 2023-2031 para los pueblos indígenas, población rural, estado ambiental (incluye recursos naturales) y clima, se establecerán indicadores clave de desempeño en el Marco Lógico de Gestión de Resultados del COSOP.

⁴⁰ Índice que intercala indicadores de Población Total, densidad poblacional, uso de suelos y distancia a un centro urbano.

REFERENCIAS

Banco Mundial. (27 julio 2021 de 2021 de 2021). Nota forestal del País: El Salvador. Obtenido de Nota forestal del País: El Salvador: <https://documents1.worldbank.org/curated/en/840131608700949895/pdf/Summary-for-Policymakers.pdf>

Eckstein, Künsel y Schäfer. (2021). Global Climate Risk Index 2021. Berlin: Germanwatch e.V. Autores: David Eckstein, Vera Künsel y Laura Schäfer.

FAO. (28 julio 2021 de 2016 de 2016). Organización de las Naciones Unidas para la Alimentación y la Agricultura. Obtenido de Corredor Seco Centroamericano: http://www.fao.org/fileadmin/user_upload/emergencies/docs/CorredorSeco-InfomedesituaciónJunio%202016.pdf

Global Forest Watch. (29 de Julio de 2021). Global Forest Watch, indicadores de cambio. Obtenido de Indicadores de cambio GFW: <https://www.globalforestwatch.org/map/country/SLV/?mainMap=eyJzaG93QW5hbHlzaXMiOnRydWV9&map=eyJjZW50ZXIiOmsibGF0IjoxMy42ODcxNTc1NTMwOTg2NDMsImxuZyI6LTg5LjMxNTIxMzY2OTM2NjYzfSwiem9vbSI6Ny45OTIyMjM0NzczMjQ4NjE1LCJjYW5Cb3VuZCI6ZmFsc2UsImRhdGFzZXRzIjpbeyJsYXl>

MARN. (2018c). Tercera Comunicación Nacional de Cambio Climático de El Salvador. San Salvador: Ministerio de Medio Ambiente y Recursos Naturales, Programa de las Naciones Unidas para el Desarrollo.

MARN. (2018). Informe Nacional del Estado del Medio Ambiente. San Salvador: Ministerio de Medio Ambiente y Recursos Naturales.

MARN. (2018a). Primer informe Bienal de Actualización de El Salvador. San Salvador: Ministerio de Medio Ambiente y Recursos Naturales.

Ministerio de Asuntos Exteriores de España. (27/07/2021 de Mayo 2021 de 2021). Ficha de país de El Salvador. Obtenido de Ficha de país de la República de El Salvador: http://www.exteriores.gob.es/documents/fichaspais/elsalvador_ficha%20pais.pdf

UNDP. (2010). Resumen Ambiental Nacional El Salvador 2010. El Salvador: MARN.

COSOP preparation process

1. El equipo de ejecución del COSOP (CDT por sus siglas en inglés) elaboró un plan para la formulación del COSOP en estrecho diálogo con el Gobierno de El Salvador y el Equipo País de Naciones Unidas en junio de 2021, el cual fue aprobado por la Directora de la División de América Latina del FIDA. El plan de formulación contempló un periodo de trabajo entre junio de 2021 y diciembre 2022, lo cual fue extendido hasta marzo 2023, con el objetivo de presentar el COSOP a examen a la Junta Ejecutiva en abril de 2023.
2. Los hitos principales del proceso de COSOP fueron los siguientes: i) junio de 2021 - Preparación y acuerdo de un plan de formulación para el nuevo COSOP; ii) julio a noviembre 2021 - Recolección de información y finalización de estudios complementarios; iii) octubre a diciembre 2021 - Misión de formulación del COSOP y consultas en el país con asociados e interesados; iv) adecuación del COSOP a nuevos formatos y contexto global v) abril 2023 - Presentación del COSOP a OSC; v) mayo 2023 - validación por parte del Gobierno; y vi) setiembre de 2023 - Junta Ejecutiva: presentación del COSOP.
3. El COSOP se elaboró mediante un proceso consultivo, que incluyó a funcionarios del Gobierno de El Salvador, representantes de los niveles nacional y municipal y otras partes interesadas clave, incluidos asociados para el desarrollo, instituciones de investigación, otras instituciones financieras internacionales, organismos de las Naciones Unidas, organizaciones de productores rurales, instituciones financieras privadas, sector privado, así como pueblos indígenas, organizaciones de jóvenes y mujeres. Además, el CDT identificó posibles alianzas, por ejemplo, con Fundación PRISMA, PROCASUR, CIAT, IICA, BANDESAL, BFA, empresas participantes en el Pacto Mundial de la ONU, entre otras.
4. El CDT identificó la necesidad de preparar tres importantes estudios de antecedentes, uno relacionado con los requisitos del SECAP, otro relacionado con las posibles actividades de la SSTC y otro sobre migración y remesas.

South-South and Triangular Cooperation Strategy

Introducción

1. La Cooperación Sur-Sur y Triangular (CSST) se ha integrado cada vez más en el modelo operativo del FIDA como una forma de maximizar el impacto y ha pasado de una serie de actividades aisladas a un enfoque institucional. El FIDA reconoce a la CSST como una modalidad clave para compartir soluciones innovadoras de desarrollo rural, promover inversiones entre una amplia gama de partes interesadas y establecer alianzas novedosas que permitan a las partes involucradas desarrollar los términos de su cooperación, tomando en consideración sus características distintivas, capacidades y ventajas comparativas.
2. El FIDA también está poniendo a prueba ampliar nuevos enfoques para promover la cooperación financiera en áreas como los vínculos entre empresas y la intermediación de inversiones entre países en desarrollo. En el contexto del nuevo COSOP de El Salvador para 2023-2031, la CSST se reconoce como un elemento clave para impulsar los resultados de las iniciativas de desarrollo rural centradas en los pequeños agricultores, en particular en los grupos vulnerables e históricamente excluidos como las mujeres, los jóvenes, personas con discapacidades y pueblos indígenas. Este apéndice presenta áreas potenciales para la participación de la CSST en El Salvador, según los sectores de relevancia para el país, así como las oportunidades de asociación que se explorarán durante el período del COSOP.

CSST en El Salvador

3. El Salvador es el país más pequeño en Centroamérica y uno de los más densamente poblados. El país ha registrado niveles persistentemente bajos de crecimiento económico y pobreza y la pandemia de la COVID-19 tendrá un impacto significativo sobre el actual contexto. Además, el país tiene alta exposición al riesgo de eventos naturales adversos, incluidos terremotos y erupciones volcánicas, y es altamente vulnerable a los impactos del cambio climático, incluido el aumento de inundaciones, sequías y tormentas tropicales.
4. La ubicación estratégica de El Salvador, con acceso a muchos mercados, su fuerza laboral en crecimiento y sector agrícola vibrante pueden respaldar un fuerte recuperación económica y crecimiento inclusivo en el periodo pos pandémico. En este contexto CSST tiene un potencial como catalizador de dinámicas de integración política, social, económica y cultural, así como de herramienta constructiva para la generación de capacidades nacionales y de modernización de políticas públicas en coherencia con las prioridades de desarrollo.
5. El Gobierno salvadoreño ha priorizado la CSST en el Plan Quinquenal de Desarrollo "El Salvador Productivo, Educado y Seguro 2014-2019", como en virtud del enfoque solidario, horizontal y recíproco de su política exterior hacia los países de América Latina y el Caribe y extra-regionales. En ese marco, El Salvador ha venido fortaleciendo los lazos de colaboración con Socios para el Desarrollo de la región, así como se han dinamizado nuevos esquemas de intercambio con países con los cuales El Salvador no poseía marcos concretos de cooperación.
6. Los esfuerzos salvadoreños, en cuanto a la institucionalización de la CSST, han permitido al país albergar la Sede de la Secretaría y Unidad Técnica del Programa Iberoamericano para el Fortalecimiento de la Cooperación Sur-Sur (PIFCCS) entre los años de 2015 y 2018 y en el marco de su Presidencia Pro-Tempore de la CELAC, entre 2017 y 2019, coordinar las tareas del Grupo de Trabajo de Cooperación Internacional (GTIC).

Ejemplos de CSST con la participación de El Salvador

7. La cooperación con Guatemala y Honduras para plantear una solución para la gestión de bienes públicos regionales, como el agua, en la región del Trifinio es un ejemplo interesante de CSS con países vecinos. En este caso, la cooperación ha transformado una zona de tensión en una idea de frontera como zona de integración y desarrollo. Aunque en el marco del acuerdo se diseñó un plan de desarrollo para los tres países de la región del Trifinio, en la práctica la ejecución del plan se ha visto retrasada en ocasiones. Cuando hay cambios de gobierno, la nueva administración no conoce la importancia del proyecto, y el proceso de darla a conocer y ganar nuevamente apoyo político toma tiempo.
8. México, en una cooperación triangular con Japón, apoyo la construcción de viviendas populares sismo-resistentes en El Salvador. En una temática similar, y con el fin de impulsar la construcción de vivienda social en El Salvador, se diseñó e implementó el Proyecto para construcción de un prototipo de viviendas de bambú en el municipio de Tecoluca en el cual se centró en el intercambio de experiencia y conocimiento por parte de la Universidad del Valle de Colombia al Servicio Nacional de Aprendizaje (SENA).
9. Con el acompañamiento de Colombia, y en conjunto con Uruguay, Paraguay, Bolivia y Cuba, El Salvador participó en la implementación de mapas de cooperación para a región. Durante el año 2017, República Dominicana, con apoyo de España, compartió con El Salvador su experiencia para la promoción de políticas de compras públicas con enfoque de género en micro y pequeñas empresas. Entre los años de 2016 y 2019, Perú y España acompañaron a El Salvador en la institucionalización de un sistema de información que contribuye a analizar y frenar el fenómeno de la violencia contra las mujeres. La iniciativa surgió de la necesidad de generar en El Salvador un Registro Único de Víctimas de Violencia Feminicida que ofrezca datos estandarizados que contribuyan a mejorar la toma de decisiones en materia de políticas públicas para la prevención, atención, protección y sanción de la violencia contra las mujeres.
10. Segundo el informe anual⁴¹ preparado por la Secretaría General Iberoamericana, acerca del estado de la Cooperación Sur-Sur y Triangular en Iberoamérica, El Salvador participó 149 acciones, proyectos y programas de CSST en 2019, de los cuales la mayor parte fueron ejecutados bajo una modalidad Bilateral (39%). Le siguieron, en términos de participación relativa, las iniciativas de carácter Regional (33%) y las triangulares (28%) (Gráfico 1).

Gráfico 1.

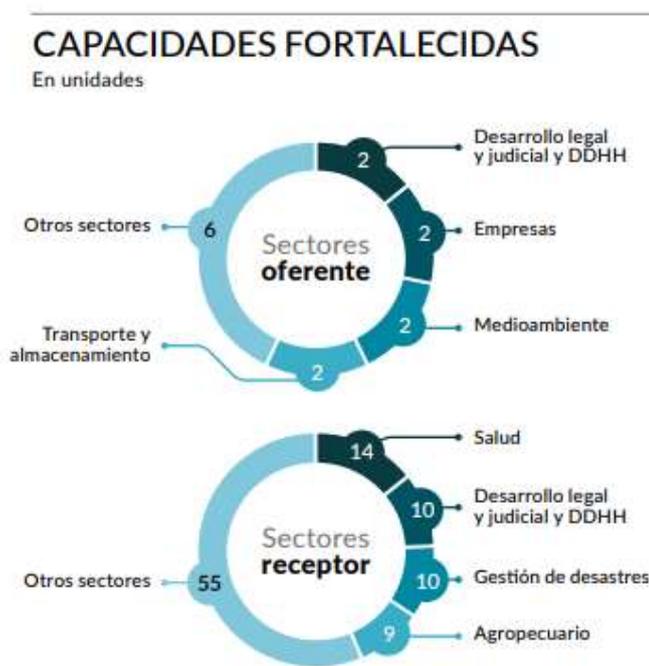
Participación por Modalidades y Roles



⁴¹ <https://www.segib.org/?document=informe-de-la-cooperacion-sur-sur-y-triangular-en-iberoamerica-2020>.

11. Los intercambios permitieron al país fortalecer sus conocimientos y capacidades en los sectores de Salud, Desarrollo legal y judicial y DDHH, Gestión de desastres y Agropecuario, entre otros; así como transferir a sus socios su experiencia acumulada en Desarrollo legal y judicial y DDHH, Empresas, Medioambiente y Transporte y almacenamiento, entre otros (Gráfico 2).

Gráfico 2.

Capacidades fortalecidas a través de la CSST

12. En el conjunto de la CSST de la que El Salvador participó en 2019, cabe destacar tres socios, también centroamericanos, como son Costa Rica, Honduras y Guatemala. Como resultado de los esfuerzos realizados en el marco de estos intercambios, El Salvador pudo contribuir a que la región avance en la consecución de los ODS 3 (Salud y bienestar), ODS 16 (Paz, justicia e instituciones sólidas) y ODS 13 (Acción por el clima).
13. Aunque El Salvador participó de la cooperación de 2019 desde un rol preeminentemente receptor, cabe señalar su creciente implicación como primer oferente de Cooperación Triangular. El país ha formulado dos catálogos de Cooperación Sur-Sur, el primer lanzado en 2013 y el más reciente, intitulado "El Salvador Solidario con el Mundo", lanzado en 2016. Los catálogos ya existentes son un punto de partida importante para el diseño de acciones de CSST durante el periodo de vigencia del nuevo COSOP, siempre en estrecha colaboración con socios regionales y demás agencias del sistema ONU.

Oportunidades para promover la Cooperación Sur-Sur Triangular en inversiones en desarrollo rural

14. La Cooperación Sur-Sur y su triangulación son elementos importantes que pueden apoyar el cumplimiento de los objetivos estratégicos propuestos en el nuevo COSOP, ampliando la colaboración con socios tradicionales y nuevos en temas relacionados con el cambio climático, la nutrición, finanzas, tecnología digital para los pequeños agricultores, entre otras prioridades que se identificarán conjuntamente durante el período de implementación del nuevo marco estratégico.
15. En este contexto, un paso importante durante la formulación del COSOP, ha sido el mapeo inicial de las partes interesadas y los socios potenciales (es decir, organizaciones internacionales, instituciones de investigación, academia, sector

privado, IFI, etc.) para participar en las actividades de CSST, y la identificación de países de los que extraer y proveer experiencia puede ser viable. Además, es importante indicar las áreas potenciales de cooperación, incluidos algunos ejemplos concretos del tipo de actividades de CSST previstas, y garantizar que las principales áreas temáticas identificadas estén alineadas con las políticas y los programas clave en curso en los que el Gobierno está centrando sus inversiones.

16. La Cooperación Sur-Sur Salvadoreña busca concretar tres grandes procesos estructurales: primero, la generación de capacidades nacionales e institucionales, para complementar las brechas de conocimiento y experticia técnica que presenta el país en su proceso de desarrollo nacional; segundo, la consolidación, modernización y fortalecimiento de políticas públicas para el desarrollo multinivel; así como tercero, la promoción y catalización de espacios de integración regional en América Latina y el Caribe.
17. En general, El Salvador tiende a asociarse de manera preferente a los países centroamericanos más México y Colombia a la hora de impulsar iniciativas de CSS (estos dos últimos con un grado de coincidencia ligeramente inferior). Asimismo, se identifican cruces notablemente intensos y oportunidades con países del Cono Sur, en especial Brasil.
18. A la continuación están listados algunos de los programas, actividades y potenciales socios de la CSST y su vínculo con los tres objetivos estratégicos (OE) del nuevo COSOP. Es importante señalar que esta no es una lista exhaustiva, ya que el gobierno puede identificar nuevas actividades y socios de la CSST y / o las partes interesadas pueden sugerirlas durante el período de implementación.

El Programa de Mesoamérica sin Hambre (MsH)

19. El MsH es una iniciativa de AMEXCID con la cooperación de la FAO. A nivel regional se focaliza en la recopilación, sistematización, divulgación e intercambio de conocimientos, experiencias y buenas prácticas, así como en la asistencia técnica y el fortalecimiento de capacidades en los países y la región. Con el acompañamiento técnico de FAO, el MsH tiene un componente CSST a través del cual se promueve la cooperación técnica de las instituciones mexicanas con los países de cobertura del Programa, según necesidades específicas identificadas. Se considera que pueden existir acciones conjuntas para los objetivos....

El Plan de Desarrollo Integral (PDI)

20. El PDI para El Salvador, Guatemala, Honduras y el sur-sureste de México, diseñado por la CEPAL, es una propuesta innovadora que busca crear un espacio de desarrollo sostenible estimulando el crecimiento económico, promoviendo el acceso universal a los derechos sociales, impulsando la resiliencia al cambio climático y garantizando los derechos durante todo el ciclo migratorio.
21. El PDI contempla el abordaje del ciclo migratorio *origen-tránsito- destino-retorno*, con un enfoque territorial, que a su vez constituyen 4 ejes estratégicos:
 - Gestión migratoria: Implementar programas que garanticen los derechos humanos y protección de las personas migrantes, refugiadas o en busca de refugio.
 - Desarrollo económico: Mejorar el desempeño económico, atraer inversión, incrementar el comercio, mejorar la generación de ingresos y trabajo digno y decente, preferentemente en los territorios con mayor propensión migratoria, para fomentar el arraigo de las comunidades en sus países de origen.

- Bienestar social: Promover a nivel regional el acceso a los derechos sociales y al bienestar con prioridad en los territorios de mayor índice migratorio.
 - Sostenibilidad ambiental y adaptación al cambio climático: impulsar la sostenibilidad, la resiliencia al cambio climático y la gestión integral de riesgo para mitigar su incidencia como motivo de la migración.
22. Si bien el PDI aún está en proceso de diseño y consulta tanto con donantes como con los países beneficiarios, el Gobierno de El Salvador se muestra muy receptivo a formular instrumentos de desarrollo en ese marco, en donde se pueden alinear esfuerzos con la cooperación bilateral del Gobierno de los Estados Unidos de América, Canadá, México y Centroamérica. Se considera que pueden existir acciones conjuntas para los objetivos...
23. Desde el punto de vista de las potenciales instituciones mexicanas con capacidades que podrían ser de interés en consonancia con las prioridades estratégicas del FIDA, se identifican al menos cuatro:
- La Comisión Nacional Forestal (CONAFOR): La institución tiene una amplia experiencia y conocimiento en materia de conservación, manejo sustentable de los recursos forestales, incluida la biodiversidad y pago por servicios ambientales. La CONAFOR opera también diversos sistemas de conocimiento e inteligencia sobre el capital natural de México (Sistema Nacional de Información de Biodiversidad⁴², sistema de control de incendio y Monitoreo Reporte y verificación de emisiones) que puede servir de referencia para la Región.
 - El Instituto Nacional de Ecología y Cambio Climático (INECC): La institución tiene una amplia experiencia en la definición de metodología de evaluación de políticas, programas y proyectos de cambio climático. INECC ha desarrollado metodología cuantitativa y cualitativa, así como herramientas para la generación y análisis de evidencias para determinar los impactos de las políticas de mitigación y adaptación al cambio climático.
 - La Comisión Nacional del Agua (CONAGUA). La institución tiene una amplia experiencia y sólido marco institucional, legal, normativo para la administración de los recursos hídricos y la operación de infraestructuras hidráulicas. La institución desarrolló también un Sistema Nacional de Información del Agua, que permite monitorear infraestructura hidráulica, aspectos climáticos y situación de emergencias ante fenómenos hidrometeorológicos.
 - El Fondo Nacional para el Fomento de las Artesanías (FONART). El FONART es el organismo rector de la actividad artesanal que, con liderazgo, confiabilidad y competitividad, acompaña a los artesanos desde la producción hasta la comercialización efectiva de sus productos en el mercado global. La institución tiene amplia experiencia en el fortalecimiento de la cadena de producción y comercialización de artesanías, incluyendo el e-comercio.
24. El FIDA por su parte, cuenta con una cartera de programas de desarrollo rural e inversiones en fase de implementación tanto en El Salvador, como en países vecinos. Allí las inversiones del FIDA, que atienden a más de 125,490 familias rurales a través de proyectos o programas con un monto de más de US\$ 368 millones, están dirigidas a contribuir a la transformación inclusiva y sostenible de las zonas rurales e incluyen acciones para desarrollar la agricultura familiar, mejorar el acceso al mercado e

ingresos, mejorar la nutrición, empoderar a las mujeres, los indígenas y las niñas del medio rural, ofrecer oportunidades de trabajo a los jóvenes y hacer frente al cambio climático, entre otros.

25. Las actuales inversiones del FIDA, en fase implementación en los países de cobertura del PDI ofrecen una oportunidad no sólo para propiciar articulaciones de las mismas en los países, sino también, para el intercambio de experiencias y fortalecimiento de las capacidades de actores institucionales y de la sociedad civil. Asimismo, ofrecen una plataforma ideal para reforzar las acciones del PDI y darle la posibilidad a El Salvador de ofrecer y recibir capacidades técnicas y experiencia al servicio de los territorios rezagados, con alto nivel de marginalización y expulsores de migrantes.

Tabla 1.

Inversiones FIDA en fase de implementación en El Salvador, Guatemala, Honduras y México

País	Nombre del proyecto	Monto según fuente (en millones US\$)				No. Familias	Periodo ejecución
		Financiamiento FIDA	Cofinanciación	Aporte Nacional (GOB+Fam)	Total		
El Salvador	Rural Adelante	12.13	5	2.1	19.23	8,300	2019-2024
Guatemala	Proyecto Vinculación de la Agricultura Familiar y la Alimentación Escolar	0.45	0.36	0	0.81	1,600	2019-2022
	GUATEINNOVA	11.33	150	17.67	179	44,550	2022-2027
Honduras	PROLENCA	20.5	3	5.3	28.8	13,500	2013-2022
	PROINORTE	16.33	20	10.15	46.48	15,000	2020-2026
México	PRODEZSA	20.7	15	6.32	42.02	20,000	2012-2020
	PROECOSOCIAL	33.37		19.24	52.61	22,540	2018-2023
Total		114.81	193.36	60.78	368.95	125,490	

26. El Gobierno de México propone replicar en América Central iniciativas de desarrollo rural, tales como el "**Programa de Producción para el Bienestar**", "**Sembrando Vida**" o "**Jóvenes Construyendo Futuro**" que pueden contribuir al desarrollo territorial en zonas de alta y muy alta marginación. El desarrollo de intercambio de experiencias y el establecimiento de sistemas de evaluación y monitoreo de resultados, serán aspectos importantes para el fortalecimiento de este tipo de CSST.

El decenio de la agricultura familiar

27. El FIDA junto a la FAO han sido nombrados para liderar el diálogo a nivel global, en relación al decenio de la agricultura familiar. En El Salvador, se ha visto la oportunidad de priorizar la **vinculación de la agricultura familiar con la alimentación escolar**, para lo cual se ha trabajado con Brasil en materia de gestión del conocimiento en el marco del programa de cooperación sur-sur de dicho país.

El Fondo de Financiación para Remesas del FIDA (FFR)

28. Desde el FIDA, se ha identificado la oportunidad de vincular al **Fondo de Financiación para Remesas del FIDA (FFR), para contribuir especialmente al OE2**. Esta facilidad del FIDA cuenta con apoyo de múltiples donantes busca maximizar el impacto de las remesas en el desarrollo y promover la participación de los migrantes en sus países de origen.

29. Por medio del financiamiento de casi 70 proyectos en más de 40 países, el FFR está aumentando satisfactoriamente el impacto de las remesas en el desarrollo mediante la promoción de inversiones y modalidades de transferencia innovadoras, el apoyo a los mecanismos de inclusión financiera, el fomento de la competencia, el empoderamiento de los migrantes y sus familias mediante la educación y la inclusión financieras, y el fomento de la inversión y el emprendimiento de los migrantes.
30. El fondo contribuye al diálogo sobre políticas mediante la investigación práctica y el Foro Mundial sobre Remesas, Inversión y Desarrollo (GFRIDs por sus siglas en inglés), reuniendo a las partes interesadas de todo el mundo que participan en el ámbito de las remesas, la migración y el desarrollo, y estimulando la creación de asociaciones y sinergias duraderas entre los sectores público y privado, y la sociedad civil.

La Plataforma para la Gestión de Riesgos Agrícolas

31. El FIDA es un aliado y dirige el Secretariado de la **Plataforma para la Gestión de Riesgos Agrícolas (PARM por sus siglas en inglés)**, la cual se centra en hacer de la gestión de riesgos una parte integral de la planificación e implementación de políticas en el sector agrícola de los países en desarrollo.
32. Dado el fuerte mandato de PARM como intermediario y facilitador de conocimientos, la estrategia de Gestión del Conocimiento de PARM está directamente vinculada al proceso en cada país e incluye el desarrollo e intercambio de metodologías y estudios técnicos, la participación en foros internacionales relacionados con la gestión de riesgos agrícolas y la implementación de una estrategia de desarrollo de capacidades. Preliminarmente, se observa la oportunidad de trabajar el tema de seguros agrícolas con apoyo de la plataforma, vinculando las herramientas a los tres objetivos estratégicos, aunque con mayor énfasis al OE2.

Otras oportunidades

33. Se deberán identificar los recursos financieros, que podrían ser de donación o un componente dentro de las operaciones financiadas con préstamos, o bajo la modalidad de costos compartidos, necesarios para la realización de actividades de CSST.
34. El FIDA, a través de su Centro de Conocimiento y de Cooperación Sur-Sur y Triangular ubicado en Brasilia, buscará oportunidades de colaboración e intercambio con inversiones y donaciones FIDA en la región y promoverá la adopción de experiencias y conocimientos disponibles en su Portal de Soluciones Rurales ⁴³

Conclusiones y recomendaciones

35. La Cooperación Sur-Sur y Triangular responde al creciente interés de los países en desarrollo por compartir lecciones aprendidas, conocimientos, tecnología y experiencia, así como promover el comercio y las inversiones. En este contexto, El Salvador ciertamente se beneficiará tanto de los aspectos de cooperación técnica como de promoción de inversiones potencializados por la CSST.
36. El nuevo COSOP de El Salvador ofrece una gran oportunidad para que el país avance más en la reducción de la pobreza rural, donde la CSST se puede utilizar para obtener resultados más sólidos. El Salvador ya ha desarrollado interesantes iniciativas de CSST en los últimos años y debe aprovechar las experiencias existentes para ampliar escala. En este sentido, será fundamental movilizar y asignar fondos para las iniciativas de CSST.
37. Teniendo en cuenta la Agenda 2030, y reconociendo la gran demanda de conocimientos técnicos y alternativas de inversión expresada por los gobiernos, especialmente en el proceso de recuperación posterior a la pandemia COVID19, el FIDA está dispuesto a seguir actuando como intermediario de conocimientos y a

apoyar el intercambio de buenas prácticas y oportunidades de inversión durante el período de implementación del nuevo COSOSP.

Financial Management Issues Summary

COUNTRY	El Salvador	
Date of this note	27 January 2023	
Risk Assessment Profile	Overall Portfolio Risk	Moderate

A. COUNTRY PORTFOLIO PERFORMANCE

Country – FM KPIs:

<i>FM Inherent Risk:</i>	MODERATE	<p>PBAS cycle: IFAD 12 Ordinary terms PBAS available allocation: USD 0 million BRAM resources allocation (indicative): USD 0 million The government of El Salvador confirmed its interest in accessing both PBAS and BRAM funding under IFAD12. However, it was found to be not eligible for BRAM resources. PBAS allocation under IFAD 12 is US\$11.8 million approved in pipeline Rural Adelante 2.0. The country is currently classified as an LMIC. Should GNI increase for IFAD13, the country may no longer be eligible for PBAS.</p>
<i>1Country Disbursement Ratio (rolling-year)</i>	39.90%	
<i>Outstanding Ineligible Expenditure</i>		
<i>Outstanding Advances (Projects in Expired Status)</i>	244,274 USD	
<i>Applicable PBAS cycle:</i>	IFAD12	
<i>PBAS Available allocation:</i>	0	

1Corporate Disbursement Ratio Methodology considers ASAP, AFD, IFAD, KFW and SPA financing sources only.

Inherent Risks (TI, PEFA relevant extracts)

TI: the 2021 CPI score for El Salvador ranked it 115th out of 180 countries as compared to the 2020 score where it was 104th over 180. The 2021 CPI score is 34, a decrease of 2 points from the 36 points in 2020, accounting for the highest risk ever recorded since 2013. TI states that the country has increasingly restricted access to information and has shown a severe lack of transparency in the spending of public funds. The report also mentions concerns over steps taken by the government to weaken the independence of justice institutions and close down civic space. (*Source: Transparency International*).

PEFA 2019: the report concluded management of public finances is partially aligned with recognized best practices as per PEFA methodology, with the most significant weaknesses identified in the area of external scrutiny and audit. The assessment highlights strong performance in policy-based fiscal management and specifically mentions as an area of strong performance the management of the single treasury account with daily reconciliations by the General Directorate of Treasury.

Debt Sustainability – IMF: As per the latest IMF Article IV consultation issued in January 2022, external debt is projected to increase in the near term and start to decline at the end of the forecast horizon. Gross external debt rose by about 10 percent of GDP to 74.5 percent of GDP in 2020, due to worsening debt dynamics in the face of the slowdown in economic activity, lower exports, and contraction in growth. Under the baseline scenario, external debt is projected to peak at 78 percent of GDP in 2025 and start to gradually decline thereafter. Under the historical scenario, external debt would rise above 80 percent of GDP after 2023, driven by public sector debt. The IMF board in its assessment of the Article IV consultation, states under current policies, public debt is expected to rise to about 96 percent of GDP in 2026 on an unsustainable path. Since September 2021, the government has adopted Bitcoin as legal tender in addition to US\$. IMF board agreed on the importance of boosting financial inclusion and noted that digital means of payment, such as the Bitcoin and the “Chivo” wallet, could play this role. However, they emphasized the need for strict regulation and oversight of the new ecosystem of Bitcoin and “Chivo” wallet. The Board stressed that there are large risks associated with the use of Bitcoin on financial stability, financial integrity, and consumer protection, as well as the associated fiscal contingent liabilities. They urged the authorities to narrow the scope of the Bitcoin law by removing Bitcoin’s legal tender status. In addition, the IMF

board expressed concern over the risks associated with issuing Bitcoin-backed bonds (*Source IMF Executive Board Assessment Article IV Consultation January 2022*).

GNI per capita: El Salvador is classified as a lower middle-income country. The latest value for GNI per capita as per World Bank national accounts data, and OECD National Accounts data files (current US\$) in El Salvador was US\$ 4,260 in 2021. Over the past 54 years, the value for this indicator has fluctuated between US\$ 4,260 in 2021 and US\$ 300.00 in 1967. (*Source: World Bank Country Data*)

B. PORTFOLIO, FM RISK & PERFORMANCE

Existing Portfolio:

Project	Financing instrument	FLX Status (2)	Lending Terms	Currency	Amount (million)	%Disbursed	Completion date
Rural Adelante	200000143100	DSBL	ASAP GRANTS	XDR	3.56	53.63	30/06/2024
Rural Adelante	200000143200	DSBL	ORDINARY TERMS EUR	EUR	10.85	70.37	30/06/2024
Jóvenes con Todo	200000180700	EXPD	IFAD FUNDED GRANTS	USD	0.5	53.66	30/06/2022

Project	Project FM risk rating	Performance Score: Quality of Financial Management	Performance Score: Quality & Timeliness of Audit	Performance Score: Disbursement Rate	Performance Score: Counterpart funds
Rural Adelante	Moderate	Satisfactory	Satisfactory	Moderately Unsatisfactory	Moderately Satisfactory
Jóvenes con Todo	Moderate	Not Specified	Unsatisfactory	Not Specified	Not Specified

Supervision Missions:

The MoA, which is responsible for the implementation of IFAD projects, has a complex structure that poses challenges around effective coordination. Fiduciary responsibility for Rural Adelante has been delegated to a dedicated PMU, which includes an administrative-financial unit. Procurement and contracting processes, including payments, are managed, at government request, by an administrator (previously UNOPS and currently UNDP), which strengthens the control environment. The current agreement with UNDP includes a component of capacity building on procurement for MoA staff.

The inherent risk for Rural Adelante assessed as substantial during design is now moderate. Reduction in risk and improved performance in financial management is due to the establishment of a dedicated PMU, with experienced finance and administrative staff, who have participated in the implementation of several IFAD projects in El Salvador. Staff turnover is low. Further improvement is the implementation of a dedicated accounting system, to complement the government SAFI system, which allows for monitoring of budget versus expenditure by component and category and system-generated reporting to IFAD. In a recent IFAD mission, it was noted that vehicles purchased with IFAD funds had been assigned to general activities of the Ministry of Agriculture and not directly used for project activities. The issue has been addressed with the Ministry of Agriculture.

“Jovenes con Todo” is an IFAD-financed grant to INJUVE Institute, which is experiencing significant delays due to a lack of implementation capacity in the institution. The grant is in closure status and the outstanding advance will be returned.

Audit Reports:

Timeliness and quality of audit is Satisfactory. The Government has strong standardized financial and administrative procedures complemented informed by lessons learned from previous IFAD financed projects incorporated. Financial Statements are audited by external auditors and consistently delivered on time with no significant control observations.

Lesson learned:

To maintain strong performance on financial management for current and future projects, it is key to retain finance staff with experience in implementation of IFAD projects in a dedicated PMU structure and the use of the SAFI government system, complemented by the customized financial system developed during the start-up phase of Rural Adelante.

Financial management of IFAD projects can be strengthened further by building the capacity of the finance team in financial planning and analysis in order to provide the project director and technical team with relevant management information to support decision making.

The main remaining risk is lengthy processing times by PNUD in procurement, contracting, and payments which affects project implementation. The risk of delays might increase with the introduction of centralized processing of procurement and

payments by PNUD in a service centre located in Kuala Lumpur, Malaysia. Mitigation measures identified are maintaining close coordination with PNUD and the establishment of agreed-upon service levels for processing times. The implementation of BITCOIN as legal tender does not immediately affect the current IFAD portfolio but might, as per IMF evaluation affect the sustainability of public debt and needs to be closely monitored.

Use of country systems:

An effort to expend the user of country system should be made taking into account the following considerations: (i) Personnel: the financial staff of the program will be supervised by the Ministry of Agriculture; (ii) Budgetary: as for the current portfolio, the project and its financing will be incorporated into the country's budget approval process; (iii) Flow of Funds: considering the positive evaluation by PEFA in its latest assessment, it is the intention to implement the use of the single treasury account system operated by the Central Bank; (iv) Accounting: the project will be using the government SAFI system, complemented by a reporting system, which allows for monitoring of budget versus expenditure by component, category, finance source and system-generated reporting to IFAD; (v) Reporting the Director-General of Government Accounting (GOES) within the Ministry of Finance is responsible for setting the public sector accounting standards. The Govt is working on a project funded by the United States Agency for International Development that includes, training and exploring the possibility of adopting IPSAS. It is anticipated adoption of IPSAS will be concluded by 2024 (Source: International Federation of Accountants); (vi) Audit: the use of the supreme audit institution (SAI) is not foreseen based on PEFA evaluation, which qualifies the pillar of external scrutiny and audits as weak and an area for improvement. In addition, use of SAI would likely pose challenges to ensure timely submission of audited financial statements.

C. DEBT SERVICING

No Arrears

Procurement risk matrix – Part A country level

Pilar A: A nivel de país					
Pilar I de la OCDE – Marco jurídico, reglamentario y normativo					
Indicador	Descripción del subindicador	Conclusiones sobre el posible incumplimiento del PPF del FIDA	Riesgo inherente	Medidas de Mitigación propuestas	Riesgo neto
1	El marco jurídico de la contratación pública cumple los principios acordados y cumple con las obligaciones aplicables.				
1 a)	Ámbito de aplicación y cobertura del marco jurídico y reglamentario	<p>Marco legal nacional de las adquisiciones públicas está constituido por la Ley de Adquisiciones y Contrataciones de la Administración Pública (LACAP)⁴⁴; el Reglamento de Ley de Adquisiciones y Contrataciones de la Administración Pública (RELACAP)⁴⁵ y el Manual de Procedimientos para el Ciclo de Gestión de Adquisiciones y Contrataciones de las Instituciones de la Administración Pública⁴⁶.</p> <p>La legislación es aplicable a todas las instituciones de la administración pública central, municipalidades, empresas estatales y entes autónomos, y las asociaciones público-privadas.</p> <p>Abarca la adquisición de bienes, obras, servicios consultorías y arrendamiento de bienes muebles</p> <p>Es de obligatorio cumplimiento también para las personas naturales y jurídicas, nacionales o internacionales.</p> <p>El marco legal esta disponible a todos los interesados en el sitio web del Sistema Electrónico de Compras Públicas COMPRASAL (https://www.comprasal.gob.sv/comprasalweb/marco-normativo)</p>	B	No hay medida de mitigación ya que el riesgo es bajo.	B
1 b)	Métodos de adquisición	La ley contempla el método de Licitación Pública para la adquisición de bienes, obras y servicios que no son de consultoría; el Concurso Público para la contratación de consultorías y el método de Libre Gestión (similar, a partir de determinado monto, al de solicitud de	S	Establecer el uso de la normativa de FIDA para las adquisiciones del Proyecto y sus documentos estandarizados, que contienen disposiciones sobre esta área.	S

⁴⁴ Decreto Legislativo No. 868 del 5 de abril de 2000.

⁴⁵ Decreto Ejecutivo No. 53 del 1 de abril de 2013.

⁴⁶ Emitido por la Unidad Normativa de Adquisiciones y Contrataciones (UNAC) del Ministerio de Hacienda, el 22 de enero de 2014.

		<p>cotización). La contratación directa está claramente definida, pero su ámbito de aplicación considera situaciones no contempladas por la normativa FIDA.</p> <p>El umbral económico para cada método está en función del monto del salario mínimo vigente en el país. Este procedimiento no es compatible con el del FIDA en el que el umbral por método se establece en función del riesgo inherente calculado.</p> <p>El marco legal no permite asegurar el valor por el dinero en las adquisiciones, puesto que basta con que se reciba una sola oferta para que el proceso continúe hasta su adjudicación.</p>			
1 c)	Normas y plazos de publicidad	<p>La normativa exige que todos los procesos de Licitación y Concurso Público se publiquen en COMPRASAL y en al menos un periódico de circulación nacional. Si el ámbito del proceso es internacional, se debe publicar también en un medio de publicaciones técnicas especiales de reconocida y amplia circulación internacional o en un periódico de amplia circulación internacional. También los procesos de Libre Gestión deben ser publicados en COMPRASAL.</p> <p>No obstante, el plazo otorgado para la presentación de ofertas puede comprometer los resultados de los procesos. Para los procesos públicos se otorga un mínimo de 10 días para presentar las mismas, y para los de Libre Gestión no se establece plazo, por lo que en la práctica se puede otorgar solamente un día.</p>	S	Establecer el uso de la normativa de FIDA para las adquisiciones del Proyecto y sus documentos estandarizados, que contienen disposiciones sobre esta área.	S
1 d)	Normas de participación	<p>La legislación permite la participación amplia y abierta, con las excepciones referentes a empleados y funcionarios públicos y proveedores que presenten juicios en curso o que hayan sido sancionados por incumplimiento y participación en hechos ilícitos. No se identifica la exclusión por sanciones referentes al Consejo de Seguridad de las NNUU y otras sanciones de organismos internacionales.</p>	S	Establecer el uso de la normativa de FIDA para las adquisiciones del Proyecto y sus documentos estandarizados, que contienen disposiciones sobre esta área.	S
1 e)	Documentación y especificaciones de adquisiciones	<p>La ley establece el contenido de los documentos de licitación y los modelos de documentos contienen los elementos suficientes para que los ofertantes puedan presentar sus ofertas, incluyendo su derecho a solicitar</p>	S	Establecer el uso de la normativa de FIDA para las adquisiciones del Proyecto y sus documentos estandarizados, que contienen disposiciones sobre esta área.	S

		<p>aclaraciones sobre los documentos y a recibir respuestas a las mismas.</p> <p>Existe una normativa referente la erradicación de trabajo infantil en las adquisiciones públicas, sin embargo estas disposiciones no se ven incluidas en los documentos tipo de licitación contenidos en el Manual de Procedimientos de Adquisiciones.</p>			
1 f)	Criterios de evaluación y adjudicación	La legislación y los documentos modelo de liquidación incluyen las disposiciones para establecer los criterios de evaluación y adjudicación	B		B
1 g)	Presentación, recepción y apertura de ofertas	<p>El marco legal contiene las disposiciones para la presentación, recepción y apertura de ofertas; y el manejo de las mismas desde la recepción hasta la apertura. La seguridad y confidencialidad de las ofertas, esta prescrita a lo largo del marco legal de las adquisiciones.</p> <p>No se identifica en la documentación examinada, el establecimiento de un plazo específico para abrir las ofertas que se reciban.</p>	B	En los documentos de licitación establecer que la apertura de ofertas se efectuará dentro de la siguiente hora de vencido el plazo para la recepción de las mismas.	B
1 h)	Derecho a impugnar y apelar	<p>Se establece en la ley el procedimiento para presentar reclamos, limitándose a los resultados del proceso.</p> <p>Se establecen plazos para atender los recursos, sin embargo, estos son presentados al titular de la institución que hace el proceso de adquisición, y no a una entidad independiente.</p>	S	Establecer el uso de la normativa de FIDA para las adquisiciones del Proyecto.	S
1 i)	Gestión de contratos	El marco legal establece de forma general las responsabilidades relacionadas con la administración de los contratos, incluyendo las gestiones de seguimiento, recepción de bienes, obras o servicios, y demás relacionadas.	M	En los manuales operativos de los proyectos incluir el procedimiento detallado y completo relacionado con la gestión de los contratos.	M
1 j)	Contratación electrónica (e-Procurement)	La ley contiene disposiciones referentes a la contratación electrónica, pero no se han desarrollado las aplicaciones o módulos de COMPRASAL para esta facilidad, por lo que la misma no está en funcionamiento. COMPRASAL esta funcionando en la actualidad como una plataforma para divulgar los planes de compras, distribuir documentos de licitación y registrar los resultados de las mismas, pero no como un sistema de e-Procurement que permita presentar las ofertas y demás, como está contemplado en la ley.	B		B

1 k)	Normas para la custodia de registros, documentos y datos electrónicos.	La legislación en adquisiciones no contempla una lista exhaustiva o detallada del contenido de los expedientes de los procesos. Se establece el período de 10 años para la conservación de los expedientes. No se identifica un protocolo para la conservación de los registros documentarios ni de datos físicos o electrónicos, con lo que estos podrían estar en riesgo.	M	En los manuales operativos de los proyectos establecer el detalle claro, por tipo de proceso, de ellos documentos que conforman el expediente de cada proceso. Para las adquisiciones del Proyecto, desarrollar y aplicar los protocolos para la conservación y seguridad de los expedientes físicos y electrónicos.	M
1(l)	Principios de contratación pública en la legislación especializada	Los principios de contratación pública se aplican a lo largo de la legislación especializada como las APP, contenida en el decreto No. 379 del 23 de mayo de 2013.	B		B
2	Los reglamentos y herramientas de implementación respaldan el marco legal				
2 a)	Reglamentos de aplicación para definir las condiciones de los procesos y procedimientos	El reglamento para la aplicación de la ley es consistente con la misma y no la contradice. Está disponibles al público a través de la plataforma COMPRASAL. La versión más reciente de ese reglamento es de 2014 sin embargo, la ley fue objeto de reformas en 2020 y se ha emitido otra normativa complementaria, como la relacionada con el trabajo infantil y con las compras sostenibles, que no se ven reflejadas en el reglamento o en los documentos de licitación.	M	Establecer el uso de la normativa de FIDA para las adquisiciones del Proyecto y sus documentos estandarizados, que contienen disposiciones sobre esta materia.	M
2 b)	Modelos de documentos de contratación para bienes, obras y servicios	El Manual de Adquisiciones contempla documentos estandarizados de precalificación y licitación para todos los tipos de compras, atendiendo la modalidad es decir, Licitación y Concurso Público, Libres Gestión, y Contratación Directa, los que son comparables de forma general a los del FIDA. No obstante, no se contempla claramente el cumplimiento de los requisitos SECAP.	M	Se utilizarán los documentos estándares del FIDA que incluyen lo referente al cumplimiento de los requisitos SECAP y el formulario de auto-certificación del FIDA.	M
2 c)	Contrato tipo	Los contratos estándar responden al método de adquisición y son aplicables para todos los tipos de compras. Las condiciones y términos de los contratos tipo son consistentes con las prácticas internacionales aceptadas y el modelo de contrato, según establece la ley, debe acompañar a los documentos de licitación o cotización.	B		B
2 d)	Guía del usuario o manual para las entidades adjudicadoras (insértese el enlace al manual si es posible)	La Ley establece que la responsabilidad por la actualización de los instrumentos técnicos de	B		B

		<p>adquisiciones, como lo es al manual de la LACAP, corresponde a la UNAC.</p> <p>Adicionalmente, la Superintendencia de Competencia de El Salvador ha emitido un manual para la contratación bajo principios de competencia.</p> <p>Ambos documentos se encuentran disponibles para todos los compradores en el sitio: https://www.comprasal.gob.sv/comprasalweb/marco-normativo/1137145</p>			
3	Los marcos jurídicos y normativos apoyan el desarrollo sostenible del país y el cumplimiento de las obligaciones internacionales				
3 a)	Contratación Pública Sostenible (CPS)	En 2021 y 2022 se ha emitido la Política Anual de Adquisiciones, que establece los lineamientos generales en temas de CPS. No obstante, estos no se ven plenamente reflejados en los documentos de licitación o contractuales.	M	Incorporar en los TdR, especificaciones técnicas y descripción de obras, los lineamientos y requisitos de CPS establecidos en las políticas nacionales.	M
3 b)	Obligaciones derivadas de acuerdos internacionales	<p>El cumplimiento de estas obligaciones se observa desde la ley misma, que en su artículo 4 inciso a), indica que las adquisiciones y contrataciones financiadas con fondos provenientes de convenios con organismos internacionales, en los cuales se establezcan los procesos de adquisiciones y contrataciones a seguir en su ejecución se excluyen de esta ley.</p> <p>De igual manera, se establecen procedimientos específicos para adquisiciones en el marco de tratados comerciales internacionales.</p>	B		B
Resultados consolidados para el Pilar I			M		M
Pilar II de la OCDE – Marco institucional y capacidad de gestión					
4	El sistema de contratación pública está integrado y bien integrado con el sistema de gestión de las finanzas públicas				
4 a)	Planificación de adquisiciones y ciclo presupuestario	Los planes de adquisición anuales se preparan en función del presupuesto asignado a cada institución compradora. Los planes se deben aprobar a más tardar 30 días después de aprobado el presupuesto. La ejecución de los contratos se efectúa en COMPRASAL, aunque no siempre de forma oportuna o pública.	B		B
4 b)	Procedimientos financieros y ciclo de adquisiciones	Conforme a al artículo 14 de la Ley de Responsabilidad Fiscal es prohibido crear gastos sin contar con fuente de financiamiento, lo que incluye las adquisiciones y contrataciones.	S	En los manuales operativos de los proyectos incorporar los procedimientos y mecanismos de pago que permitan la liquidación	S

		Respecto a los pagos, aunque los documentos establecen la forma y el plazo en la que se harán los mismos, generalmente se presentan demoras de más de 30 días, lo que desmotiva la participación en los procesos de contratación pública.		eficiente de las facturas por compras	
5	El país cuenta con una institución encargada de la función normativa/reguladora				
5 a)	Situación y fundamento jurídico de la función normativa/reglamentaria de la institución	La LACAP establece que la UNAC, adscrita al Ministerio de Hacienda, es la entidad normativa de las adquisiciones y contrataciones de la administración Pública. Las atribuciones de esta unidad así como las de la jefatura de la misma, están claramente definidas en la ley.	B		B
5 b)	Responsabilidades de la función normativa/reguladora	Las responsabilidades de la UNAC son amplias y consideran aspectos tales como asesorar a las entidades compradoras; redactar políticas y promover cambios al marco legal y regulatorio; monitorear la contratación; administrar sistemas y bases de datos; y brindar capacitación.	B		B
5 c)	Organización, financiación, dotación de personal y nivel de independencia y autoridad	La UNAC esta adscrita al Ministerio de Hacienda y depende del titular de ese despacho. El presupuesto para su operación se asigna anualmente en el marco del presupuesto del ministerio. Cuenta con el personal para atender las 4 áreas funcionales de la Unidad: Tecnología, Normativa y Capacitación, Gestión de las UACI (Unidades de Adquisiciones y Contrataciones Institucionales) Estudios y Gestión de Proveedores La contratación del personal sigue los procedimientos del Ministerio de Hacienda.	B		B
5 d)	Evitar conflictos de intereses	No se tienen reportes de que la institución se haya visto envuelta en conflicto de intereses.	B		B
6	Las entidades adjudicadoras y sus mandatos están claramente definidos.				
6 a)	Definición, responsabilidades y atribuciones formales de las entidades adjudicadoras	Las entidades contratantes o adjudicadoras son denominadas UACI. Sus responsabilidades y competencias, así como las del jefe de cada unidad, están definidas en la LACAP. El responsable último por las decisiones de adquisición ante terceros es el titular de la dependencia pública a la que pertenece la UACI.	B		B
6 b)	Organismo de contratación centralizada	No se identifica un organismo de contratación centralizada. Sin embargo, el marco legal prevé y regula el mecanismo de Compras Conjuntas, mediante el que	B		B

		las instituciones de la administración pública podrán agruparse para realizar sus adquisiciones y contrataciones, a fin de obtener mejores precios, ventajas competitivas, y lograr economías de escala y mejores beneficios.			
7	La contratación pública está integrada en un sistema de información eficaz				
7 a)	Publicación de información sobre contratación pública respaldada por la tecnología de la información	<p>En COMPRASAL, plataforma abierta al público se publican los planes de adquisición. Los procesos son publicados a medida se van ejecutando, aunque no siempre se hace oportunamente.</p> <p>La plataforma incluye información de las diferentes etapas de mismo como ser aviso, bases de licitación, recepción de ofertas, apertura, evaluación, adjudicación, reclamos o recursos y demás. Estos datos y documentos quedan registrados en el sistema</p>	B		B
7 b)	Uso de la contratación electrónica	La ley contiene disposiciones referentes a la contratación electrónica, pero no se han desarrollado las aplicaciones o módulos de COMPRASAL para esta facilidad, por lo que la misma no está en funcionamiento. COMPRASAL esta funcionando en la actualidad como una plataforma para divulgar los planes de compras, distribuir documentos de licitación y registrar los resultados de las mismas, pero no como un sistema de e-Procurement que permita presentar las ofertas y demás, como está contemplado en la ley.	B		B
7 c)	Estrategias para gestionar los datos de adquisiciones	El sistema electrónico funciona parcialmente en lo que respecta a la gestión de datos. Si bien se registran los datos de los procesos en sus diferentes etapas, no hay evidencia de que los mismos se utilizan para analizar, por ejemplo, tendencias y otras estadísticas de compras.	M	Establecer el uso de la normativa de FIDA para las adquisiciones del Proyecto, que incluye el uso de plataformas como el ICP-CMT para gestionar datos de compras.	M
8	El sistema de contratación pública tiene una gran capacidad para desarrollarse y mejorar				
8 a)	Formación, asesoramiento y asistencia	<p>La UNAC tienen un área de capacitaciones y seguimiento en Formación de Compradores y los demás participantes en el proceso. Como parte de ese programa se tiene una plataforma para capacitaciones virtuales en COMPRASAL.</p> <p>Actualmente se esta formulando, en sus etapas iniciales, un programa de Certificación de Adquisiciones.</p>	B		B

		La Unidad brinda asesoría y asistencia a los compradores, a demanda, los que son atendido de forma telefónica o en línea.			
8 b)	Reconocimiento de la contratación como profesión	No hay formación oficial, pero si la capacitación que incluye normatividad, legal y usos del sistema y modelo de planificación. No se evalúa, desde el nivel central, el desempeño de los funcionarios que hacen las compras en las UACI, esta evaluación queda a criterio del responsable de las entidades compradoras.	M	En los manuales operativos de los Proyectos incluir los procedimientos completos para evaluar el desempeño del personal, incluyendo el de adquisiciones, al menos anualmente.	M
8 c)	Supervisión del rendimiento para mejorar el sistema	LA UNAC tiene un área que evalúa permanentemente el rendimiento y la gestión del sistema, Además desde el Observatorio de Obras Públicas se proponen modificaciones y mejoras al mismo.	B		B
Conclusiones consolidadas del pilar II			B		B
Pilar III de la OCDE – Operaciones de contratación pública y prácticas de mercado					
9	Las prácticas de contratación pública logran los objetivos declarados				
9 a)	Planificación de adquisiciones	Los procesos se inician a partir del requerimiento del área interesada, en donde se hace una investigación de mercado (no siempre documentada) para identificar si existen los proveedores para el bien, obra o servicios requeridos. Los requisitos y resultados deseados del proceso se definen en el requerimiento del área interesada ,y son revisados y ajustado por el área de adquisiciones con el solicitante, antes de iniciar el proceso.	B		B
9 b)	Selección y contratación	Según corresponda, se aplican procedimientos de preselección para procesos complejos. Los procesos son publicitados en diferentes medios, impulsando la participación. Los procedimientos para la presentación, recepción y apertura de ofertas están claramente detallados en los documentos de contratación, y se asegura la confidencialidad en durante todo el proceso. De forma general, el proceso de selección y adjudicación se lleva adelante de forma eficiente, eficaz y transparente.	B		B
9 c)	Gestión de contratos en la práctica	Los contratos se ejecutan generalmente de acuerdo	S	Garantizar, además de la disposición presupuestaria antes	S

		con lo términos y demás condiciones expresadas en el mismo. Se presentan algunas demoras en los pagos, que con alguna frecuencia exceden los plazos establecidos en los contratos.		de iniciar los procesos, la disposición de efectivo para hacer los pagos.	
10	El mercado de la contratación pública es plenamente funcional				
10 a)	Diálogo y asociaciones entre los sectores público y privado	Se mantiene un dialogo constante especialmente con las PYMES, haciendo promoción para acercar oferta y demandan entere este sector y el sector público. Esta actividad es en respuesta al mandato legal de contratar el 25% del presupuesto anual de compras a este sector. Se identifica la necesidad de acciones estrategias como ruedas de negocios con otros con cámaras de comercio, asociaciones y otros organismos gremiales.	M	Ampliar el acercamiento con otros sectores comerciales, para ampliar la oferta de proveedores	M
10 b)	Organización del sector privado y acceso al mercado de la contratación pública	No se identifican restricciones sistémicas importantes que impidan al sector privado participar en los procesos de contratación pública. Son embargo, las demoras en los pagos se percibe como un riesgo al venderle al estado.	S	Garantizar, además de la disposición presupuestaria antes de iniciar los procesos, la disposición de efectivo para hacer los pagos.	S
10 c)	Sectores clave y estrategias sectoriales	No se dispone de un estudio de mercado de sectores clave, por lo que no se puede determinar el alcance del gobierno para influir en segmentos específicos del mercado para atender las necesidades de compras públicas.	M	Realizar un estudio de mercado del sector privado para determinar los riesgos relacionados con el sector (en términos de gasto, competencia, impacto ambiental, riesgos socioeconómicos, etc.) y el alcance del gobierno para influir en segmentos específicos del mercado.	M
Conclusiones consolidadas del pilar III			M		M
Pilar IV de la OCDE – Rendición de cuentas, integridad y transparencia del sistema de contratación pública					
11	La transparencia y la participación de la sociedad civil fortalecen la integridad en la contratación pública				
11 a)	Entorno propicio para la consulta y el seguimiento públicos	Los cambios en los sistemas se dan más por las necesidades institucionales nacionales y no se tiene evidencia de procesos de consulta con sectores interesados, o de la retroalimentación de la sociedad civil.	M	Establecer programas para crear capacidades para que las partes interesadas relevantes comprendan, monitoreen y mejoren la contratación pública. Consultar y documentar los aportes, comentarios y retroalimentación que se	M

				que recibe de parte de la sociedad civil.	
11 b)	Acceso adecuado y oportuno a la información por parte del público	El marco legal que regula las compras públicas se encuentra disponible para todos los interesados en COMPRASAL. En esa misma plataforma, de libre acceso para todas las partes interesadas, se publica información relacionada a diferentes etapas de los procesos.	B	El marco legal y regulatorio podría establecer la obligación o una oportunidad para que el gobierno consulte al público en el proceso de planificación, por ejemplo, antes de contrataciones de gran escala o delicadas desde el punto de vista ambiental o social.	B
11 c)	Participación directa de la sociedad civil	La sociedad civil es participante cuando se hacen algunas reformas. La legislación no prevé la participación como observadores en las diferentes etapas de los procesos. La sociedad civil es motivada a participar en el seguimiento a los procesos en la plataforma COMPRASAL.	M	El marco legal y regulatorio podría establecer la obligación o una oportunidad para que el gobierno consulte al público en el proceso de planificación, por ejemplo, antes de contrataciones de gran escala o delicadas desde el punto de vista ambiental o social.	M
12	El país cuenta con sistemas eficaces de control y auditoría				
12 a)	Marco jurídico, organización y procedimientos del sistema de control	La corte de Cuentas de la República es, constitucionalmente, la encargada de hacer las auditorías a las instituciones del estado, y sus ejercicios incluyen el área de adquisiciones, aunque no como una auditoría especial y dirigida. Estas auditorías revisan la aplicación de los sistemas de control interno, tanto los definidos por las leyes de adquisiciones, como los que establece cada institución compradora. Las auditorías externas se efectúan solamente para las contrataciones efectuadas con recursos de financiamiento externo.	M	Programar y ejecutar auditorías externas orientadas a la gestión de adquisiciones	M
12 b)	Coordinación de controles y auditorías de la contratación pública	La corte de cuentas. Si este ente consulta a la UNAC la UNAC apoya en atender esas consultada. Las instituciones del estado deben tener un manual de control interno que debe incluir los asuntos de adquisiciones. Estos procedimientos son revisados en las auditorías regulares que practica la Corte de Cuentas,	M	Programar y ejecutar auditorías externas orientadas a la gestión de adquisiciones	M

		aunque estas no son específicamente auditorías a la gestión de adquisiciones.			
12 c)	Observancia y seguimiento de las conclusiones y recomendaciones	No se tuvo acceso a algún informe de auditoría u un plan para atender las recomendaciones. Por referencia de funcionarios entrevistados, no se han identificado hallazgos de auditoría relacionados con adquisiciones.	B		B
12 d)	Cualificación y capacitación para realizar auditorías de adquisiciones	No se efectúan auditorías específicas a adquisiciones, la Corte de Cuentas aplica sus procedimientos generales en las auditorías. Conforme lo referido por funcionarios entrevistados, se esta en proceso de incorporar en los equipos de auditoría el personal especializado en temas de compras públicas.	M	Programar y ejecutar auditorías externas orientadas a la gestión de adquisiciones	M
13	Los mecanismos de apelación de adquisiciones son eficaces y eficientes				
13 a)	Proceso de impugnaciones y apelaciones	El proceso impugnación previsto en el marco legal de adquisiciones se denomina recurso de revisión. Aplica en las diferentes etapas del proceso pero principalmente cuando se comunican resultados a los licitantes. La LACAP establece plazos determinantes para la presentación del recurso y su atención, con el propósito de que no se retrase indebidamente el proceso. Los recursos son resueltos por el mismo funcionario que dictó el acto del que se recurre, atendiendo la recomendación de una Comisión Especial de Alto Nivel que el mismo funcionario nombra. Solamente si el recurrente no está de acuerdo con la resolución, acude a una instancia independiente de apelación en el sistema judicial. Es este el ente de apelaciones que puede hacer cumplir las decisiones.	M	Establecer el uso de la normativa de FIDA para las adquisiciones del Proyecto y sus documentos estandarizados, que contienen disposiciones sobre esta materia.	M
13 b)	Independencia y capacidad del órgano de apelación	El ente de apelaciones es el Sistema Judicial del país. Este no participa de ninguna forma en las transacciones de contratación ni en el proceso de adquisición y contratación, que son ejecutadas por las instituciones compradoras.	B		B
13 c)	Decisiones del órgano de apelación	El ente de apelaciones es el Sistema Judicial del país y tiene su propio estamento jurídico para administrar estos recursos.	B		B
14	El país cuenta con medidas éticas y anticorrupción				

14 a)	Definición legal de prácticas prohibidas, conflictos de intereses y responsabilidades asociadas, rendición de cuentas y sanciones	<p>El marco legal de adquisiciones no contempla las definiciones de corrupción y otras prácticas prohibidas en materia de adquisición concordantes con las obligaciones que se derivan de los acuerdos anticorrupción internacionales legalmente vinculantes.</p> <p>La definición de responsabilidades individuales para los empleados del gobierno y para los particulares es amplia y está claramente definida en la ley.</p> <p>No define disposiciones relacionadas con conflictos de intereses de los compradores. Sin embargo, la Ley de Ética Profesional establece a los funcionarios públicos un período de un año después del cese de sus funciones gubernamentales para abstenerse de brindar asesoría o cualquier información relacionada con procesos de adquisición en los que participó, o de laborar para empresas que ejecutaron contratos en su último año de trabajo público.</p>	S	Establecer el uso de la normativa de FIDA para las adquisiciones del Proyecto y sus documentos estandarizados, que contienen disposiciones sobre esta materia	S
14 b)	Disposiciones sobre prácticas prohibidas en los documentos de contratación pública	Los documentos de contratación hacen referencia al articulado de la ley que relativo a las responsabilidades de los empleados de gobierno y de los licitantes. No incluye explícitamente las definiciones de corrupción y otras prácticas prohibidas, según lo indicado en el indicador 14 a) anterior.	S	Establecer el uso de la normativa de FIDA para las adquisiciones del Proyecto y sus documentos estandarizados, que contienen disposiciones sobre esta materia.	S
14 c)	Sanciones eficaces y sistemas de aplicación	<p>La ley lo establece sanciones tanto para los contratistas como para los compradores y expone de manera general el sistema para su aplicación.</p> <p>Los funcionarios públicos también están sujetos a la Ley de Ética Gubernamental que define, entre otros, los conceptos de fraude y conflicto de interés, y establece las sanciones y los procedimientos para su aplicación.</p>	B		B
14 d)	Marco anticorrupción y capacitación en integridad	Se han promovido acciones anticorrupción en los procesos de adquisición pública, así como capacitaciones sobre el tema a compradores públicos, mismos que en el presente se han descontinuado	M	Establecer el uso de la normativa de FIDA para las adquisiciones del Proyecto y sus documentos estandarizados, que contienen disposiciones sobre esta materia.	M
14 e)	Apoyo de las partes interesadas para fortalecer la integridad en las adquisiciones	Se identifican algunas organizaciones de la sociedad civil que ejercen la función de auditoría social y control. Una de ellas promovió el Observatorio de Compras Públicas, que está en funcionamiento e incorporado a COMPRASAL. Se percibe un ambiente	M	En la práctica, invitar a organizaciones de la sociedad civil en la veeduría, de los proceso de adquisición, manteniendo la confidencialidad de los mismos y	M

		<p>favorable para la participación de este tipo de organizaciones en la veeduría de las adquisiciones públicas.</p> <p>No se obtuvo evidencia de que los proveedores aplican medidas internas de cumplimiento para fortalecer la integridad de las adquisiciones.</p>		dentro del marco legal que regula las compras públicas.	
14 f)	Mecanismos seguros para denunciar prácticas prohibidas o comportamientos poco éticos	El Observatorio de Compras Públicas de la UNAC permite cualquier tipo de denuncia anónima y confidencial sobre en caso de fraude, corrupción y otras prácticas prohibidas o conducta poco ética.	B		B
14 g)	Códigos de conducta/códigos de ética y regla de divulgación financiera	<p>Se tiene la Ley de Ética Gubernamental, que regula el actuar de todos los funcionarios públicos, incluyendo los de adquisiciones.</p> <p>Esta ley no es explícita en cuanto a la divulgación de información financiera en los procesos de adquisición.</p>	M	Incluir en los documentos de los procesos, una declaración de confidencialidad de los participantes institucionales en los procesos de adquisición, referente a la información financiera de los proveedores.	M
Conclusiones consolidadas para el pilar IV			M		M
Conclusiones consolidadas a nivel de los países sobre la base de las evaluaciones anteriores de los pilares I a IV de la OCDE		SPO: Se confirma la evaluación de los riesgos de adquisiciones con una calificación Moderada de Riesgo Inherente.	M	SPO: Se confirma la evaluación de los riesgos de adquisiciones con una calificación Moderada de Riesgo Neto hasta que se implementen las medidas de mitigación.	M

Integrated country risk matrix

Integrated Country Risk Matrix			
Risk type	Inherent risk	Residual risk	Mitigation measures
<p>Country context</p> <p><i>The risks to the achievement of COSOP strategic objectives stemming from a country's context.</i></p>	Substancial	Moderado	
<p>Political commitment</p> <p><i>El MAG, como ente responsable de los proyectos FIDA, se podría ver afectado por la constante rotación de las autoridades y directores, que pueden derivar en cambios de prioridades nacionales y sectoriales afectando el diseño y ejecución del proyecto</i></p>	Substancial	Moderado	<ol style="list-style-type: none"> 1. Establecer una continua comunicación estratégica del FIDA con las autoridades, ante eventuales cambios y procesos electorales próximos. 2. Establecer y operativizar el Consejo Consultivo Estratégico para la correcta la toma de decisiones orientadas a asegurar la buena marcha del proyecto. 3. Referir a las cláusulas de Convenios de financiación para asegurar el cumplimiento de objetivos propuestos en el nuevo proyecto.
<p>Governance</p> <p><i>Potenciales retrasos en la implementación debido al cambio de la estrategia para la administración de los recursos financieros del proyecto (salida de entes administradores externos); La baja capacidad de los gobiernos municipales en planificación y gestión de recursos limitaría la coinversión para el desarrollo local en coordinación con el proyecto, lo cual también limita inversión en infraestructura pública y, la desarticulación entre entidades públicas vinculadas al desarrollo local no permite realizar planes integrales de desarrollo.</i></p>	Substancial	Moderado	<ol style="list-style-type: none"> 1. Asegurar la correcta y oportuna aplicación de las normas del FIDA para la gestión financiera, adquisiciones, fraude y corrupción mediante la implementación un plan de capacitación intensivo y acompañamiento técnico a la UEP sobre las normas del FIDA y nacionales. 2. Utilización de una agencia externa de recursos humanos para la selección y evaluación del personal. 3. Establecimiento del mecanismo de no objeción del FIDA para la contratación, cambios y separación del personal clave de la UEP. 4. Asegurar espacios de participación, vinculación y fortalecimiento de capacidades con los gobiernos locales durante la implementación del proyecto. 5. Establecer y operativizar un espacio de coordinación y planificación interagencial.
<p>Macroeconomic</p> <p><i>Espacio fiscal limitado podría afectar la asignación de recursos con lo cual no se alcanzaría los resultados del proyecto.</i></p> <p><i>Nivel de endeudamiento actual y de espacio fiscal para contratar deuda podría limitar el acceso a los fondos del FIDA para la puesta en marcha de la nueva operación. Además podría comprometer la capacidad de obtener recursos adicionales para la brecha de financiamiento que presenta el proyecto.</i></p> <p><i>El aumento de la inflación a nivel local e internacional reduce la capacidad adquisitiva del proyecto y de los planes de negocio para cumplir con sus metas, afectando negativamente los beneficios esperados y la eficiencia global.</i></p>	Moderado	Moderado	<ol style="list-style-type: none"> 1. Seguimiento continuo a las condiciones fiscales del país, y la asignación de fondos para el Programa en concepto de contrapartida. 2. Conversaciones con los Ministerios de Hacienda y de Agricultura, para asegurar espacio presupuestario y de contrapartida 3. Incentivar la producción agroecológica o de bajo requerimiento en insumos / fertilizantes importados 4. Estudiar las alternativas de sustitución y complemento adecuadas al contexto local y promover la realización de estudios de suelos para maximizar la eficiencia en el consumo de los insumos agrícolas.

Integrated Country Risk Matrix			
Risk type	Inherent risk	Residual risk	Mitigation measures
Fragility and security 1. Impactos de eventos de origen natural y climáticos afectan la economía, la infraestructura pública, la salud y bienestar social lo cual conlleva a la reorientación de los recursos para la atención de emergencias. 2. Grupos delincuenciales que operan en las zonas rurales pueden afectar las inversiones que se implementan con proyectos FIDA.	Substancial	Moderado	1. Fortalecer sistemas de alerta temprana. 2. Implementar protocolos de prevención, mitigación y respuesta de la violencia y seguridad, para los equipos técnicos y en las comunidades rurales.
Sector strategies and policies The risks to the achievement of COSOP strategic objectives stemming from a country's sector-level strategies and policies.	Moderado	Bajo	
Policy alignment Cambios continuos en las prioridades, planes y políticas del sector agropecuario en el país podrían afectar la consecución de los objetivos del proyecto.	Moderado	Bajo	1. Seguimiento continuo a los posibles cambios de prioridades, planes y políticas. 2. Aprovechamiento de misión de apoyo a la implementación y supervisión para definir medidas de armonización de la política.
Policy development and implementation 1. Insuficiente dotación de recursos presupuestales para la implementación de las políticas y leyes nacionales. 2. Leyes que carecen de mecanismos de aplicación (reglamentos, entre otros), no permiten articular los programas de desarrollo rural para la atención a las familias en mayor vulnerabilidad.	Moderado	Moderado	1. Proveer asistencia técnica especializada para la formulación de instrumentos y mecanismos de aplicación de las leyes o políticas. 2. Alineamiento inversiones de futuros proyectos para financiamiento de las políticas.
Environmental, social and climate context 1. Expansión de la frontera agrícola y pecuaria que provocan deforestación y la pérdida de suelo; 2. Malas prácticas en las actividades agrícolas y pecuarias ocasionan incendios forestales; y 3. Presión intensa a los bosques por la tala ilegal, consumo de leña y producción de carbón vegetal. 4. En su conjunto, estas amenazas pueden generar impactos negativos en la provisión de servicios ecosistémicos (reducción en la producción agrícola, pecuaria y/o forestal, infiltración del agua, captura de carbono y hábitats para la diversidad biológica). La variabilidad climática y el cambio climático son determinantes para que los sistemas de producción primaria agropecuaria presenten pérdidas parciales o totales, impactando negativamente en la seguridad alimentaria y nutricional de las familias rurales, en la competitividad de las organizaciones de productores y en la generación de ingresos.	Moderado	Bajo	1. Mejorar la eficiencia en los procesos de producción primaria mediante asistencia técnica, tecnologías eficientes y buenas prácticas agrícolas y no agrícolas, con lo que se reducirá la necesidad de abrir nuevos espacios en los bosques; 2. Capacitar a los productores agropecuarios respecto a técnicas de manejo del fuego, como una herramienta para prevenir y combatir los incendios forestales; 3. Implementar prácticas agroecológicas para la restauración de ecosistemas y conservación de suelos; 4. Fortalecer las capacidades del personal técnico de la ENA y CENTA para elaborar programas de manejo forestal con fines de aprovechamiento maderable, introducir estufas ecológicas para reducir el consumo de leña. 5. Promover inversiones públicas en infraestructura física hidráulica para la conducción y distribución del agua en sectores de producción agrícola y pecuaria ubicada en zonas de sequía extrema. 6. Proteger y rehabilitar zonas de recarga de mantos freáticos, así como de escurrimientos superficiales clave para la población rural.

Integrated Country Risk Matrix			
Risk type	Inherent risk	Residual risk	Mitigation measures
			<p>7. Ampliar el uso del sistema de alerta temprana meteorológica para la prevención de riesgos entre los productores agropecuarios.</p> <p>8. Integración de prácticas y tecnologías de adaptación al cambio climático en los planes de negocios.</p>
<p>Financial management</p> <p><i>The risk that COSOP activities are not carried out in accordance with the provisions of IFAD's financial regulations and that funding is not used for the intended purpose with due regard to economy, efficiency and effectiveness.</i></p>	Substantial	Moderado	
<p>Organization and staffing</p> <p><i>El personal propuesto tiene amplia experiencia en gestión financiera de fondos FIDA, bajo el paraguas del PNUD. El modelo de gestión financiera para el Rural Adelante 2.0 es administración directa de los recursos a través de la UGP adscrita al MAG mediante el sistema gubernamental SAFI que basa el control de los recursos mediante el subsistema de presupuesto, contabilidad y tesorería. En cuyo ámbito el actual equipo no tiene suficiente experiencia, siendo necesario capacitación y acompañamiento permanente desde el MAG y el FIDA.</i></p> <p><i>Todo el personal está informado sobre las políticas en materia de prevención de fraude y corrupción del FIDA y del Gobierno. No se realizan sesiones de sensibilización.</i></p>	Substantial	Moderado	<p>1. Fortalecer y acompañar al equipo financiero mediante misiones de apoyo a la implementación a fin de asegurar eficiencia en el manejo de los recursos.</p> <p>2. Realizar sesiones de sensibilización en materia de prevención de fraude y corrupción del FIDA, principales riesgos, canales de denuncia y protección de denunciantes, cuyos eventos deberán estar dirigidos al personal del proyecto, personal de instituciones relacionadas y grupos beneficiarios del proyecto.</p>
<p>Budgeting</p> <p><i>El Gerente y el Coordinador Administrativo Financiero, son los responsables de elaborar los planes anuales de trabajo y los respectivos proyectos de presupuesto, que serán presentados al MAG para su revisión y consolidación y posterior envío al Ministerio de Hacienda para su aprobación y posterior inclusión en el Presupuesto General del Estado para aprobación de la Asamblea Legislativa. El gobierno viene asignando los presupuestos requeridos por el Proyecto. La planificación operativa es bastante detallada permite un seguimiento adecuado de las actividades previstas; sin embargo, se requiere un trabajo coordinado entre los equipos administrativo, financiero y técnico a fin de lograr una adecuada priorización de actividades que faciliten el logro de objetivos previstos.</i></p>	Moderado	Bajo	<p>1. Reforzar el trabajo en equipo entre finanzas, áreas técnicas y de planificación, para un mejor análisis financiero y tener información más sustentable para la toma de decisiones gerenciales</p>
<p>Funds flow/disbursement arrangements</p>	Substantial	Moderado	<p>1. Procurar un trabajo coordinado entre las áreas técnica, administrativa y financiera a fin</p>

Integrated Country Risk Matrix			
Risk type	Inherent risk	Residual risk	Mitigation measures
<p><i>El FIDA abrirá una cuenta para el préstamo a nombre del Prestatario en la cual se acreditará el monto principal del Préstamo. Y el Prestatario a través de la Dirección General de Tesorería DGT abrirá y mantendrá en el Banco Central de Reserva de El Salvador una Cuenta Especial en dólares (USD) para recibir en ella por adelantado (fondo rotativo) exclusivamente los recursos de la financiación del FIDA. Está cuenta será administrada por la DGT, se alimentará con los desembolsos del Préstamo FIDA y se debitará por los pagos realizados a proveedores, consultores, transferencias a las Organizaciones Benéficas, los cuales se realizan mediante pagos en línea, utilizando el sistema bancario nacional</i></p> <p><i>La nueva modalidad de desembolsos del FIDA en base a la proyección de gastos para dos trimestres, asegura disponibilidad permanente del flujo de caja, pero que requiere un trabajo coordinado entre las áreas técnica, administrativa y financiera a fin de lograr efectividad en las proyecciones y su ejecución. El equipo de la UEP está incursionando en esta modalidad y los resultados podrán ser medidos en el mediano plazo.</i></p>			<p>de lograr proyecciones efectivas que aseguren la disponibilidad permanente de fondos. Implementar mecanismos de análisis y seguimiento de las desviaciones que se establezcan entre lo previsto y lo ejecutado.</p> <p>2. Disponer que el equipo financiero nacional realice visitas periódicas a las Organizaciones a fin de fortalecer el acompañamiento y supervisión que contribuyan a mejorar el uso de los recursos y principalmente a identificar cuellos de botella que estén retrasando la ejecución de los PNO y por lo tanto ralenticen la ejecución del Proyecto.</p> <p>3. Preparar un instructivo para uso y rendición de fondos (incluido transferencias del proyecto y aporte de beneficiarios en efectivo y especies) manejados por organizaciones, en el cual se incluirá los procedimientos y formatos que actualmente disponen, a fin de facilitar el manejo de los recursos y su oportuna rendición.</p>
<p>Country internal controls</p> <p><i>La UEP basa su control interno en las Normas Técnicas de Control Interno específicas del MAG las cuales son aprobadas por la Corte de Cuentas de la República. Además, en el MOP están plasmados los mecanismos de control de fondos del Proyecto. Además en temas de gestión financiera observan la normativa nacional al respecto.</i></p> <p><i>La poca experiencia en el manejo del sistema SAFI por parte del equipo financiero, requiere capacitación permanente a fin de lograr un manejo eficiente de los recursos del proyecto.</i></p>	Substancial	Moderado	<p>1. Capacitación al equipo financiero en normas de control interno y en la normativa y manejo del sistema SAFI a fin de lograr un manejo eficiente de los recursos del proyecto.</p>
<p>Accounting and financial reporting</p> <p><i>El Programa manejará el sistema gubernamental en línea SAFI que trabaja en base a los subsistemas de presupuesto, contabilidad y tesorería, es un sistema seguro, para el acceso se dispone de perfiles de usuarios y claves de acceso. El ente rector es el Ministerio de Hacienda.</i></p>	Substancial	Moderado	<p>1. Establecer un mecanismo o herramienta contable que permita llevar el control de los recursos por categoría de gasto, componente y todas las fuentes de financiamiento, que garantice seguridad de la información y permita el cumplimiento de los reportes financieros requeridos por el FIDA.</p>

Integrated Country Risk Matrix			
Risk type	Inherent risk	Residual risk	Mitigation measures
<i>El sistema contable que actualmente usa la UGP es básico no tiene seguridades para precautelar la información y el acceso está restringido a la contadora lo que implica un riesgo de control. El sistema ha ido mejorando pero hasta la fecha no se logra obtener la totalidad de reportes complementarios requeridos por el FIDA.</i>			
External audit <i>La falta de experiencia de la UGP en la contratación de una empresa de auditoría externa implica un alto riesgo en el cumplimiento del informe en tiempo y forma.</i>	Substancial	Moderado	1. Disponer que durante el último trimestre del año la UGP prepare los TDR para la contratación de una empresa auditora externa observando la normativa nacional y las directrices del FIDA y que estos tengan la conformidad del FIDA. 2. Iniciar el proceso de contratación de la empresa auditora los primeros días de enero a fin de lograr su adjudicación hasta el término de febrero, lo que asegurará que los informes de auditoría se entreguen al FIDA dentro del plazo acordado. 3. El FIDA apoyará en la preparación de los TDR a fin de asegurar la calidad del informe.
Procurement issues <i>The risk of non-compatibility of project/programme procurement operations with the IFAD Project Procurement Framework (IFAD-PPF) and risk that inefficient or non-transparent procurement processes impact the achievement of the project/programme's intended objectives (outcomes and outputs).</i>	Moderado	Moderado	

Integrated Country Risk Matrix			
Risk type	Inherent risk	Residual risk	Mitigation measures
<p>Pillar I. Legal, regulatory and policy framework</p> <p><i>El riesgo de que la capacidad reglamentaria e institucional del prestatario y las prácticas correspondientes (incluido el cumplimiento de la legislación) no sean suficientemente sólidas para realizar las adquisiciones y contrataciones en un modo que garantice el uso óptimo de los recursos con integridad.</i></p> <p><i>La no inclusión en documentos de licitación disposiciones relacionadas con buenas prácticas en adquisiciones en términos de gestión de contratos, lucha anticorrupción, trabajo infantil, y otras salvaguardas sociales y ambientales podría comprometer los resultados de los procesos e impactar en la implementación del proyecto.</i></p>	Moderado	Moderado	<p>El marco legal de las adquisiciones del país es completo (ley, reglamento y manual), sin embargo, algunas de sus disposiciones no se incluyen en los documentos y prácticas de adquisiciones. Adicionalmente, dado que la gestión de adquisiciones se hará desde el Proyecto sin un ente administrador de recursos externos como ha sido en los últimos proyectos en el País, se fortalecerá la apropiada gestión de los procesos de compra mediante:</p> <ul style="list-style-type: none"> i) Establecer el uso de la normativa de FIDA para las adquisiciones del Proyecto y sus documentos estandarizados. ii) La capacitación y acompañamiento al personal de adquisiciones del Proyecto en la aplicación de las normas, sistemas, documentos e instrumentos de adquisiciones del FIDA. iii) Para las compras que efectúen las organizaciones de beneficiarios el Proyecto brindará capacitación y acompañamiento a las organizaciones y desarrollará una Guía Operativa para las Organizaciones, que incluirá la gestión de las compras, considerando los principios universales de adquisiciones y la normativa FIDA.
<p>Pillar II. Institutional framework and management capacity</p> <p><i>El riesgo de que el organismo de ejecución no cuente con personal suficiente personal bien formado para la administración, supervisión y gestión de los contratos, lo cual puede provocar efectos negativos en los resultados de desarrollo del proyecto.</i></p>	Moderado	Moderado	<ol style="list-style-type: none"> 1. Se recomendará al Proyecto ampliar la participación de la sociedad civil para fortalecer la integridad de las adquisiciones del proyecto. 2. Establecer el uso de la normativa de FIDA para las adquisiciones del Proyecto y sus documentos estandarizados incluyendo las disposiciones sobre atención de reclamos en materia de adquisiciones debiendo el Proyecto informar en todos los documentos de compras el procedimiento para presentación y atención de reclamos. 3. Programar debidamente y ejecutar auditorías externas orientadas a la gestión de adquisiciones 4. Se promoverá en el proyecto el respeto a las disposiciones de probidad incluida la apropiada planificación y ejecución de las actividades de compra, el uso preferente de procesos competitivos públicos y la publicación completa de los resultados de los procesos y de todas las reclamaciones.
<p>Pillar III. Public procurement operations and market practices</p> <p><i>El riesgo de que los procesos de adquisición y contratación y las estructuras de mercado (métodos, planificación, licitación, adjudicación de contratos y gestión de contratos) no sean eficientes o competitivos, lo cual puede traducirse en un uso indebido de los fondos del proyecto o en una ejecución del proyecto y una consecución de sus objetivos que distan de ser óptimas.</i></p>	Moderado	Moderado	<ol style="list-style-type: none"> 1. El Proyecto deberá establecer una unidad de adquisiciones especializada dentro de la UEP, aplicando la normativa de adquisiciones del FIDA, que será capacitado en esta normativa y acompañado por el FIDA. 2. El Personal de adquisiciones deberá ser incluido en la certificación del FIDA, BUILD PROC impartido por ITCILO.

Integrated Country Risk Matrix			
Risk type	Inherent risk	Residual risk	Mitigation measures
<p>Pillar IV. Accountability, integrity and transparency of the public procurement system</p> <p><i>El riesgo de que las disposiciones en materia de rendición de cuentas, transparencia y supervisión (incluidas las relativas a la recepción de quejas, por ejemplo, sobre casos de acoso, explotación y abusos sexuales y de corrupción y fraude) no sean las adecuadas para salvaguardar la integridad de las adquisiciones y contrataciones y el cumplimiento de los contratos en el ámbito del proyecto, lo cual puede dar lugar a que los fondos no se utilicen con los fines previstos, adquisiciones o contrataciones viciadas, casos de acoso, explotación y abusos sexuales o adquisiciones y contrataciones realizadas sin tener en cuenta los tiempos, costos y requisitos de calidad establecidos.</i></p>	Moderado	Moderado	<ol style="list-style-type: none"> 1. Establecer una unidad de adquisiciones especializada dentro de la UEP, aplicando la normativa de adquisiciones del FIDA, que será capacitado en esta normativa y acompañado por el FIDA. 2. El Proyecto deberá utilizar los sistemas corporativos del FIDA, para la planificación de sus planes de adquisiciones directamente con el sistema OPEN de Adquisiciones que garantizará un debido seguimiento y visualización de las etapas de No Objeción del FIDA, así como los registros de contratos en sistema de Monitoreo de Contratos (CMT por sus siglas en inglés).

Technical note on remittances to El Salvador

Migration

1. A quarter of the Salvadorian population (1.6 million people) live outside their birth country, 42% are women and 58% men⁴⁷. The majority of these migrants (93%) reside in the United States (U.S.). As a result, 16% of Salvadorians households are directly linked to migration with a relative living abroad and/or a migrant returnee at home.
2. **Recent trends and Covid-19 impact.** Immigration from El Salvador has been influenced heavily by U.S. immigration policies historically, which explains why the discontinuation of the U.S. temporary protected status (TPS) Program in 2021 is expected to impact the over 250,000 Salvadorians that benefit from this program (16% of the total migrant population that are under this program). Between January and December of 2020, the *Dirección General de Migración y Extranjería* from El Salvador reportedly received 10,725 returnees; more than 25 percent of those deported were from just two states in El Salvador: San Salvador and San Miguel. The uncertainty surrounding the immigration status for Salvadorians in the U.S., compounded by the income shortage caused by the COVID-19 pandemic, may explain the sharp reduction in the flow of remittances sent by migrants during the months of April and May 2020.⁴⁸

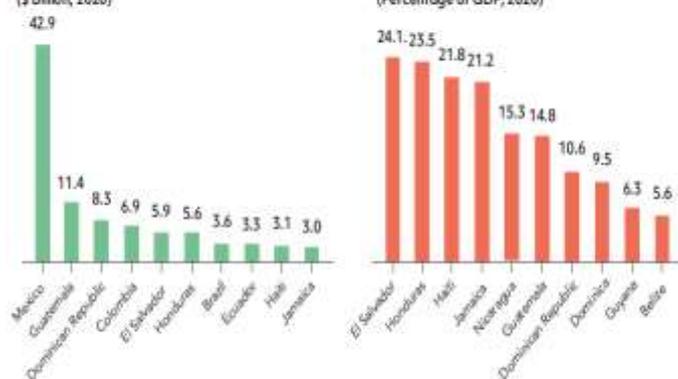
Remittances

3. **Relevance of remittances in the Salvadorian economy:** According to the El Salvador's Central Bank, remittances received in 2021 surpassed US\$7,500 million, a 26% increase from 2020. Remittances represent 24.1% of the country's GDP (World Bank, 2021), making El Salvador the fifth country in the world with the highest reliance on remittances and the largest in Latin American and the Caribbean region, followed by Honduras, Haiti, Jamaica and Nicaragua). In 2020, remittances represented eight times the foreign direct investment (FDI) to the country and twenty times of official development aid (ODA) received in that same year.
4. El Salvador receives remittances from 129 countries, even if the majority of these (95.4%) originate from the United States, similarly to other countries in Central America. In terms of remittances corridors, the US-Central America corridor is the biggest one globally, only after US-Mexico (IMF, 2021⁴⁹). The other countries where remittances are most often sent to El Salvador are Canada, Spain, Italy and Mexico.

Figure 1.

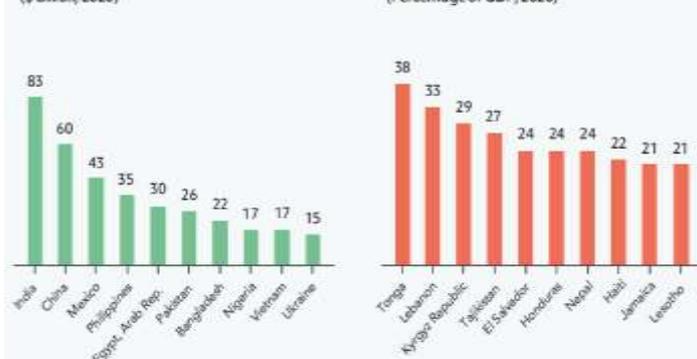
Top remittance recipients

Figure 4.7 Top Remittance Recipients in Latin America and the Caribbean, 2020
(\$ billion, 2020)



Source: World Bank-KIIC/IMMAD staff estimates, World Development Indicators, and International Monetary Fund (IMF) Balance of Payments Statistics.
Note: GDP = gross domestic product.

Figure B1.1.1 Top Recipients among Low- and Middle-Income Countries
(\$ billion, 2020)



⁴⁷ National survey on migration and remittances 2017, Ministry of Foreign Affairs, Central Bank of El Salvador, IOM.

⁴⁸ <https://www.federalreserve.gov/econres/notes/feds-notes/remittances-and-covid-19-a-tale-of-two-countries-20201230.html>.

⁴⁹ <https://www.elibrary.imf.org/view/journals/001/2021/175/article-A001-en.xml>.

5. **Geographical distribution.** Data from the Central Bank⁵⁰ highlights how, in 2020, 38% of the remittances were received in the central region of the country, and 32% in the eastern region. In terms of districts, 22% of the total inflows were received in San Salvador, 12% in San Miguel, followed by La Libertad (8%), Santa Ana (8%), La Unión (8%) and Usulután (8%).

Figure 2.

Origin and destination of Salvadorian remittances

<i>Destination of Remittances to El Salvador</i>			
	%		
Municipalities	Receives	Does not receive	Total
San Salvador	25.6	54.8	54.3
Usulután	48.7	8.0	8.6
La Libertad	5.1	5.4	5.4
Santa Ana	2.6	4.8	4.7
La Paz	2.6	4.4	4.4
San Vicente	0.0	3.7	3.6
Chalatenango	2.6	3.6	3.6
San Miguel	7.7	3.5	3.6
Sonsonate	0.0	3.0	2.9
Ahuachapán	2.6	2.8	2.8
Cabañas	0.0	2.5	2.5
Cuscatlán	0.0	1.7	1.7
Morazán	2.6	1.0	1.0
La Unión	0.0	0.8	0.8

<i>Origin of Salvadorian Remittances in the US</i>			
	%		
US State	Sends	Does not send	Total
California	38.5	38.5	38.5
Texas	10.3	31.6	31.3
Nueva York	30.8	12.9	13.2
Florida	0.0	8.5	8.4
Virginia	15.4	4.1	4.3
Georgia	5.1	2.8	2.8
Carolina Del Norte	0.0	0.7	0.6
Nueva Jersey	0.0	0.2	0.2
Ohio	0.0	0.2	0.2
Kansas	0.0	0.1	0.1
Nevada	0.0	0.1	0.1

6. **Recent trends and Covid-19 impact.** Remittance inflows to El Salvador have grown steadily for the past ten years, with inflows almost doubling from US\$3.4 billion in 2010 to USD\$5.9 billion in 2020.
7. As a result of the Covid-19 pandemic, flows to El Salvador declined sharply by over 29 percent in the months of April and May 2020. However, the country experienced a rebound during the third and fourth quarter of the year. Overall, in 2020, out of the 262 Salvadorian municipalities, 229 saw an increase in remittance inflows. The municipalities that have registered a growth of more than 70% are Cinquera, in the department of Cabañas; California, in Usulután; Cuyultitán, in La Paz; Arambala, in Morazán; Las Vueltas and Potonico, in Chalatenango and Tacuba, in Ahuachapán.
8. As of June 2021, El Salvador received US\$3.6 billion in remittances, which represents an increase of 45 percent compared to the same period in 2020 and 33 percent increase compared 2019. In 2021, the average value of remittance transactions also increased compared to the previous year, from US\$ 261 to US\$ 311 during the first months of 2021.

⁵⁰ <https://www.bcr.gob.sv/bcrsite/?cdr=147&lang=es>.

Figure 3.
Inflow of remittances

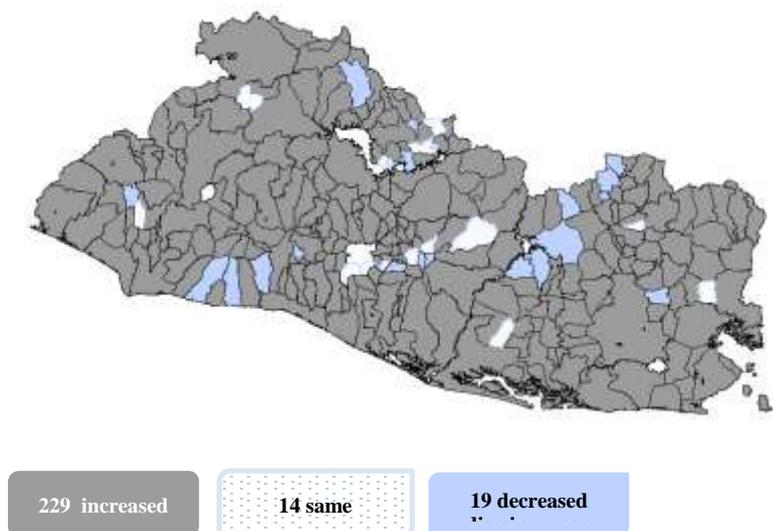
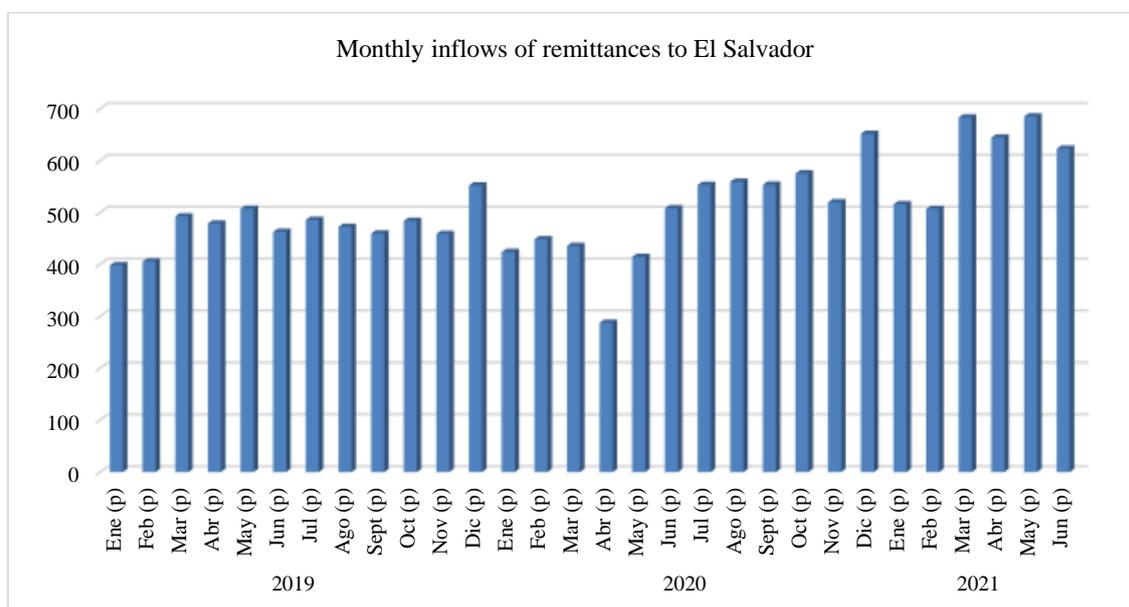


Figure 4.
Monthly inflows of remittances to El Salvador



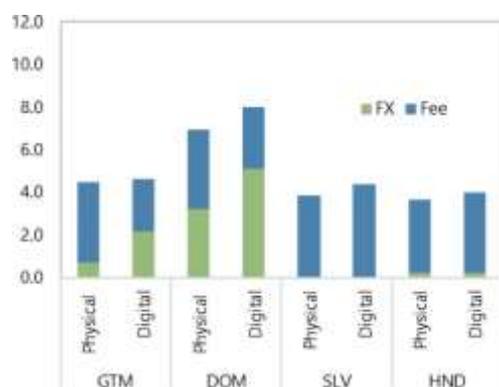
Source: Central Bank of El Salvador, 2021

9. **Stakeholders in the remittance ecosystem.** The market in El Salvador is served by 14 remittance service providers, including banks and money transfer operators (MTOs), and one e-money provider. Non-regulated entities, such as saving and credit cooperatives also offer international remittances to their customers, even if they cannot offer these services directly, they need to partner with regulated MTOs⁵¹.

⁵¹ Política Nacional de Inclusión Financiera para el Salvador (PNIF-SLV), <https://www.bcr.gob.sv/bcrsite/uploaded/content/category/387473516.pdf>.

10. **Modes of transfer.** There are several methods for receiving cross-border remittances in El Salvador, such as bank-to-bank transfers or cell phone recharges. Informal methods are also common, with funds brought in by tourists and people dedicated to moving money across boundaries, among others. As a country with a large banking geographical outreach, most remittance recipient families rely the financial system for a payout (IMF, 2021).
11. **Remittance costs.** The average transfer fee to Central American countries has been gradually falling in line with the raising number of remittance service providers and greater competition. The cost of sending an average of US\$200 is 2.8%⁵², below the 3% SDG target. This percentage has been decreasing since 2012 when it was at 5.2%, and it is lower than the neighboring countries (Honduras at 4.8%, Guatemala 3.9% or Nicaragua 4.4%). Digital operators are most attractive to other Central American countries where the foreign exchange margin plays a role, such as Guatemala and Dominican Republic. However, in countries that are dollarized such as El Salvador, traditional providers may offer more competitive fees than digital operators (IMF, 2021). This is also supported by a recent survey⁵³, which highlighted how using cash at a brick-and-mortar access point in El Salvador is cheaper, on average, than digital channels and bank account transfers.

Figure 5.

Average transfer fee to Central American countries

Source: IMF Working papers 2021

12. **Shift towards digital channels.** According to GSMA, regulation remains a challenge to the expansion of mobile-based international remittances to El Salvador.
13. **Segmentation of remittance recipients:** woman-headed households are eight percent more likely to receive remittances than their male counterparts in El Salvador, a 2021 IMF suggest. Women, on average, rely more on remittances to meet their needs, reflecting a common gender dynamic to migration. The study also showcases how rural households are more likely to receive remittances (by 8 percentage El Salvador) as compared to their urban counterparts⁵⁴. Small producers are over-represented among the remittance recipient households in El Salvador, representing 27% of this category against only 20% among non-receiving households (IOM, 2017).
14. **Bitcoin, remittances and financial inclusion.** In June 2021, El Salvador became the first country to adopt bitcoin as legal tender. Monthly bitcoin transfers of under US\$1,000 - a proxy for money sent to the country from Salvadorans working abroad - totaled US\$1.7 million in May compared to US\$424,000 in 2020, U.S. crypto researcher Chainalysis found. "Bitcoin, in theory, offers a quick and cheap way to send money across borders without relying on traditional and often costly remittance channels". However, it is still complex and lacks infrastructure for converting to

⁵² Remittance Prices Worldwide, World Bank (it refers to remittances from the US).

<https://remittanceprices.worldbank.org/en/corridor/United-States/El-Salvador>.

⁵³ Martin, X., D. Sobol, B. Magnoni, E. Burgess, 2019, "Remittances from the U.S. to Latin America and the Caribbean: Following the Money Journey," IDB, 2019.

⁵⁴ <https://www.elibrary.imf.org/view/journals/001/2021/175/article-A001-en.xml>.

dollars, which limits its use.⁵⁵ The government has created the electronic wallet called 'Chivo Wallet', which will be used to carry out operations that use bitcoins.

Financial Inclusion

15. In March 2021, El Salvador's National Council for Financial Inclusion launched its National Policy for Financial Inclusion, named ***Política Nacional de Inclusión Financiera (PNIF)***. The Policy highlights how remittances represent a significant opportunity given their importance in the country's economy and its potential to expand the use of other products and financial services. This document also evidences how, despite 20% of Salvadorian households are recipients of remittances, only a small percentage of this segment (24%) receives the remittances directly in bank accounts, where they can be more easily saved or invested. The PNIF underscored that health and life insurance for family members are products demanded by nationals residing abroad.
16. In 2015, El Salvador had already pushed for measures that would support the financial inclusion in the country through its *Ley para Facilitar la Inclusión Financiera* developed by BCR. This law enabled a remote account opening for savings accounts directly through mobile phones through simplified procedures. Banco Davivienda was the first financial institution to offer this service three years later, in 2018.
17. **Low account ownership.** According to latest Global Findex (2017), only 30% of adults have access to an account in a formal financial institution in El Salvador. This percentage is significantly lower than Guatemala (44%) and Honduras (45%).
18. **The financial inclusion gender gap:** 24% of women have access to an account, putting the country's financial inclusion gender gap at 13% or nearly double the global average of 7%. However, there is no gender gap regarding the mobile phones use for making payments or transfers and the gap in obtaining credit is at 2%.

IFAD's FFR Report on Diaspora Investment

19. Under the framework of a stand-alone grant financed through IFAD's FFR financing, the Ministry of Economy of El Salvador requested support to IFAD and ECLAC to identify challenges and opportunities to promote the investment of the Salvadorian diaspora in their communities of origin.
20. Empirical evidence was collected in 2019 through surveys and focus groups conducted among members of the Salvadoran diaspora in the cities of Los Angeles, Houston, Washington D.C. and New York.
21. Based on those instruments, ECLAC presented to the Government of El Salvador a set of [Strategies to Foster Diaspora Investment](#). Proposed strategies to foster diaspora investment focus on:
 - i) Increase access and use of products offered by financial institutions in El Salvador by the Salvadoran diaspora.
 - ii) Increase the flows of trade and investment of the diaspora in El Salvador.
 - iii) Facilitate the reception of donations from the diaspora to El Salvador.
 - iv) Enhance the institutional governance to support the Salvadoran diaspora.
22. These strategies were discussed and validated by an inter-agency team coordinated by the Ministry of Economy.

⁵⁵ <https://www.reuters.com/business/finance/exclusive-el-salvador-bitcoin-transfers-soar-still-fraction-dollar-remittances-2021-06-14/>.